



Revue n°15  
Janvier 2009

## Écrits et Manuscrits de la médiation familiale

**DIRECTRICE DE PUBLICATION** : Isabelle JUÈS

**Comité de Rédaction**

Claire DENIS  
Maïté LASSIME  
Martine MÖRCH  
Marie ROUSSEAU  
Cristina SANS


Mise en page



## REVUES DÉJÀ PARUES

---

N°0	Janvier 2004	<i>Écrits et manuscrits de la médiation familiale</i>
N°1	Juin 2004	<i>Travail social et médiation</i>
N°2	Octobre 2004	<i>Des modèles aux pratiques... Du cadre au processus</i>
N°3	Janvier 2005	<i>Contexte institutionnel et réglementaire de la médiation familiale</i>
N°4	Juin 2005	<i>Le couple</i>
N°5	Octobre 2005	<i>Du médiateur et de la place de tiers</i>
N°6	Juillet 2006	<i>Médiation familiale et soutien à la parentalité</i>
N°7	Juillet 2006	<i>Du pouvoir et de l'autorité en médiation familiale – Actes du Colloque La Rochelle (27 et 28 Avril 2006)</i>
N°8	Avril 2007	<i>Médiation familiale dans le contexte pénal</i>
N°9	Juillet 2007	<i>Médiation familiale et Analyse de Pratique</i>
N°10	Décembre 2007	<i>Médiation familiale – Éthique de la pratique</i>
N°11	Janvier 2008	<i>Médiation familiale et lien social</i>
N°12	Juin 2008	<i>L'enfant et la médiation familiale</i>
N°13	Septembre 2008	<i>Médiation familiale – Éthique de la pratique n°2</i>
N°14	Novembre 2008	<i>L'A.P.M.F. Vingt ans au service de la médiation familiale</i>



# Médiation familiale dans un contexte de protection de l'enfance

# Sommaire

ÉDITORIAL	6
<i>Marie Rousseau</i>	
RÉFLEXIONS A.P.M.F	8
La Commission Médiation Familiale dans un Contexte de Protection de l'Enfance, retour sur un engagement collectif.....	8
<i>Les membres de la Commission Médiation Familiale dans un Contexte de Protection de l'Enfance</i>	
Quelques préalables utiles.....	10
<i>La Commission Médiation Familiale dans un Contexte de Protection de l'Enfance</i>	
La protection de l'enfance et l'enfant en danger – Petits rappels.....	11
<i>La Commission Médiation Familiale dans un contexte de Protection de l'Enfance</i>	
Résultat du questionnaire A.P.M.F. sur les liens entre médiation familiale et protection de l'enfance.....	13
<i>Sylvie Maire</i>	
« Médiation familiale et protection de l'enfance » – Journée d'étude organisée par l'A.P.M.F. le vendredi 14 décembre 2007 .....	20
<i>La Commission Médiation Familiale dans un contexte de Protection de l'Enfance</i>	
Questionnement sur la pratique de la médiation familiale dans un contexte de protection de l'enfance.....	28
<i>Muriel Geoffray</i>	
De la protection de l'enfance à la médiation familiale... Histoire de vie d'un service « Espace Famille Médiation » (Association Olga Spitzer) .....	31
<i>Sylvie MAIRE</i>	
<i>Marie LEWIS</i>	
« L'Espace de médiation familiale », un service de médiation familiale au sein de la protection de l'enfance : l'espace d'une possible rencontre de deux cultures.....	34
<i>Audrey Ringot</i>	
Quelques réflexions...en amont d'une médiation familiale.....	43
<i>Brigitte Gary</i>	
Préalables à la médiation familiale en contexte de protection de l'enfance.....	45
<i>Chantal CAMBREZY</i>	
Interview de Madame Nicole COMBREXELLE, juge des enfants, Présidente du Tribunal pour Enfants de Versailles.....	48
<i>Muriel Geoffray et Stéphane Ditché</i>	
Dialogue.....	51
<i>Martine Murer</i>	
<i>Muriel Picard Bachelerie</i>	51
RÉFLEXIONS INDIVIDUELLES ET SINGULIÈRES	55
La Médiation et la protection des enfants.....	55
<i>Michèle Savourey</i>	
"Approche-médiation" en Service de protection de l'enfance : l'exemple de Cécile .....	62
<i>Michèle Savourey</i>	

Protection de l'enfance et médiation familiale .....	65
<i>Christine Rebière</i>	
Médiation familiale et protection de l'enfance.....	68
<i>Annette MOUTTET</i>	
Point de vue de juriste sur la médiation familiale en protection de l'enfance .....	76
<i>Marc Juston</i>	
Médiation familiale et protection de l'enfance.....	93
<i>Claudine Thomère</i>	
<i>Didier David</i>	
TRIBUNE LIBRE .....	102
Point de vue engagé.....	102
<i>Agnès Jego</i>	
ANNEXES .....	103
Abréviations.....	103

***Nous rappelons que les écrits contenus dans les revues  
de l'A.P.M.F. n'engagent que leurs auteurs.***

## Éditorial

~~La médiation familiale et la protection de l'enfance~~

Non ?

~~La médiation familiale en protection de l'enfance~~

Non ?

~~La médiation familiale pour la protection de l'enfance~~

- Alors quoi ? Il y a de quoi en perdre son latin ! Ou son âme ?
  - Ou l'âme de la médiation ?
    - Parce que la médiation aurait une âme ?
      - Et le médiateur alors ?
        - Il n'aurait pas besoin d'âme ?
          - Il aurait besoin de faire de la médiation !
            - Et d'ailleurs qu'est-ce que signifient toutes ces questions ?

**E**h oui, à l'A.P.M.F., nous ne craignons pas les sujets épineux, preuve en est cette revue consacrée aux réflexions des médiateurs et d'autres professionnels des champs de la justice et de la protection de l'enfance, sur la possible « utilisation ?, non, application ?, non, injonction ?... Enfin qu'il puisse être proposé et mis en place un processus de médiation familiale, à la demande du juge pour enfants, ou dans des situations relevant de la protection de l'enfance.

Le sujet est épineux car aux confins de plusieurs champs. Certes, en médiation familiale cet entre-deux (ou plus) nous est familier et nous sommes coutumiers de la pratique de l'inconfort.

La lecture de ces textes vous conduira dans les méandres de l'inquiétude éthique du médiateur familial confronté aux problématiques de la protection de l'enfance.

Pour introduire votre lecture il ne nous semble pas inutile de poser quelques "fondamentaux".

"La médiation familiale est un processus de construction ou de reconstruction du lien familial axé sur l'autonomie et la responsabilité des personnes concernées par des situation de rupture ou de séparation..." (Définition du CNCMF 2003)

Il n'est pas fait mention d'une médiation dont les buts seraient la protection et l'intérêt de l'enfant. Naturellement cela ne signifie pas que cette préoccupation ne concerne pas le médiateur.

La mission initiale de protection de l'enfance est dévolue à la parentèle (les solidarités familiales sont supposées être mobilisables). C'est lorsque la société la considère comme temporairement ou définitivement en incapacité d'exercer cette protection qu'elle se substitue à la famille et organise un contrôle et établit une suppléance. La décision de cette intervention de la société dans la sphère privée de la famille repose sur des faits. Le travail se fera à partir de cela.

Le médiateur familial ne travaille pas sur les faits mais sur la parole, avec la parole. Il n'est pas en mesure (sauf à se défaire de sa posture...) d'en vérifier la validité tant sur le registre de la "vérité" que sur celui de la "légitimité".

Les personnes reçues dans ce contexte sont "sous contrôle" (d'aucuns parlent d'évaluation). Quel crédit accorder à leur parole, à leur adhésion, à leurs accords ? Et par conséquent dans quelle posture se retrouve le médiateur (Suspicion ? Angélisme ? Hors de la réalité ?)

Si le travailleur social en protection de l'enfance a la possibilité de travailler en collégialité, le médiateur est plutôt un solitaire et les spécificités des situations auxquelles il sera confronté dans ce cadre l'exposeront à bien des tentations (en parler avec le service social ou les prescripteurs par exemple).

Le médiateur familial, initialement ou corrélativement travailleur social, aura une connaissance plus fine et pertinente d'un certain nombre de situations, des implications administratives mais également psycho-affectives. Cela sera un atout pour lui, il aura pourtant à conserver une vigilance extrême et le changement de "casquette" ne sera pas forcément aussi aisé qu'il n'y paraît (le réflexe professionnel guette!)

Le médiateur ignorant de ce monde, mais très spécialisé dans sa pratique de médiation sera exposé à accompagner des personnes dans un processus dans lequel elles ne seront peut-être pas en capacité (psycho-affective, administrative...) de s'investir en toute sécurité.

La notion de danger, qu'elle concerne l'enfant où quiconque participe à la médiation, pose inmanquablement la question des limites de la médiation.

Entendons nous bien, il ne s'agit pas ici de débats entre gardiens du temple et praticiens novateurs, il s'agit de la considération dans laquelle nous tenons les personnes auprès desquelles nous travaillons, de la nécessaire sécurité que nous devons garantir afin qu'elles puissent s'engager de façon "éclairée" dans un processus qu'elles auront choisi.

*Marie Rousseau*  
*Médiatrice familiale*

## Réflexions A.P.M.F

# La Commission Médiation Familiale dans un Contexte de Protection de l'Enfance, retour sur un engagement collectif...

### *Les membres de la Commission Médiation Familiale dans un Contexte de Protection de l'Enfance<sup>1</sup>*

**L**a réflexion proposée dans la première partie de cette revue est le fruit du travail collectif des membres de **la Commission Médiation Familiale dans un Contexte de Protection de l'Enfance** qui se réunissent régulièrement depuis novembre 2006.

Ce travail est également une étape dans la volonté de l'A.P.M.F. de définir un positionnement sur l'articulation possible entre le champ professionnel de la médiation familiale et celui de la protection de l'enfance et les limites de cette articulation.

Cette clarification est notamment destinée à rappeler que les principes sur lesquels se fonde la médiation familiale s'entendent quel que soit le contexte institutionnel au sein duquel la médiation familiale est exercée.

Ces écrits constituent un état des lieux des pratiques et également la volonté des praticiens de participer à l'élaboration conceptuelle de la médiation familiale.

Il nous paraît alors important de préciser qu'ils restent un sujet de débat, d'enrichissement mutuel, visant à favoriser les allers-retours de la réflexion entre les praticiens que nous sommes et les différents espaces collectifs, ce dans l'esprit et la volonté de l'A.P.M.F. de promouvoir la recherche et la conceptualisation de cette pratique professionnelle.

Nous avons constaté que, depuis plusieurs années, de nombreux professionnels : médiateurs familiaux, travailleurs sociaux, magistrats, psychologues... se posaient beaucoup de questions à propos des liens possibles ou non, avérés ou non, souhaitables ou non, entre la médiation familiale et la protection de l'enfance.

---

<sup>1</sup> Membres de la Commission :

Chantal Cambrezy, Stéphane Ditchév, Brigitte Gary, Muriel Geoffray Dominique Lefeuve, Sylvie Maire, Martine Murer, Muriel Picard Bachelerie, Marie Hélène Pruvost, Audrey Ringot. Coordinatrice : Audrey Ringot

Nous remercions également, Laurence Guillot, Sylvie Menez, Marie-Claude Sixdenier.



- Des temps de travail et de réflexion ont régulièrement mobilisé de nombreux adhérents. Nous pensons ici à Jocelyne Dahan, Marc Juston, Catherine Moinet, Michèle Savourey, Marie-Claude Séguéla, Marie-Claude Sixdenier...
- Certains d'entre nous avaient souhaité poursuivre cette réflexion engagée.
- Ainsi, lors d'une Assemblée Générale de l'A.P.M.F. le sujet de la journée de réflexion était « Médiation familiale, continuité ou rupture ? ».

C'est dans ce sens, qu'en 2006, la coordinatrice actuelle a proposé à l'A.P.M.F. de se doter d'une instance au sein de laquelle des adhérents pourraient réfléchir plus formellement à ces questions.

Le Conseil d'Administration a validé la création de cette nouvelle commission, afin qu'au sein de cet espace puissent être débattus la pertinence, la nature, la fonction, les possibles et les limites du lien entre ces deux champs professionnels.

En janvier 2007, nous avons invité Madame Quiriau, Conseillère technique du Ministre délégué à la Famille, Monsieur Philippe Bas.

Elle intervenait dans le contexte de la mise en place de la Réforme de la protection de l'enfance, promulguée le 5 mars 2007. Cette réforme affirme le bien-fondé de la médiation familiale en lui consacrant une annexe, (l'annexe 12).

Mais, en inscrivant la médiation familiale dans le cadre de la protection de l'enfance, il semble que le législateur ait contribué à alimenter la confusion de ces deux cadres.

Dès lors, il nous a paru nécessaire que l'A.P.M.F. puisse continuer de clarifier les fondements et l'éthique de la médiation familiale.

C'est dans ce sens que cette commission avait organisé une journée d'étude en décembre 2007.

Nous sommes au carrefour de questionnements internes et de sollicitations externes, parfois vécues comme des injonctions.

Il nous a alors semblé utile de poursuivre la réflexion commencée depuis longtemps, pour continuer d'élaborer, et de nous positionner, sur l'articulation possible entre médiation familiale et protection de l'enfance : quel sens, quels enjeux, quelles limites ?

oOo

## Quelques préalables utiles...

### *La Commission Médiation Familiale dans un Contexte de Protection de l'Enfance*

**N**ous, médiateurs familiaux, situons notre cadre d'intervention sur le principe de la confidentialité et dans le champ de la prévention des répercussions des conflits des adultes sur les adultes et sur les enfants.

- La médiation familiale n'a pas pour objectif la protection de l'enfant, même si ses effets peuvent y contribuer.
- L'objectif est d'accompagner les parents et non d'évaluer leurs capacités ni d'aller sur le registre du soutien à la parentalité ou d'un accompagnement éducatif.
- L'articulation avec les travailleurs sociaux ou les services de protection de l'enfance (une assistante de service social ou de santé scolaire ou un travailleur social de l'Aide Sociale à l'Enfance ou de l'Assistance Éducative en Milieu Ouvert) laisse à ces professionnels l'évaluation de la situation, l'accompagnement de l'enfant et de sa famille.
- Si la protection de l'enfance s'attache à prendre en compte la parentalité des personnes accompagnées, la médiation familiale s'intéresse à une dimension plus large de la personne.
- Le cadre de la médiation familiale est un autre espace où des parents vont se rencontrer, en dehors de la présence de tout autre professionnel, pour dialoguer, pour repenser leurs relations, pour construire leurs places de parent et de co-parents. Il s'agit d'un processus au sein duquel les enjeux des décisions se fondent sur leur responsabilité.
- La confidentialité a pour seule limite la transmission d'informations concernant un risque de danger ou un danger pour l'enfant.
- L'indépendance et l'autonomie du médiateur familial sont des conditions essentielles du cadre de la médiation familiale. Les parents sont le lien entre les professionnels et non le contraire.

oOo

# La protection de l'enfance et l'enfant en danger – Petits rappels...

## *La Commission Médiation Familiale dans un contexte de Protection de l'Enfance*

### **L**a notion de protection de l'enfance définie par le législateur

Le nouvel article L112-3 du CASF (Code de l'Action Sociale et des familles) établit que la protection de l'enfance a pour but de **prévenir** les difficultés auxquelles les parents peuvent être confrontés dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives, d'**accompagner** les familles et d'assurer, le cas échéant, selon les modalités adaptées à leur besoin, **une prise en charge partielle ou totale** des mineurs.

Trois axes se dégagent : prévention, accompagnement, prise en charge des mineurs si besoin.

#### **1. La prévention :**

Ce sont les missions de **PMI**, de service social de secteur, de service social scolaire, mais aussi la prévention spécialisée établie dans les quartiers, pour citer les services les plus importants.

#### **2. L'accompagnement :**

L'accompagnement éducatif peut être de deux ordres :

- Les actions de protections « administratives », les **AED** (Aide Éducative à Domicile) demandées par les familles ou proposées de façon contractuelle et mises en place par l'**ASE** (Aide Sociale à l'Enfance). Ces mesures d'accompagnement sont réalisées soit par des professionnels de l'ASE, soit par des professionnels des Associations ou des Services publics de protection de l'enfance.
- Les actions de protections « judiciaires », les **AEMO** (Action Éducative en Milieu Ouvert) font l'objet d'une saisine du juge des enfants, après signalement et évaluation du danger encouru par l'enfant. Ces mesures d'AEMO sont des mesures le plus souvent contraintes - bien qu'il soit préconisé de tenter de recueillir l'accord des parents - avec possibilité d'appel pour les familles. Ces mesures d'accompagnement sont financées par les Conseils Généraux.

#### **3. La prise en charge des mineurs en familles d'accueil ou établissement :**

Elle peut être administrative ou judiciaire :

- Prise en charge administrative : accueil provisoire des enfants demandé par les parents ou proposé par des professionnels et accepté par les familles. Ces accueils appelés **AP** (accueil

- provisoire) sont mis en œuvre par l'ASE qui est également responsable de l'accompagnement des enfants et de leur famille.
- Prise en charge judiciaire : quand le danger encouru par l'enfant nécessite une mesure de placement par le Procureur ou le juge des enfants. Ces placements appelés **OPP** (Ordonnance de Placement Provisoire) sont des mesures contraintes, susceptibles d'appel par les familles. Ils sont mis en œuvre par l'ASE ou la PJJ, lorsque cela concerne les adolescents.
  - Les enfants sont majoritairement accueillis dans des familles d'accueil lorsqu'ils sont jeunes. Ils peuvent être également placés dans des foyers de l'enfance (ASE), MECS (Maison d'enfants à Caractère Social), foyers d'adolescents, « lieux de vie »....

### **Le corollaire de la protection de l'enfance : « l'intérêt de l'enfant »**

L'intérêt de l'enfant est défini comme la prise en compte de ses besoins fondamentaux, physiques, intellectuels, sociaux et affectifs, ainsi que le respect de ses droits.

La société se réserve le droit d'intervenir lorsqu'un danger ou risque de danger est signalé. C'est le « signalement » prioritairement aux autorités administratives (Cellules de signalement départemental) et après évaluation au procureur de la république (ou directement au procureur si danger imminent).

Le juge des enfants est saisi si « la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont menacées ou si ses conditions d'éducation sont gravement compromises » (art 375 du Code Civil).

### **Médiation familiale et protection de l'enfance**

La médiation familiale est mentionnée dans **la loi du 5 mars 2007** réformant la protection de l'enfance, comme « action de soutien aux familles ».

Le rapport de **l'ONED (Observatoire National de l'Enfance en Danger)** de 2007 évoque également la médiation familiale comme outil de prévention et s'interroge sur l'articulation entre médiation familiale et protection de l'enfance.

Enfin, le rapport 2008 de la Défenseure des enfants, Madame VERSINI, porte sur la situation des enfants dans les séparations parentales conflictuelles (50% des motifs de saisine) et met en avant la médiation familiale dans le traitement de cette problématique.

**N.B : Quand on parle des liens entre médiation familiale et protection de l'enfance, n'oublions pas que notre information sur la médiation familiale doit pouvoir se faire auprès des professionnels des différents champs de la protection de l'enfance, tant les champs de « la prévention » que « du traitement » (accompagnement, placement) administratif et judiciaire.**

**Nous avons tendance à réduire la protection de l'enfance au champ judiciaire...**

oOo

# Résultat du questionnaire A.P.M.F. sur les liens entre médiation familiale et protection de l'enfance

*Sylvie Maire*  
*Médiatrice familiale*

**C**e questionnaire a été élaboré par Sylvie MAIRE, médiatrice familiale à Espace Famille Médiation (Association Olga Spitzer) et validé par la Commission Médiation Familiale dans un contexte de Protection de l'Enfance de l'A.P.M.F. Il a été envoyé en octobre 2007 à plusieurs associations de protection de l'enfance ayant développé en leur sein la médiation familiale.

## **1 - Contexte d'élaboration du questionnaire :**

Après plus de 20 ans d'intervention dans le contexte de protection de l'enfance (AEMO puis IOE) et 5 ans de travail partagé entre médiation familiale et protection de l'enfance -toujours dans la même association (Olga Spitzer)-, j'ai pu préciser les nombreuses questions qui se posaient sur les liens entre ces deux domaines.

Il est à noter que c'est à partir du service d'IOE dans lequel je travaillais (où nous faisons le constat que de plus en plus d'enfants étaient signalés en danger suite aux séparations très conflictuelles de leurs parents) que je me suis intéressée au traitement de ces problématiques de conflits familiaux par la médiation familiale et que je m'y suis formée.

L'association Olga Spitzer, association de protection de l'enfance à Paris et région parisienne, soucieuse de développer des pratiques innovantes, a soutenu et accompagné le projet de création d'un service de médiation familiale : « Espace Famille Médiation » est né en 1999.

Un groupe de travail associatif s'est mis en place autour de la problématique des liens entre médiation familiale et protection de l'enfance, et c'est avec grand intérêt que nous avons décidé de participer à la commission de l'A.P.M.F.

## **2 - Élaboration du questionnaire :**

De nombreux contacts avec des services de protection de l'enfance m'ont amenée à constater que certains professionnels pratiquent la médiation familiale (après formation) au sein de leur service, sur des missions AEMO, IOE ou dans le cadre d'un placement ASE.

D'autres professionnels de la protection de l'enfance, formés à la médiation familiale, ont contribué à créer des services indépendants de médiation familiale, au sein des associations de protection de l'enfance.

Ce constat m'a amenée à proposer 2 questionnaires :

- **Un premier questionnaire destiné aux services où la médiation familiale est intégrée aux mesures de protection de l'enfance**
- **Un deuxième questionnaire destiné aux services spécifiques de médiation familiale adossés à une association de protection de l'enfance**  
**(Voir les questionnaires 1 et 2 en annexe de l'article)**

### **3 - Méthodologie :**

- Élaboration des deux questionnaires et validation par les collègues de la commission médiation familiale et protection de l'enfance, dont une stagiaire de notre service qui travaille sur ce sujet.
- Les questions proposées font suite à deux constats :
  - o Malgré la proximité de travail avec les collègues de protection de l'enfance, nous traitons assez peu de ces situations en médiation familiale.
  - o Les situations reçues sont souvent complexes et interrogent l'adaptation des outils de médiation familiale.
- Envoi à toutes les associations de l'UNASEA (associations de Sauvegarde de l'Enfance et Adolescence) ayant développé la médiation familiale avec croisement des répertoires de l'UNASEA, de la FENAMEF et de l'A.P.M.F.
- Questionnaires ouverts qui se terminent par « vos réflexions personnelles à ce sujet »...

### **4 - Le retour des questionnaires**

- Sur 30 questionnaires envoyés, 10 nous ont été retournés
- Sur ces 10 réponses, un centre a fermé, 1 autre n'a pas de lien avec la protection de l'enfance (annexé à un Point Rencontre) et n'a pas souhaité répondre. Restent 8 questionnaires exploitables.

Sur ces 8 questionnaires :

- o 2 portent sur des interventions de médiation familiale au sein de mesures protection de l'enfance
- o 6 portent sur des services spécifiques de médiation familiale adossés à des associations de protection de l'enfance

### **5 - L'exploitation des questionnaires<sup>2</sup> :**

#### **5.1 Questionnaire sur la médiation familiale au sein de mesures de protection de l'enfance : 2 situations**

- 1<sup>ère</sup> situation : le professionnel ne se positionne pas comme médiateur familial mais « utilise des outils de médiation » dans les mesures d'AEMO ; les effets sont jugés très opérants.  
(Restauration des compétences parentales, reprise en main des responsabilités, enfants mis hors du conflit de loyauté). Il est évoqué un problème de terminologie pour désigner ces actes de médiations. Les juges des enfants, informés de cette démarche, souhaitent l'inscrire dans

---

<sup>2</sup> AS = Assistant Social, ES = Educateur Spécialisé, MF = Médiateur Familial, CG = Conseil Général

l'ordonnance et se posent également la question du terme pour la désigner : approche médiations, entretiens médiations ?

Dans cette situation, **il n'y a pas eu de réponses quant à la confidentialité mais il a sans doute paru évident au professionnel qu'exerçant une AEMO, il était tenu de « rendre des comptes » sur sa mission et ne pouvait garantir la confidentialité aux parents.**

- 2<sup>ème</sup> situation : l'éducatrice effectue réellement des médiations familiales, dans le cadre de l'AEMO et financées sur budget AEMO, mais dans des situations familiales où elle ne fait pas l'accompagnement éducatif en même temps : un autre professionnel de l'équipe s'en charge ; il y a co-intervention dans la famille ; cette expérience se fait à titre expérimental et exige qu'il y ait une fratrie pour permettre une co-intervention éducateur/médiateur. **Le professionnel évoque quelques difficultés** : difficulté de « changer de casquette », de préserver la confidentialité. La situation n'est pas jugée très confortable.

Les juges des enfants se montrent là aussi très intéressés ; ils ont accepté de ne pas avoir de contenu de la médiation mais ont demandé à être informés de sa mise en place et de la fin (comme les JAF).

#### **Commentaires :**

**L'utilisation d' « outils de médiation familiale » n'est pas de la médiation familiale. On ne peut pas être « éducateur-médiateur » dans le cadre d'une mission de protection de l'enfance.**

**Par ailleurs, quand la fonction de médiateur familial est clairement définie mais qu'elle s'exerce dans une équipe de protection de l'enfance, la situation n'est pas jugée confortable par le professionnel.**

Il est intéressant de noter que dans ces deux situations, il y a projet de création d'un service indépendant de médiation familiale.

#### **5.2 Questionnaire portant sur les relations entre services indépendants de médiation familiale et service de protection de l'enfance : 7 réponses**

Sur ces 7 situations, 5 sont issues de service de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence ou assimilé, un service est adossé à une MECS (Maison d'enfants à caractère social) et un autre est créé par l'UDAF, issu d'un service de tutelles aux prestations.

Les 9 items du questionnaire et leurs réponses ont été consignés sous forme de tableau (voir page suivante).



Résultats du questionnaire 2								
Date de création	Financements	Professions d'origine des MF	% situations PE	Confidentialité	Thèmes traités	Effets	Pertinence des outils	Travail avec JE
1995	20% Sauvegarde + CAF	2 ES, 1 AS, Protection enfance	Très très rarement	Aucun contact avec les TS	Conflits parentaux, Reprise de liens ; + atypique : Problème abus intra familiaux	Restauration de l'autorité parentale lorsqu'elle est mise à mal	oui	Pas de réponse
2002 (à partir Point rencontre)	?	Pas protection de l'enfance	0,001	Contacts avec les TS ou partenaires (présentation de la situation)	Trop peu de situations	Reprise en main des responsabilités parentales	Oui pour les « outils ». Non pour le cadre et processus	Très peu de cas. Pas de protocole particulier
Février 2003 (à partir d'une MECS)	CG, ASE	Pas de réponse	Prescripteur ASE=100% PE, mais service autonome	Confidentialité assurée ; Peu de contacts. Présentation de la situation, éventuellement les résultats à la fin	80% négligences parentales dans le cadre des séparations et divorces+ travail reconstruction des liens+cadre placements	Chaque parent devient acteur du projet. Restauration des compétences	Oui, avec présence des enfants ponctuellement	Oui. Info de la mise en place et de l'arrêt de la MF
Septembre 2007	Prestation de service CAF + CG	ES Tutelle PF	?	Contacts pour présentation de la famille et éventuellement si MF s'est mise en place ou non	Conflits parentaux	<i>Trop tôt</i>	Oui, avec présence des enfants ponctuellement	Oui. Info de la mise en place et de l'arrêt de la MF
1994	indépendants	Professionnels de la PE + autres	0,1	Contacts très variables : de la simple information à l'accompagnement de la famille	Conflits de couple avec violence conjugale ; Parents/ados ; Parents/jeunes majeurs ; Relation « blessée » entre parent et enfant placé	Positifs pour restauration compétences ; Contractualisation : recadrage place de chacun, dans le cas ados/parents	Nécessairement des adaptations spécifiques	Oui. Renvoi d'un écrit spécifique validé et signé par les parents (comme MF pénale)
1999	CAF + CG + Etat	AS, Juristes, Ingénierie sociale	Très rarement	Très peu de contacts, confidentialité respectée	- Responsabilités parentales cadre des conflits de séparations, - qq cas de situations d'inceste	Clarification mais difficulté à contractualiser	Sans doute. Outils à adapter	Quelques cas. Travail comme avec les JAF



## **6 - Commentaires sur les résultats du questionnaire N°2 (les services de médiation familiale sont « indépendants ») :**

### **6.1 Première observation :**

La surprise est le **faible taux de situations de protection de l'enfance traité** dans 4 services sur 6, un service en traite 10%.

Seule l'expérience originale du service adossé à une MECS -Maison d'Enfants à Caractère Social- (N°3) travaille à 100% sur des situations de protection de l'enfance et sur financement exclusif de l'Aide Sociale à l'Enfance ; il s'agit d'utiliser la médiation familiale pour travailler avec les parents sur les compétences parentales, dans des situations de placements d'enfants ; l'objectif est de réduire le temps de placement ; le service est totalement autonome, la confidentialité est respectée. Il faudrait approfondir la réflexion sur ce type d'expérience.

Ce faible taux de traitement de situations alors que ces services sont « adossés » à des associations de protection de l'enfance interroge.

Des réflexions, pouvant expliquer ce fait, méritent d'être approfondies :

- la médiation familiale est une démarche supplémentaire pour ces familles qui connaissent déjà de nombreux intervenants : éducateur, psychologue, tuteur aux prestations familiales etc.
- pour les familles qui sont suivies dans le cadre judiciaire (juge des enfants), de nombreuses tentatives de contractualisation ont été faites en amont (exemple : proposition d'AED-Aide Éducative à Domicile, non judiciaire). Or la médiation est un travail sur la contractualisation, est-il plus difficile pour ces familles d'accepter d'établir des accords, contrats, de les respecter ?
- les problématiques des familles où un enfant est « repéré » en danger sont souvent complexes, multiples, et les travailleurs sociaux qui pourraient orienter sur la médiation familiale jugeraient-ils que nos interventions sont trop limitées.

Les traitements en thérapie familiale seraient-ils plus indiqués ?

- enfin, les professionnels des services de protection de l'enfance qui orientent sont-ils suffisamment associés, informés ?

### **6.2 Sur le respect du cadre et de la déontologie de la médiation familiale**

- **Confidentialité** : pas de souci pour faire respecter la confidentialité
- **Autonomie des services** : leurs financements indépendants de la protection de l'enfance semblent garantir la nécessité de « **neutralité** » et « **indépendance** » de la médiation familiale ?
- Sur le travail avec les juges des enfants : dans 3 situations sur 7, il y a travail avec le JE avec pour certains, le minimum d'informations fournies comme avec un JAF (mention de la prise en charge et de l'arrêt, accords ou non) ; pour une des situations, transmission au JE d'un écrit spécifique signé par les parents.
- Sur la **pertinence des outils de médiation familiale** : à adapter pour 4 situations sur 7. Le travail mériterait d'être poursuivi pour les 4 services qui pensent à une « adaptation de la médiation familiale » : pourquoi? comment ?

### 6.3 Sur les types de problématiques et les effets :

- Les thèmes les plus souvent traités : conflits parentaux et reprise de liens. (suite aux placements des enfants ou suite à une longue absence d'un parent par exemple)
- Effets positifs les plus souvent évoqués : la restauration des compétences parentales

### Synthèse :

Il faut relativiser ces résultats qui ne portent que sur 9 réponses aux questionnaires.

Mais on peut retenir les points suivants :

- Même quand un service de médiation familiale fait partie d'une association de protection de l'enfance, les médiateurs sont très peu sollicités pour intervenir dans les situations de protection de l'enfance. Cela mériterait d'en approfondir les raisons.
- Quand les services de médiation familiale sont indépendants, avec des financements propres, il semble que le respect de la déontologie du médiateur et le cadre de la médiation ne posent pas problème.
- Néanmoins pour certains professionnels, il faut « adapter » la médiation familiale à ces situations spécifiques. Cela mériterait également une réflexion sur : « en quoi, comment ? »

## ANNEXES

### Questionnaire 1

**Les travailleurs sociaux formés à la médiation interviennent au sein des services de protection de l'enfance de votre association, dans quel contexte ?**

1 - Pour des « actes de médiation » au sein de leurs propres mesures d'AEMO ou d'AED :

- Quels effets ?
- Quels questionnements cela pose-t-il ?

2 - En tant que médiateurs dans le service mais dans des situations dont ils n'ont pas la charge

- Quel financement ?
- Le cadre habituellement défini par la médiation familiale peut-il être sauvegardé (confidentialité)?
- Quel retour aux tutelles ?
- Quels problèmes rencontrés ?

3 - Si autres situations, précisez et présentez les avantages et les inconvénients?

## **Questionnaire 2**

**Un service de médiation familiale a été créé au sein de votre association de protection de l'enfance**

1 - A quelle date a été créé votre service de médiation familiale ?

2 - Par qui ?

- Professionnels de protection de l'enfance
- Autres professionnels

3 - Les financements de votre activité « médiation familiale » sont-ils totalement indépendants ou encore liés aux services de protection de l'enfance ?

Si OUI, à quelle proportion environ ?

4 - A quelle proportion traitez-vous des situations adressées par des professionnels de protection de l'enfance (AEMO, AED, ASE) ; les chiffres peuvent être précis si vous faites des statistiques ou évalués grossièrement : ¼, ½ ou plus.

5 - Dans les situations adressées par les services de protection de l'enfance :

### **A propos de la confidentialité :**

5.1 - Avez-vous un contact direct avec le professionnel de protection de l'enfance qui adresse la famille ?

- Le plus souvent
- Souvent
- Jamais

Si vous avez un contact, à quel niveau :

- Seulement identité de la famille ?
- Présentation de la situation ?
- Pendant le déroulement de la médiation ?
- A la fin de la médiation : résultat de la médiation ?

### **A propos de la spécificité des situations de protection de l'enfance :**

5.2 - Les situations qui vous sont adressées portent-elles :

- Sur les conflits parentaux lors des séparations ? % si possible
- Sur des reprises de liens entre parents et enfants ? % si possible
- Autres ?

Les situations de protection de l'enfance - notamment judiciaires - sont particulières en ce sens que les familles n'ont pas réussi à demander de l'aide ou à « contractualiser » lors de propositions d'aide en amont du signalement. La médiation familiale repose sur la responsabilisation des parents et leur capacité justement à « contractualiser »

5.3 - Pensez-vous néanmoins que les outils utilisés lors d'une médiation familiale sont opérants dans ces situations, au même titre que toute autre situation ?

5.4 - Si OUI, quels effets positifs avez-vous pu percevoir ?

- Sentiment pour les parents de restaurer leurs compétences ?
- Reprise en main de leurs responsabilités respectives ?
- Possibilité de « petits changements » dans la famille ?
- Possibilité de contractualisation : accords, projet d'entente (à quelle proportion) ?
- Autre

5.5 - Si NON, pensez-vous qu'il serait intéressant d'adapter ou d'ajuster les modes d'intervention habituels en médiation familiale à ce type de situation ?

- Avez-vous quelques idées à ce propos, lesquelles ?

6 - Avez-vous des médiations familiales "ordonnées" par le juge des enfants ?

Si OUI, avez-vous un protocole particulier ? Lequel ?

# **« Médiation familiale et protection de l'enfance » – Journée d'étude organisée par l'A.P.M.F. le vendredi 14 décembre 2007**

## *La Commission Médiation Familiale dans un contexte de Protection de l'Enfance*

*La Commission Médiation Familiale et Protection de l'Enfance (nommée désormais Commission Médiation Familiale dans un Contexte de Protection de l'Enfance) trouve son origine dans des questions existantes depuis longtemps :*

- Les liens possibles ou non*
  - Les liens avérés ou non*
  - Les liens souhaitables ou non*
- entre médiation familiale et protection de l'enfance qui sont deux champs professionnels différents.*

*Une première réunion s'était tenue en janvier 2007, où nous avons invité Madame Fabienne Quiriau, conseillère technique du Ministre délégué à la Famille, Monsieur Philippe Bas.*

*Les échanges avaient eu lieu peu avant la promulgation de la loi du 5 mars 2007 relative à la protection de l'enfance. Cette loi a inscrit la médiation familiale dans ce cadre, entraînant, semble-t-il la confusion entre les deux champs.*

*La journée d'étude du 14 décembre a eu pour finalité d'échanger quant à la possibilité et les limites de l'articulation entre médiation familiale et protection de l'enfance.*

\*\*\*

La journée d'étude était organisée en deux temps :

- 1 - Travail collectif en ateliers (deux groupes) autour de quatre questions :
  - Comment prendre en compte à la fois la notion d'intérêt de l'enfant, celle d'enfant en danger et la démarche volontaire des adultes vers la médiation familiale ?
  - Comment permettre la reconnaissance mutuelle des compétences et des champs professionnels de chacun ?
  - Comment respecter la confidentialité, principe de base de la médiation familiale, et comprendre le sens et l'importance du partage des informations dans le cadre de la protection de l'enfance ?
  - Qu'en est-il de l'indépendance du médiateur familial dans le contexte de la protection de l'enfance ?
- 2 - Retour et échanges en salle plénière

\*\*\*

À partir des notes de Véronique Rousseau<sup>3</sup> prises lors de cette journée, la commission vous propose une synthèse qui reflète les préoccupations des professionnels présents : médiateurs familiaux et travailleurs sociaux.

### **Travail en atelier du matin (sous-groupe, 35 personnes)**

Points abordés à partir des questions suivantes :

- Comment prendre en compte à la fois la notion d'intérêt de l'enfant, celle d'enfant en danger et la démarche volontaire des adultes vers la médiation familiale ?
- Comment permettre la reconnaissance mutuelle des compétences et des champs professionnels de chacun ?

Ce qu'il ressort des interventions des participants :

- Importance de différencier services de protection de l'enfance et services de médiation familiale
- Comment promouvoir la médiation familiale auprès de familles suivies en protection de l'enfance. Faire de l'information de la médiation familiale dans les services sociaux des conseils généraux
- On est soit dans le cadre de la médiation, soit dans le cadre de la protection de l'enfance. Quels types de médiation familiale peuvent se réfléchir en lien (et pas dans le cadre) avec la protection de l'enfance ?
- C'est la nature des articulations entre les travailleurs sociaux en protection de l'enfance et les services de médiation familiale qui est à élaborer
- La médiation familiale est inscrite dans la loi de protection de l'enfance de mars 2007 ce qui favorise la confusion.

Le sous-groupe est invité à énoncer des avis sur la question suivante : « *Comment prendre en compte à la fois la notion d'intérêt de l'enfant, celle d'enfant en danger et la démarche volontaire des adultes vers la médiation familiale ?* »

La question a émergé en termes de résumé des premières réflexions sur ces trois points :

- L'intérêt de l'enfant (attente / commande sociales - justice)
- L'enfance en danger (protection de l'enfance)
- La démarche volontaire des parents (médiation familiale)

Le juge des enfants peut ordonner une médiation familiale :

- Soit via un service d'AEMO
- Soit via une association hors service de protection de l'enfance

---

<sup>3</sup> Véronique Rousseau, intervenante d'action sociale à l'Espace Parent -Enfant à Issy les Moulineaux, titulaire du Master II Éducation Familiale et Intervention Socio-éducative (EFIS), option CODEV (Conception, Développement, Evaluation des dispositifs d'éducation familiale et d'intervention socio-éducative) à l'Université de Nanterre-Paris X. A réalisé un mémoire sur le thème "Médiation familiale en France : quand l'évaluation des besoins et des ressources interroge les pratiques professionnelles dans le soutien à la parentalité".

**L'objectif de la protection de l'enfance est l'intérêt de l'enfant et la protection de l'enfant en danger ; le point de départ est l'enfant.**

***L'enfant n'est pas au centre de la médiation familiale.*** La médiation familiale n'est pas là pour défendre l'intérêt de l'enfant. De plus l'intérêt de l'enfant est différent de l'enfant en danger.

La posture professionnelle et le rôle du médiateur familial et du professionnel de la protection de l'enfance sont différents.

A ce sujet, une médiatrice familiale explique que la question se pose aussi du côté de la médiation familiale :

- L'intérêt de l'enfant est défini par les parents
- Si en médiation, il y a question autour de l'enfant en danger : le médiateur doit-il continuer la médiation ?

Une assistante sociale formée à la médiation familiale, mais ne pratiquant pas, pose la question : l'évaluation n'est-elle pas nécessaire en protection de l'enfance avant de permettre une orientation ou non vers la médiation familiale ?

Proposition :

- En médiation familiale : le médiateur s'appuie sur la responsabilité des parents
- En protection de l'enfance : le travailleur social s'appuie sur la protection de l'enfant avec reprise du rôle par les parents

Ce sont des portes d'entrée différentes :

- Dans le cadre d'une mesure de la protection de l'enfance, cela sous-entend que le contrôle, comme l'évaluation, se fait au service de protection de l'enfance.
- Hors mesure de protection de l'enfance, en ce cas, il peut arriver que le médiateur détecte une situation de protection de l'enfance

Une médiatrice familiale explique qu'il peut y avoir injonction du juge aux affaires familiales mais pas de médiation familiale imposée ; on ne force personne en médiation. Dans le processus, si le médiateur repère un besoin d'accompagnement psychologique, il peut proposer une orientation à la /les personnes accueillie (s) tout en continuant la médiation.

Mais s'il y a maltraitance (sans que la protection de l'enfance intervienne), un signalement peut être fait par le médiateur qui devra faire part de sa décision aux personnes.

Une autre personne intervient pour évoquer le fait que des services de protection de l'enfance s'interrogent de plus en plus sur la création d'un service de médiation familiale. Mais faut-il qu'il soit à l'intérieur ou à l'extérieur du service ?

Autre intervention : la médiation familiale créée au sein des mesures de protection de l'enfance s'explique au démarrage par le défaut de financement. ***Cependant le constat est clair : on ne peut pas faire de la médiation familiale au sein des mesures de protection de l'enfance. Les cadres sont différents.***

Des services de médiation familiale sont nés au sein de services de protection de l'enfance (dans des associations de protection de l'enfance). Le constat révèle parfois qu'il y a peu de situations de médiation familiale. Ainsi des parents ont eu des propositions, ils ne parviennent pas toujours à s'en saisir. Pourquoi se saisiraient-ils davantage de la médiation familiale ?

Une médiatrice familiale demande si les familles en protection de l'enfance ont les capacités de formuler leur demande ?

Une conseillère conjugale et familiale : qui doit travailler cette orientation avec les familles ? Les travailleurs sociaux sont-ils en panne et n'espèrent-ils pas beaucoup de la médiation familiale ?

Une médiatrice familiale : la médiation familiale n'est pas au dessus du travail social. Elle est à côté. Ne pas contribuer à la confusion. Ne pas superposer les objectifs de chacun. L'accompagnement des familles : le rôle du travailleur social est de préparer à la médiation familiale. Si les familles s'approprient la médiation familiale, elles s'en saisissent elles-mêmes. **Elle n'est pas un énième outil de la protection de l'enfance.** De plus, on ne peut ordonner dans la même ordonnance une mesure de protection de l'enfance et de la médiation familiale. **Même si la médiation familiale joue un rôle dans la protection de l'enfance comme effet, ce n'est pas le premier.**

Une responsable de service de protection de l'enfance témoigne d'un service de protection de l'enfance qui a créé un service de médiation familiale ; cependant il se pose la question de la place que l'on donne à la médiation familiale dans la mesure d'accompagnement en protection de l'enfance. La médiation familiale serait une possibilité d'orientation comme cela se fait déjà vers un thérapeute ou un conseiller conjugal et familial.

***Chacun est d'accord pour travailler sur la non confusion des rôles et des places professionnels***

***La médiation familiale est un « espace protégé » au sein duquel le médiateur met au travail ce qui fait pression à l'extérieur.*** Il y a un travail spécifique sur « comment sont-ils venus là ? »

La médiation familiale en protection de l'enfance est compliquée. C'est la même chose pour les médiations familiales ordonnées par les JAF.

Une médiatrice familiale expose son point de vue :

- Nécessité de clarifier qui demande quoi et à qui ?
- Puis se recentrer ensemble sur ce qu'est la médiation familiale
- On ne reçoit pas des « familles » mais des « personnes »
- Le processus débute par l'énoncé des besoins de chacun et de ce qui peut se passer dans l'espace de médiation. Pourquoi est-on dans cet espace et quel est l'objectif commun ?



Autre intervention : Qu'en est-il du pouvoir d'autodétermination des familles suivies en protection de l'enfance : quelle liberté ? Comment travailler avec cela en médiation ?

\*\*\*

### **Bilan de l'atelier du matin :**

Il est nécessaire de sortir de la confusion :

- Les principes de la protection de l'enfance et de la médiation familiale ne sont pas superposables
- Les prismes sont différents : la protection de l'enfance : angle de l'intérêt de l'enfant ; médiation familiale : angle de la responsabilité des parents avec de leur effet sur les enfants.
- Le médiateur familial a la liberté. Il accueille les personnes sans un regard altéré par un juge ou un service de protection de l'enfance.
- Les médiateurs familiaux ne sont jamais totalement libres, ni jamais totalement contraints. Attention au terme liberté.
- L'espace de liberté se construit aussi dans l'espace de médiation
- L'espace de médiation est un lieu de démocratie, et pas un lieu de démagogie (contraintes judiciaires et cadres...).

### **Atelier de l'après-midi**

Points abordés à partir des questions suivantes :

- Comment respecter la confidentialité, principe de base de la médiation familiale, et comprendre le sens et l'importance du partage des informations dans le cadre de la protection de l'enfance ?
- Qu'en est-il de l'indépendance du médiateur familial dans le contexte de la protection de l'enfance ?

Interventions :

- La médiation familiale et la protection de l'enfance : face à une situation de maltraitance, le médiateur familial a les mêmes obligations que tout professionnel ; il est un citoyen.
- Un médiateur et un citoyen n'ont pas à faire une évaluation de la situation de maltraitance. Ils peuvent communiquer une « information signalante »

Dans l'espace de médiation, le médiateur familial travaille avec les parents sur ce qui se dit. Si la maltraitance est en jeu : d'abord travailler avec les parents : y a-t-il urgence ou non à cette question ? Si un signalement est fait, il faut qu'il soit signifié aux parents et que la médiation se soit arrêtée. Le travail avec les parents peut permettre, par la médiation et avec les parents, de mettre l'enfant hors de danger.

Lorsque les médiateurs familiaux interviennent en protection de l'enfance. La situation de danger est déjà traitée/suivie par le professionnel de la protection de l'enfance.



La question se pose lorsque les médiateurs familiaux sont en situation de « révélation ». S'il y a déjà des travailleurs sociaux de la protection de l'enfance, la situation est connue et prise en charge. Si ce n'est pas le cas, le médiateur familial ne doit pas se dégager de sa responsabilité : il peut amener les parents à réfléchir (différences entre ce qui est dit, entre ce qui se passe vraiment, et les enjeux pour les parents). Les parents peuvent réfléchir à leurs comportements : ce n'est pas au médiateur familial de décider pour les personnes.

Le médiateur familial doit être clair avec les parents à propos de ce qu'est la confidentialité et les limites du médiateur familial

Quand il y a soupçon de danger, le médiateur familial ne peut continuer la médiation. C'est du ressort de la protection de l'enfance.

***Les limites ne sont pas les mêmes pour tout le monde.***

L'intérêt de l'enfant ne peut-il être une « justification », un « alibi » ? Les perceptions de l'enfant en risque de danger sont variables selon les époques et les personnes, et donc susceptibles d'interprétations. Faut-il envoyer tous les parents en protection de l'enfance ?!

Cependant, il y a toujours à travailler : même dans les cas les plus difficiles, on peut rétablir un peu de dialogue ce qui permet à l'enfant d'être moins sous tensions

Même si un très grand nombre des mesures d'AEMO (selon l'ODAS, cela concerne 30%) trouve son origine dans un conflit familial, une rupture de lien, les médiateurs familiaux repèrent peu de mesures d'AEMO en médiation.

En même temps, les services sociaux sont peu informés de la médiation familiale. De plus il y a des problèmes de financement.

Les familles accompagnées en protection de l'enfance ont souvent des problèmes associés, ce qui explique peut-être qu'elles arrivent peu en médiation familiale.

Parlons de la ***médiation familiale dans le contexte de la protection de l'enfance***, d'où le travail du médiateur familial serait sur « ***comment les personnes arrivent en médiation familiale ?*** » ***Le médiateur familial n'est pas un professionnel répondant à une demande de la protection de l'enfance.***

La médiation familiale dans les services de protection de l'enfance a commencé à l'initiative de travailleurs sociaux formés à la médiation familiale. Ils travaillaient avec la double casquette (médiateur familial et travailleur social) mais avec des familles différentes, et ce, sur les financements des services de protection de l'enfance.

Ce sont peut-être les personnes elles-mêmes (en médiation familiale) qui vont faire l'articulation entre les deux services (médiation familiale/protection de l'enfance). Si quelque chose se passe en termes de changement, les travailleurs sociaux le verront.

Il faut identifier cela et dialoguer pour clarifier. La médiation familiale se situe dans le contexte de la protection de l'enfance et non dans le cadre de la protection de l'enfance . Que fait-on avec cette nouvelle loi d'une part ? Et un travail est à faire en direction des institutions...

## **BILAN DE LA JOURNEE PAR ATELIER PUIS ECHANGES COLLECTIFS**

### **Atelier n°1 :**

- La médiation familiale et la protection de l'enfant ont **des angles d'intervention différents** : la médiation familiale travaille avec l'angle de la responsabilité des parents avec des effets sur les enfants, et la protection de l'enfance travaille sous l'angle de l'intérêt de l'enfant, de sa protection légale.
- **La liberté** : il y a liberté de venir ou pas en médiation familiale. La liberté est limitée en protection de l'enfance (juge/contrôle/évaluation).
- Certaines situations peuvent être suivies en protection de l'enfance et en médiation familiale. D'autres fois, pour des situations plus rares (maltraitance, danger repéré en médiation), le médiateur familial procède au signalement en informant les parents et arrête la médiation familiale ; ou, autre position : travaille cela avec les parents
- **Différencier les deux cadres** (protection de l'enfance, médiation familiale). La protection de l'enfance s'inscrit dans 4 missions : évaluer, contrôler, traiter, rendre compte. Ce ne sont pas ceux de la médiation familiale.
- **Croisement et articulation** entre les deux champs : champs non superposables. La médiation familiale n'est pas un outil de la protection de l'enfance ou une mesure de la protection de l'enfance : ne pas l'instrumentaliser.
- **Indépendance** : en matière d'indépendance, clarifier les lieux, les financements...
- **Confidentialité** du médiateur familial, secret professionnel et **secret partagé** de la protection de l'enfance sont également à distinguer : ils n'ont pas la même finalité.

### **Atelier n°2 :**

- **Les cadres** : entre la protection de l'enfance et la médiation familiale, les objectifs, les missions, les cadres d'interventions sont différents. D'où la nécessité de les connaître et de les différencier. Besoins d'informer, de clarifier, de différencier et d' expliciter dans leurs différences.
- **Le danger** : lorsqu'un danger est repéré, s'il est traité, suivi, abordé ailleurs qu'en médiation familiale, la position est confortable, plus facile pour le médiateur familial
- **L'enfant / Les parents** : la protection de l'enfance s'intéresse à l'enfant (= porte d'entrée), la médiation familiale s'intéresse aux parents (= porte d'entrée), et pour certains aux personnes accueillies. Les effets de ce qui s'y passe portent sur les enfants d'une manière directe ou indirecte.
- **La déontologie** est un socle. La médiation familiale travaille sur les besoins des parents, des hommes, des femmes, des professionnels... avec des différences quant aux rôles et fonctions.
- **L'intérêt de l'enfant et l'enfant en danger**, les parents ont à se réapproprier la démarche volontaire de la médiation alors même qu'il peut y avoir injonction judiciaire, contrainte, signalement... avec des pressions tant envers les parents, que le médiateur familial (celui-ci doit faire avec les pressions,

l'environnement extérieur...) et se positionner en référence au principe d'indépendance dont il se prévaut.

- **Le Conflit** :
  - o En protection de l'enfance : la focale est le danger encouru par l'enfant ce peut être le conflit des parents,
  - o En médiation familiale, c'est le conflit de la séparation et le conflit du conjugal et du parental.
- **Confidentialité et partage des informations** : en médiation familiale, la confidentialité concerne le contenu des entretiens. En protection de l'enfance, le partage des informations concerne les partenaires au sein d'une institution ou d'institutions différentes. Les médiateurs peuvent travailler avec les personnes reçues ce qu'elles pourront dire à l'extérieur
- **L'indépendance des médiateurs familiaux est fondamentale** : cela ne se discute pas. Mais elle est fragile, si elle n'est pas reconnue par les différents professionnels à l'intérieur comme l'extérieur des services.  
Se référer aux principes déontologiques de la médiation familiale et à son cadre permet de répondre à certaines interrogations, notamment lorsque se pose les questions de confidentialité et de place dans l'institution.

## ÉCHANGES COLLECTIFS

### D'autres réflexions :

- La médiation familiale dans les relations parents-enfants : Quid des médiations parents/adolescents.
- Si la protection de l'enfance a besoin de la médiation familiale, est-ce que la médiation familiale a besoin de la protection de l'enfance ?
- Il serait intéressant de débattre avec un juge des enfants, d'interroger sa pratique
- La médiation familiale sera-t-elle un nouveau champ du travail social (cf. les centres agréés de formation qui sont souvent des écoles de travail social).
- Il ne faut pas que le médiateur familial soit un « expert » (via des orientations du juge « pour voir »)
- Nouvelles clarifications : il y a d'autres médiations (familles d'origine/familles d'accueil) mais est-ce que les médiateurs familiaux se sentent en capacité de travailler dans ce champ là ?
- S'ouvrir est nécessaire, réfléchir aux effets est tout aussi indispensable : respecte-t-on toujours le cadre de la médiation familiale ?
- Il s'agit donc pour nous, médiateurs familiaux de continuer de dire ce qu'est la médiation familiale et ce que nous faisons en médiation, de dire pour continuer de conceptualiser cette pratique afin qu'elle continue de nous appartenir.

***Nous remercions Véronique ROUSSEAU pour son travail précis et pertinent de retranscription et de synthèse.***

oOo

# Questionnement sur la pratique de la médiation familiale dans un contexte de protection de l'enfance

*Muriel Geoffray*  
*Médiatrice Familiale*

Il apparaît nécessaire de faire la distinction entre deux cas de figure, deux contextes distincts :

**1° cas : Médiation familiale pratiquée dans un service de médiation situé au sein d'une institution de la protection de l'enfance ou rattaché à un service de protection de l'enfance.**

**2° cas : Médiation familiale que peut-être amené à pratiquer tout service, toute association de médiation familiale et qui se situerait dans un contexte de protection de l'enfance.**

N'importe quel médiateur familial peut être amené à rencontrer de telles situations, peut-être même sans en avoir connaissance au départ. C'est ce cas de figure qui m'intéresse particulièrement.

Le premier contexte pose des interrogations spécifiques (sur le cadre...), sur lesquelles je reviendrai plus tard.

Dans le deuxième cas, les questions qui se posent (et qui sont communes aux deux contextes) découlent de la particularité de la situation.

Quelles difficultés particulières ? La question de la liberté décisionnelle des personnes.

Quelles précautions particulières ? Faut-il un cadre ou des règles spécifiques, adaptées ?

Dans de telles médiations, la situation est différente des médiations « classiques » car les enfants sont suivis en assistance éducative en milieu ouvert, à domicile ou placés. Les parents ont été considérés à un moment donné comme défaillants, une incompétence a été pointée et leur rôle parental d'éducateur et de protecteur de l'enfant est « limité ».

Or, la médiation fait le pari de la responsabilité et de la compétence des personnes.

Si la situation est différente, notre pratique doit-elle être différente ou « adaptée » ?

## **Le problème de la liberté décisionnelle des personnes**

La liberté de décision des parents est limitée par l'intervention du juge des enfants.

Des décisions ont été prises par le juge des enfants et la question que je me pose en tant que médiateur est celle-ci : quelle liberté ont les parents par rapport à ces décisions ? Peuvent-ils s'entendre sur autre chose (concernant le droit de visite, les conditions du placement, le placement...) ? Quel pouvoir décisionnel ont-ils ? Quelles limites ? Quel pouvoir ont-ils ?

Le médiateur doit-il avoir la pleine connaissance et maîtrise des mesures prises par le juge pour comprendre le contexte ? (Il semble qu'il y ait souvent confusion des parents face à ces mesures).

Peut-on mener une médiation sans avoir connaissance, donc sans avoir eu d'échange avec un des professionnels (éducateur...) sur la nature du danger qui a amené la mesure d'assistance éducative ?

Même si nous admettons que la médiation ne se situe que sur le registre de l'apaisement du conflit et laisse de côté tout ce qui a trait à l'organisation autour des enfants, l'objectif pour les parents est bien de faire bouger la situation. Or, le juge voudra des preuves que le « danger » est écarté. Comment les parents vont-ils « prouver » au juge que leurs relations sont apaisées... ?

Peut-être faut-il déduire de tout ceci que la médiation familiale ne serait possible que dans les situations « soft », les cas « bénins », celles qui n'ont pas amené à éloigner l'enfant de son parent. Ou bien la médiation familiale n'est-elle réellement possible que si elle se situe en amont des dispositifs de protection ?

### **Des précautions particulières ? Des règles spécifiques ?**

Je ne reviens pas sur les règles inconditionnelles de confidentialité et d'indépendance posées comme des conditions essentielles du cadre de toute médiation. (Ces questions peuvent se poser à l'occasion d'éventuels contacts, téléphoniques par exemple, entre le médiateur et l'éducateur qui suit la famille et qui est au courant de la démarche de médiation familiale).

A côté de ces règles déontologiques, la question qui se pose est de savoir si la particularité des situations rencontrées dans ce contexte de protection de l'enfance entraînerait ou devrait entraîner une approche particulière de la médiation familiale.

Ainsi, la question des contraintes externes auxquelles les parents sont soumis et de la compréhension et perception qu'ils ont des décisions prises à leur égard oblige-t-elle à travailler d'une manière différente ou plus vigilante le cadre de la médiation ?

Certains parlent d'« adaptation de la médiation familiale » à ces situations. Face à une parentalité « fragilisée », le médiateur passerait d'une posture de tiers neutre à « tiers impliqué », c'est-à-dire plus contenant, allant jusqu'à de la guidance parentale. Cela m'inquiète. Est-ce encore de la médiation familiale ?

### **Cas de la médiation familiale pratiquée dans un service de médiation rattaché à un service de protection de l'enfance.**

Cela existe, avec des pratiques diverses.

Bien souvent, les professionnels ont, au sein de l'institution dans laquelle ils exercent, une double fonction, celle d'éducateur et celle de médiateur.

Ce contexte suscite des inquiétudes relatives à l'autonomie et l'indépendance du médiateur.

Se posent les questions du lieu de pratique de la médiation, de la participation à des réunions concernant les personnes reçues, de la liberté de choix des personnes, de l'évaluation de la situation par l'institution...

Est-ce que les parents entendront que les règles ne sont pas les mêmes, que le médiateur n'a aucun pouvoir, qu'il n'y a pas d'effet direct de « récompense » à attendre de la médiation ?

Cela suppose d'être particulièrement vigilant et exigeant sur le cadre et les règles éthiques...

oOo

# **De la protection de l'enfance à la médiation familiale... Histoire de vie d'un service « Espace Famille Médiation » (Association Olga Spitzer)**

*Sylvie MAIRE*

*Médiatrice familiale*

*Marie LEWIS*

*Médiatrice Familiale et directrice de l'EFM*

**C'**est dans le cadre de la réflexion sur la diversification et la pertinence des offres de services auprès des enfants et des familles accueillis à l'Association Olga Spitzer<sup>4</sup> qu'est né, en 1999, le service de médiation familiale et de soutien à la parentalité : « Espace Famille Médiation ».

L'intérêt pour la médiation familiale au sein de l'Association Olga Spitzer est né de l'augmentation non négligeable des signalements d'enfants en danger dans les situations de conflits aigus liés aux séparations parentales.

Au moment de la création du service, les statistiques de nos services de protection de l'enfance montraient que la moitié des mineurs pris en charge avait leurs parents séparés et que parmi ces mineurs, 30% étaient signalés en danger en raison du conflit parental.

Notre préoccupation était de deux ordres :

- Agir à un niveau préventif : pouvoir intervenir en amont des signalements, en prévention des dégradations des difficultés familiales, par la mise en place d'un service d'accompagnement des parents à la résolution des crises et conflits familiaux.
- Pouvoir offrir aux enfants et parents déjà pris en charge au titre de la protection de l'enfance (en particulier par les services de l'association), une alternative aux interventions traditionnelles éducatives qui se révélaient particulièrement difficiles à mettre en œuvre dans ce type de problématique, le professionnel étant bien souvent, un peu comme l'enfant, pris à partie dans le conflit parental.

Dans un premier temps, il a été nécessaire de concentrer nos énergies sur la consolidation de ce service, tant au niveau de la reconnaissance du travail qui y était effectué que des assises financières qui permettaient sa pérennité. Il était également

---

<sup>4</sup> Association Olga Spitzer, association concourant à la protection de l'enfance sur la région parisienne



important de bien identifier et de différencier les interventions médiation familiale et soutien à la parentalité, des interventions psycho éducatives habituellement utilisées en protection de l'enfance. Les contextes d'intervention, les méthodologies et la déontologie ont été clairement identifiés.

Ce temps a été nécessaire à la différenciation et à la consolidation d'une identité propre.

Espace Famille Médiation est un service totalement autonome au sein de l'association, maintenant reconnu semble-t-il, par les institutions et les professionnels.

La première mission que nous nous étions fixée, soit la mission de prévention de la dégradation des conflits ou ruptures familiales, est remplie puisque 60% des familles rencontrées viennent spontanément, 40% sont « conseillés » par la Justice aux Affaires Familiales.

En revanche, concernant notre seconde mission, soit offrir aux familles déjà suivies en protection de l'enfance, une approche originale du traitement de leurs difficultés, nous nous sommes interrogés sur un constat surprenant : ce service bien qu'adossé à une association de protection de l'enfance était finalement très peu sollicité pour intervenir auprès des familles suivies dans le cadre de la protection de l'enfance. De plus, les rares situations qui nous étaient adressées dans ce cadre se révélaient très difficiles à traiter : dysfonctionnements familiaux multifactoriels, pathologies mentales...

Une « mini enquête » auprès de certains services de protection de l'enfance de notre association montrait que les professionnels avaient, pour nombre d'entre eux, pensé à adresser des familles en médiation familiale mais :

- Soit les parents, d'accord sur le principe, ne réussissaient pas à mettre en œuvre cette démarche. De nouveaux événements « familiaux » venant toujours contrecarrer leur intention.
- Soit la multiplicité des interventions dans la famille (l'éducateur, le psychologue pour les enfants, les « psys » pour les parents...) rendait cette démarche supplémentaire, pourtant utile, compliquée.

C'est dans ce contexte et autour de ces interrogations que nous avons mis en place deux instances de réflexion :

- À l'interne de l'association : mise en place d'un groupe de travail comprenant des professionnels des deux champs.
- Participation à la commission de travail de l'A.P.M.F. sur ce sujet.

Concernant ce dernier point, nous avons proposé, pour élargir notre champ de réflexion au niveau national, d'effectuer une enquête auprès des différents services de protection de l'enfance ayant « ouvert » un service de médiation familiale). Les résultats<sup>5</sup> corroboraient nos constats, à savoir que peu de services, malgré leur proximité avec la protection de l'enfance, traitaient de ces situations (très rarement

---

<sup>5</sup> Voir ci-dessus, page 13 : Résultat du questionnaire A.P.M.F. sur les liens entre médiation familiale et protection de l'enfance.



pour la plupart). Notre travail actuel est donc d'explorer ce qui est un frein : problème du paiement des séances, intervention d'un « nouveau service », intervention « mal adaptée » aux problématiques ?

Déjà en 2000, Jocelyne DAHAN (*La médiation familiale en protection de l'enfance, quelle pertinence ?*) et Agnès VAN KOTE (*Entre expertise et action éducative, la médiation familiale propose une approche différente de la crise familiale en protection de l'enfance*) initiaient une réflexion sur ce thème.

Se pose la question de « l'adaptation des outils de la médiation familiale » à la protection de l'enfance qui divise les médiateurs. La médiation familiale risquerait « d'y perdre son âme » disent certains, la médiation familiale ne doit pas être « instrumentalisée par la protection de l'enfance » disent les autres.

Et pourtant, nombre de professionnels issus du champ de la protection de l'enfance, ressentent bien la pertinence de cette démarche auprès des familles qu'ils rencontrent et se questionnent sur des positions défensives de leurs collègues, vécus comme « gardiens du temple ».

Et que serait une « adaptation de la médiation familiale » à ces situations ? Les débats pourraient se situer autour des pôles suivants :

- Face à une parentalité « fragilisée », ce qui est une caractéristique des parents suivis en protection de l'enfance, le médiateur ne devrait-il pas passer d'une posture de « tiers neutre » à « tiers impliqué ».  
(Qualificatifs employés par Michèle SAVOUREY pour qualifier les professionnels de protection de l'enfance). Ici « impliqué » serait à prendre dans le sens de « plus contenant », ne refusant pas par exemple de proposer à certains moments de la « guidance familiale ».
- La place de l'enfant lors de certaines séances serait également à questionner
- Ne faudrait-il pas, alors, penser à une formation « complémentaire » des médiateurs familiaux intervenant dans ce contexte ?

Pour poursuivre également notre réflexion **à l'interne** de l'association Olga Spitzer, notre groupe de travail a mis en place une « recherche-action » qui se déroulerait au sein d'un service de protection de l'enfance de l'association. Une médiatrice familiale – financée par des subventions médiation familiale - ne prendrait en charge que des situations de protection de l'enfance (AEMO et IOE), ceci sur un temps partiel.

Ce « laboratoire » permettra de mieux décrypter, ce qui pose réellement problème, ce qui est opérant ou pas.

Cette recherche-action vient tout juste de se mettre en place.

Nous ne manquerons pas d'alimenter les débats avec les constats que nous en ferons...

oOo

# **« L'Espace de médiation familiale », un service de médiation familiale au sein de la protection de l'enfance : l'espace d'une possible rencontre de deux cultures...**

*Audrey Ringot*  
*Médiatrice familiale*

**L**a médiation familiale est une approche singulière de la gestion non violente des conflits au sein de la famille. Je pense qu'elle pourrait être accessible à un plus grand nombre de personnes. Pouvoir en étendre l'accès plutôt que de la circonscrire serait-il un risque ?

Mon propos, ici, est d'ouvrir un débat sur les possibles et les limites de l'exercice de la médiation familiale dans des champs professionnels où sa légitimité pose question.

Comment faire vivre l'esprit et la culture de la médiation dans de nouveaux contextes sans qu'elle y perde son âme ?

En témoignant, ici, de la réflexion et du travail que j'ai menés, je souhaite montrer que cette démarche est possible pour peu que les différents acteurs s'entendent sur son sens, son cadre et ses limites.

Je suis profondément attachée à l'éthique et aux principes déontologiques de la médiation familiale. Les valeurs qu'elle défend ont rencontré celles qui m'animent depuis très longtemps : la liberté des sujets, la compétence des familles, leur capacité à s'engager dans un processus de changement.

C'est pour faire vivre ces valeurs que j'ai d'abord orienté mon choix professionnel vers le travail social. Je continue d'en soutenir le bien-fondé, même si j'ai pu constater que ma mission se réduisait parfois au maintien d'un ordre social n'offrant que très peu de libertés à des personnes dont toutes les compétences sont souvent niées ou reléguées parce qu'elles ont été à un moment défailtantes.

## **1- Un contexte professionnel propice ?**

Je travaille depuis quinze ans au sein d'un service public de protection de l'enfance du Nord.

J'y ai exercé des mesures d'Assistance Éducative en Milieu Ouvert. Ces mesures concernent des mineurs en danger.

Dans ce cadre, j'ai rencontré des parents en souffrance notamment du fait d'une histoire de vie difficile, et souvent en telle difficulté dans la relation avec leurs enfants qu'ils les ont mis en danger, ce qui a légitimé l'intervention du juge des enfants.

Aux problèmes personnels, relationnels, économiques, ou encore d'insertion que peuvent rencontrer les parents s'ajoutent parfois des conflits liés aux conséquences de la séparation.

Pour devenir éducatrice spécialisée, j'ai reçu une formation essentiellement axée sur la démarche compréhensive des difficultés des sujets (problématiques personnelles et familiales) et sur l'accompagnement éducatif vers l'autonomie, c'est-à-dire la capacité de chaque personne à pouvoir répondre aux problèmes qu'elle rencontre.

Dans le cadre de la formation continue, j'ai sollicité et obtenu des formations sur les conduites d'entretien, et, dans la continuité de ma formation initiale, sur des thèmes qui me permettaient toujours une meilleure compréhension de l'histoire des sujets (maltraitements au sein de la famille, approche systémique...).

Cependant, ces outils ont été insuffisants lorsque j'ai rencontré des couples qui se séparaient de façon conflictuelle, ou des familles en rupture de liens.

En effet, ma mission d'éducatrice spécialisée d'un service d'AEMO était d'aider et de conseiller les parents dans l'éducation de leurs enfants afin qu'ils trouvent les moyens de les protéger.

J'ai alors constaté que parler de parentalité à des personnes qui sont envahies par la souffrance de la séparation s'avère souvent inefficace.

Dans ces situations, lors des entretiens, je me suis retrouvée en difficulté pour accomplir ma mission. J'ai été prise dans des soupçons d'alliance, entre les invectives de l'un envers l'autre, observant les conflits de loyauté dans lesquels étaient pris les enfants. J'ai aussi constaté que le conflit des adultes peut faire écran à l'intervention éducative. J'ai aussi compris qu'outre l'inefficacité de cette intervention, celle-ci, en n'offrant pas une réponse adaptée, pouvait participer à l'enlisement des positions de chacun...

J'ai donc décidé de chercher à agir de façon plus pertinente.

Mes lectures et des rencontres m'ont amenée à la médiation familiale.

Une formation longue m'a permis à la fois de découvrir un autre métier, et plus précisément une autre posture professionnelle, une autre démarche : passer du conseil à la posture de tiers, confirmant la pertinence de la médiation familiale au regard des situations évoquées plus haut.

C'est ainsi, qu'avec le soutien des professionnels du service, je créais, en 2003, l'Espace de médiation familiale au sein du service de protection de l'enfance.

Cette mise en œuvre s'est nécessairement accompagnée d'une réflexion sur les possibles et les limites des liens entre ces deux cultures professionnelles.

En effet, les cadres de ces deux accompagnements diffèrent fondamentalement.

La confusion de ceux-ci serait préjudiciable aux personnes et même au sens singulier de chacune de ces deux interventions :

- Le cadre de la protection de l'enfance se fonde sur la légitimité de l'intervention du juge des enfants, du fait de la responsabilité des parents dans la mise en danger de leur(s) enfant(s).
- Le cadre de la médiation familiale s'appuie sur l'engagement des personnes dans un processus qui procède d'une démarche volontaire.

## **2 - Les conditions de la mise en place de l'Espace de médiation familiale**

Durant les deux années de ma formation de médiatrice familiale, j'ai eu l'occasion de sensibiliser mes collègues travailleurs sociaux à ce qu'est la médiation familiale. Vivement intéressés, ils m'ont beaucoup soutenue et accompagnée lorsque j'ai proposé à la direction la mise en place de médiations familiales.

Dans un premier temps j'ai rédigé un projet qui énonçait l'éthique et les principes déontologiques de cette démarche. Je me suis particulièrement appuyée sur les travaux et les débats de l'A.P.M.F. (livret éthique, débats internes à propos de la médiation familiale et du travail social...).

La direction et moi-même avons également rencontré les juges des enfants et les juges aux Affaires Familiales du TGI de Lille pour les informer de la mise en place de ce nouveau «dispositif expérimental» de médiation familiale au sein de notre service.

C'est dans ce contexte historique que fin 2003, les premières médiations familiales ont eu lieu. Pour des raisons déontologiques, je ne recevais en médiation que les personnes que je n'accompagnais pas dans le cadre de mesures d'AEMO.

Dans cet Espace, nous avons toujours considéré les médiations familiales comme étant conventionnelles :

- Les juges des enfants ont continué d'ordonner des mesures d'AEMO, en saisissant notre service lorsqu'ils repéraient qu'un conflit familial était à l'origine du danger encouru par les mineurs. Lors de l'audience, ils expliquent aux parents l'intérêt de rencontrer un médiateur familial. Parfois, ils mentionnent cet intérêt dans le jugement.
- Les professionnels du service qui exercent ces mesures éducatives (les éducateurs spécialisés, les assistants sociaux, les psychologues) savent bien expliquer le sens de la médiation familiale aux personnes qu'ils accompagnent. Notamment, ils peuvent concentrer leur action sur leur mission - l'aide à la parentalité - et renvoyer vers la médiation familiale ce qui relève du conflit et qui fait écran à la mesure éducative.
- Les médiations familiales commencent toujours par un entretien d'information, individualisé ou pas. Il m'appartient alors de poser le cadre spécifique de la médiation familiale, en expliquant clairement ses principes : confidentialité, indépendance, impartialité et démarche volontaire.

Dans un second temps, le projet est devenu un document plus complet. Pour sa rédaction, j'ai mis en place un groupe de travail composé de travailleurs sociaux, de psychologues, de cadres et de moi-même.

Ce projet a alors été validé par le conseil d'administration de l'établissement public au sein duquel existe le service d'AEMO.

Il a ensuite été transmis aux autorités de tutelles administratives et financières : le Conseil Général du Nord et la DDPJJ.

Il m'importait en effet que les principes et l'éthique de la médiation familiale, déjà garantis par mon engagement personnel, militant et professionnel, le soient aussi par l'institution au sein de laquelle elle allait s'inscrire.

Par ailleurs, j'ai régulièrement entendu que la médiation familiale pouvait être un outil au service de l'AEMO. Il ne peut en être question.

La médiation familiale est un espace qui peut permettre une rencontre entre des sujets qui acceptent d'engager un processus de réorganisation psychique afin de sortir d'une communication violente.

Elle ne peut donc pas être l'outil d'un quelconque accompagnement, et notamment pas celui de l'AEMO.

En effet, le caractère judiciaire de cette aide contrainte est contradictoire avec la liberté que suppose l'engagement des personnes dans la médiation.

Et surtout, l'utilisation du signifiant « outil » porte en elle-même le risque d'une instrumentalisation de la médiation familiale et d'une dérive éthique de son cadre.

L'engagement ou l'absence d'engagement des personnes dans la médiation ne peut ni ne doit influencer la décision d'un magistrat ou l'accompagnement d'un professionnel.

D'abord parce que l'indépendance du médiateur lui permet de garantir sa posture de tiers. Ce qui se joue dans cet espace ne peut être l'enjeu de pressions extérieures.

Ensuite parce que l'essence de la médiation familiale est de permettre aux personnes de reprendre le pouvoir sur elles-mêmes, pour être responsables de leurs choix, de leurs décisions, et ne plus être assujettis aux pouvoirs et aux décisions de tiers, quels qu'ils soient.

### **3 – La mise en œuvre de cet Espace**

#### **3.1 - Un constat : quelques chiffres**

Lorsque le dispositif était « expérimental », je ne travaillais, comme médiatrice familiale, qu'à 10 % d'un équivalent temps plein. En réalité, j'avais 10% de mesures d'AEMO de moins que mes collègues. On notera déjà que la base pour ce calcul était le nombre de mesures d'assistances éducatives. Il a été difficile en effet de penser une pratique nouvelle de façon singulière, c'est à dire en dehors de la référence de la protection de l'enfance : le ratio nombre de famille/nombre de mineurs.

Il a donc fallu commencer à travailler avec cette norme qui appartenait à un cadre et qui était étrangère à l'autre...

Je comprenais alors qu'en ayant fait le choix de ma démarche, j'allais devoir composer avec des logiques institutionnelles peu cohérentes avec la pratique de la médiation familiale ; cette arithmétique ubuesque en était l'illustration.

Pour autant, il me semblait que cette composition me laisserait le temps de travailler à ce que ces deux cultures professionnelles acceptent leur logique respective.

Dans ce temps, les demandes de médiation familiale augmentaient. Les professionnels se saisissaient de cet accompagnement à l'interne. C'est ainsi que de 10%, je suis passée à 25 puis 40% d'AEMO en moins.

Je suis médiatrice diplômée, à temps plein depuis novembre 2007.

Mes collègues proposent aux familles de pouvoir choisir d'aller en médiation dans d'autres services de la métropole.

En effet, j'ai régulièrement expliqué que la liberté de s'engager en médiation familiale commençait par pouvoir choisir son médiateur.

Entre décembre 2003 et décembre 2007, les médiations familiales n'ont concerné que les personnes accompagnées dans le cadre de la protection de l'enfance.

Nous avons alors sollicité un financement par le Conseil Général qui fut intéressé à la fois par le sens de la médiation familiale et également par le fait que cet accompagnement pourrait probablement permettre à des familles de sortir de l'assistance éducative.

L'expérience nous a montré que cette hypothèse était juste.

Les travailleurs sociaux constataient que des parents, ayant fait le choix de la médiation, se saisissaient davantage de leur responsabilité à pouvoir dire, et dire aussi à l'autre, les obstacles à la relation, à la communication, c'est-à-dire au lien.

Pouvoir à nouveau faire des choix responsables, prendre des décisions ensemble, dans leur intérêt comme dans l'intérêt de leurs enfants, favorisait la reprise du pouvoir des adultes sur eux-mêmes et permettait l'effacement des tiers, qu'ils les aient eux-mêmes sollicités ou non.

Ainsi, en 2007, les juges des enfants, lors des audiences, ou les professionnels du service, dans le cadre de l'accompagnement éducatif, ont proposé à 36 familles d'aller en médiation familiale pour être informées du travail qu'elles pourraient engager.

28 familles sont venues s'informer. La plupart d'entre elles vivaient une séparation conjugale ou un divorce, pour lesquels le conflit prenait tellement de place que la communication entre les différents membres de la famille était devenue quasi impossible. Le délitement des liens avait parfois entraîné une rupture des relations entre les adultes, et quelquefois entre un parent et son ou ses enfants.

14 médiations familiales ont pu être engagées au sein du service, 2 l'ont été dans un autre service parce que les personnes l'avaient souhaité.

Pour 7 d'entre elles, la mesure d'AEMO a pris fin peu de temps après la fin de la médiation.

Il ne s'agit certainement pas ici de ne faire que compter les médiations familiales pour lesquelles un processus visible a permis la construction d'un nouveau lien.

D'autres personnes sont venues expérimenter la possibilité d'une rencontre avec un autre qu'elles ne reconnaissaient pas ou plus. Elles acceptaient surtout la présence d'un tiers qui ne leur était pas imposé, contrairement aux situations auxquelles l'aide contrainte les avait habituées.



Elles ont toutes pu exprimer leurs besoins, et certaines ont souhaité envisager avec cet autre, la possibilité de passer à un autre positionnement.

Et même quand l'autre a décliné la proposition de la rencontre, ces personnes rencontrées sont entrées dans un processus qui leur appartient. Elles ont pris connaissance du cadre et des conditions de la médiation familiale. Elles savent désormais qu'un tel lieu existe, et qu'un professionnel peut les accompagner dans la gestion des conflits qu'elles vivent.

Quant à cet autre qui n'est peut-être pas encore prêt à s'engager dans un tel processus, sa connaissance de ce dispositif pourra l'amener, dans une autre étape de sa séparation, à faire le choix de demander une médiation familiale

Depuis janvier 2008, l'Espace de médiation familiale est ouvert à tous les publics. C'était une volonté de ma part, celle de ne pas réduire ma pratique à un champ circonscrit. Il s'agissait encore de pouvoir croiser les regards, les expériences, et de poursuivre ainsi la réflexion sur ma pratique.

### 3.2 - Une déclinaison singulière

Être médiatrice familiale et travailler au sein de la protection de l'enfance, c'est continuer d'affirmer les principes déontologiques et les fondements éthiques de la médiation familiale. Ce cadre va favoriser un processus de non violence, qui pourrait être en contradiction avec le cadre de l'assistance éducative. Je me suis pourtant attachée à rendre certains paradoxes opératoires.

#### - *La compétence des familles :*

La particularité de la protection de l'enfance, c'est que cette mission trouve sa légitimité dans la défaillance des parents, défaillance identifiée le plus souvent par des tiers et caractérisée par un juge, le juge des enfants, qui nomme les dangers encourus par les enfants.

En effet, même si le magistrat a, en audience, recueilli l'accord des parents pour pouvoir instituer une mesure d'assistance éducative, l'exercice de cette mesure va obliger la famille à parler et à montrer une grande part de son intimité : visites à domicile annoncées ou non, entretiens visant la recherche d'informations sur les fonctionnements de la famille... avec ou sans celle-ci...

C'est ce qu'on nomme le paradoxe de l'aide contrainte : Le professionnel est missionné pour aider une famille qui n'en a souvent pas fait la demande, qui souvent même n'a pas encore reconnu, pris conscience de ses difficultés.

L'évaluation des situations, l'accompagnement et les propositions éducatives font l'objet de comptes rendus réguliers aux magistrats. L'assistance éducative constitue donc un moyen de contrôle social.

En tant qu'éducatrice spécialisée, j'ai toujours assumé cette part de contrôle.

Pour autant, j'ai toujours construit ma pratique sur un fondement éthique : les personnes sont des sujets et elles ont des compétences. Cette conception est aujourd'hui largement partagée ; les travaux de Guy Ausloos ont eu un écho utile dans ce champ professionnel.

Ainsi, travailler à partir des compétences des parents, c'est aussi faire le pari qu'en médiation familiale, s'appuyer sur les compétences des personnes n'est pas contradictoire avec la mesure initiale.

Certes, ces personnes ont pu être à un moment défaillantes. Cependant, ne pas les réduire aux difficultés qu'elles ont rencontrées, mais s'attacher à reconnaître leurs compétences, va leur permettre de faire valoir leurs ressources, leur créativité, leur engagement, leur capacité d'initiative.

Ma posture de tiers, bienveillante, soutenant leur parole, leur permet de révéler ces compétences, de les mobiliser et de les mettre au service de la construction d'un lien différent, d'une relation responsable.

- *Du partage des informations à la confidentialité :*

Dans le cadre de la protection de l'enfance, la notion de danger pour l'enfant nécessite et justifie le partage des informations à deux niveaux : entre les professionnels concernés par l'exercice de la mesure, et avec le magistrat qui l'a ordonnée. Les familles doivent, bien sûr, être associées à ce travail.

En tant que médiatrice familiale, je suis une professionnelle et avant tout citoyenne. Si j'ai connaissance, durant la médiation, d'éléments pouvant mettre en danger un enfant, je me dois, légalement, d'en informer les autorités compétentes. J'informerai surtout les personnes concernées par ma décision.

Une fois ce cadre éthique posé, auprès des magistrats, des professionnels du service, et des personnes reçues, je peux me référer au principe déontologique de la médiation familiale, et garantir la confidentialité des entretiens.

Je constate, et mes collègues avec moi, que la confidentialité libère la parole et permet une implication réelle. Les personnes peuvent parler parce qu'elles ont choisi d'être là, en médiation, et parce qu'elles ont compris que leur débat intime ne fera pas l'objet d'un compte rendu. Elles n'en craignent donc pas les conséquences.

Nous pouvons parler ensemble du contexte dans lequel la médiation est engagée. Ce sont les personnes qui décideront de ce qui pourra sortir de cet espace de confidentialité. Elles pourront ainsi en porter la responsabilité.

- *De quelle indépendance peut-on parler ?*

L'indépendance du médiateur familial doit lui permettre de s'engager librement dans la médiation.

L'acceptation de ce principe par la direction de mon service, puis la validation du projet de l'Espace de médiation familiale par le conseil d'administration de l'établissement au sein duquel ce service existe, ont été des préalables indispensables. Ce sont les conditions qui garantissent mon indépendance.

Ma liberté peut alors venir rencontrer l'éthique de la médiation familiale.

Cette liberté m'a aussi amenée à préférer ne pas accueillir certaines situations et à proposer un autre service de médiation familiale. Ce qui est aussi l'expression de mon indépendance.



- *Une neutralité bienveillante*

Il me semble enfin nécessaire d'aborder la question de ma neutralité, d'abord parce que je travaille dans un lieu où la médiation familiale n'est pas la culture dominante, ensuite parce que j'ai travaillé quinze ans dans la culture de la protection de l'enfance et que j'ai fait le choix d'y travailler encore... Comme dit Pierre Grand, «pas facile de se débarrasser de ses oripeaux...» Selon moi, la neutralité c'est être en capacité de mettre en veille mes valeurs, mes résonances, ma culture. C'est de cette manière que je vais pouvoir accueillir le projet des personnes que je vais rencontrer, et le soutenir.

Je parle d'une veille, car je dois avoir constamment conscience de ce qui m'anime personnellement pour pouvoir être disponible à l'autre. Cette élaboration psychique protège mon cadre déontologique.

#### **4 – Des limites aussi...**

Disons-le clairement aussi, parfois la médiation familiale n'a pas lieu. La rencontre n'est pas possible, pas seulement celle qui résulte de la réunion de deux personnes en conflit, je veux parler ici de la rencontre avec la médiation en tant que processus de transformation.

Accepter la médiation familiale, c'est pouvoir dire et se dire, entendre et s'écouter, en un temps où des souffrances peuvent être parlées, sans être parasitées par d'autres souffrances plus anciennes, intriquées ou encore sourdes.

Accepter la médiation, c'est devenir sujet et rencontrer l'autre en tant que sujet lui aussi ; c'est donc renoncer à ce que l'autre reste objet, à ce que d'autres restent objets de soi.

La protection de l'enfance est toujours légitime lorsque des enfants sont en danger et la médiation familiale n'a pas vocation à protéger les enfants.

Ma neutralité ne m'empêche nullement d'être vigilante, et il me semble que c'est une qualité chez tous mes pairs.

Cette expérience de cinq années m'a amenée à trois constats :

1. Les personnes en très grande difficulté ne s'engagent pas en médiation familiale. Un travail préalable est sans doute nécessaire pour qu'elles se réapproprient l'exercice de leur autorité, de leurs obligations et de leurs droits aussi.

2. Il m'est arrivé de suspendre une médiation familiale. C'est un acte responsable, preuve d'indépendance s'il en fallait encore, qui permet de reposer le cadre de la médiation familiale et qui invite les personnes à prendre le temps d'un autre travail. Les pauses font médiation aussi.

3. L'institution a des logiques que la logique ignore...

J'ai toujours reçu beaucoup d'attention, de bienveillance et de soutien de la part de mes collègues lorsque je les ai sensibilisés à la médiation familiale.

Il n'en va pas aussi simplement de l'institution ; le croisement entre l'éthique de la médiation familiale et la logique institutionnelle m'amène parfois à me retrouver en conflit avec celle-ci.

Affirmer ma posture, obtenir des moyens pour pouvoir proposer une médiation familiale de qualité a été et reste encore compliqué.

Mon engagement à l'A.P.M.F. constitue clairement une ressource. Il me permet de me dégager du risque de l'institutionnalisation de la médiation familiale, sujet sur lequel je reviendrai certainement.

Ce que je voudrais dire pour conclure :

J'ai toujours été convaincue que les personnes que je rencontrais en protection de l'enfance avaient de nombreuses compétences. Et pourtant, elles montrent des défaillances qui les stigmatisent. C'est bien sûr la fonction parentale qui a fait problématique.

Les accueillir dans l'espace de médiation familiale, les écouter se démêler, c'est aussi accorder une attention particulière à toutes les dimensions de la personne : être un homme / une femme, un mari / une épouse, un fils / une fille, un père / une mère, un frère, une grand-mère, un être humain.

C'est notamment cette ouverture qui va permettre de reconnaître des compétences à des personnes qui semblent ne plus en avoir.

C'est pourquoi il m'est apparu indispensable de définir les conditions d'une possible coexistence de ces deux champs professionnels. L'enjeu essentiel est de n'invalider ou de ne délégitimer ni le cadre de la médiation familiale ni celui de la protection de l'enfance.

Je me suis intéressée à tenter une rencontre d'un autre type : celle de deux cultures professionnelles, étrangères l'une à l'autre.

Si cette rencontre a suscité un intérêt certain, elle a aussi été source de questionnements, de défiance, de positionnements radicaux, et également de conflits.

Miguel Benasayag<sup>6</sup>, dans son « *Éloge du conflit* » nous invite à quitter la logique de l'affrontement pour développer de la puissance à débattre ; mon témoignage est donc une invitation à la rencontre.

La rencontre est possible si chacun accepte de l'envisager comme une expérience de la liberté et de l'altérité.

oOo

---

<sup>6</sup>Miguel Benasayag et Angélique Del Rey « L'éloge du conflit » éd. La découverte, 2007.

# Quelques réflexions...en amont d'une médiation familiale

*Brigitte Gary*  
*Médiatrice Familiale*

**L**es situations de médiation familiale dans le contexte de protection de l'enfance nécessitent-elles un préalable différent dans leur mise en place que pour les médiations familiales dont le contexte est dit « classique » ?

Après avoir suivi récemment une médiation familiale dans ce contexte plusieurs interrogations me viennent à chaud :

- Peut-on démarrer la médiation familiale suggérée par un des professionnels suivant la famille sans avoir eu d'échanges sur la nature du danger qui est à l'origine de la saisine du juge des enfants ?
- Quand un placement se profile, ce qui était le cas, n'est-il pas nécessaire d'avoir des éléments sur la réalité d'un danger ? Mais alors que fait-on de la confidentialité à laquelle nous nous sommes engagés en signant le code de déontologie de l'A.P.M.F. ?
- Peut-on se passer de la lecture fine des ordonnances rendues par le juge aux affaires familiales, le juge des enfants pour comprendre le contexte de notre intervention, les décisions prises, la nature des mesures mises en place ? En effet, la confusion et l'incompréhension des parents quant aux mesures, aux missions de chacun des professionnels qu'ils rencontrent ne permettent pas de poser sereinement la façon dont la médiation familiale pourrait intervenir en complémentarité ou en rupture selon le cas avec les autres mesures (voire en contradiction).
- Que fait-on de la suspension de la procédure requise par le travail en médiation familiale quand les éducateurs font des propositions durant la médiation familiale, quand leur rapport « fige » les responsabilités de chacun, quand une nouvelle audience du juge des enfants est fixée dans des délais trop proches...
- La médiation familiale « librement consentie » m'interpelle : autre exigence de notre code de déontologie que je respecte... Peut-on être vraiment libre de venir en médiation familiale quand on est surveillé et contrôlé de toute part et que la menace d'un placement pèse sur la tête de toute la famille ?

- De quelle marge de manœuvre disposent réellement les parents pour prendre des décisions qui ne seront pas forcément acceptées par les autres professionnels « au nom de la protection de l'enfant » ?

Et pourtant, malgré toutes ces interrogations et ces réserves, la médiation familiale peut avoir une pertinence pour :

- Travailler les motivations de chacun à sortir d'une situation qui leur échappe et du conflit qui les habite.
- Reprendre un dialogue en direct sans la présence d'un professionnel « évaluateur ».
- Échanger sur leurs enfants par rapport à leur scolarité, les activités, les vacances...
- Faire évoluer le temps passé chez l'un et chez l'autre
- Préparer la sortie d'un espace rencontre...

Autant de thèmes qui sont commun à toutes les médiations familiales quel que soit leur contexte...

**Alors sommes-nous prêts à travailler dans ce contexte de la protection de l'enfance comme la loi du 5 mars 2007 nous y invite ?**

oOo

# Préalables à la médiation familiale en contexte de protection de l'enfance

*Chantal CAMBREZY*

*Médiatrice Familiale*

**L**a Brèche est une association Seine et Marnaise, loi 1901, de Prévention Spécialisée et, à ce titre, œuvrant dans le champ de la protection de l'enfance pour au moins deux des trois services qui la composent, à savoir : le Fil, équipe de Prévention Spécialisée de compétence du Conseil Général, et Trapèzes, Maison des Parents de compétence Conseil Général et de la CAF, alors que Grain de Sel, Espace Dynamique Insertion, organisme de formation relève, lui, de la compétence Conseil Régional/Fonds Européens au titre de la formation professionnelle des jeunes.

Trapèzes, lieu d'accueil et d'écoute des parents, est une action labélisée École des Parents. C'est un service de médiations familiales, assurées par deux médiateurs familiaux. Un intervenant y mène également des entretiens familiaux systémiques.

Nous y assurons des visites médiatisées, service externalisé des Unités d'Action Sociale du territoire, généralement dans le cadre de l'ASE, s'adressant aux parents dont les enfants sont placés en famille d'accueil, plus rarement en institution, sur décision judiciaire.

La situation que nous allons exposer ci-après n'est pas habituelle dans le sens où nous n'avons pas travaillé avec les services de l'ASE, mais avec un service social.

Il nous a semblé intéressant de faire paraître cette situation comme exemple de travail préalable à mener avec des personnes séparées et en conflit pour les accompagner vers une médiation. La situation de l'enfant, pris dans un conflit de loyauté, a été notre point de départ pour mener ce travail.

Monsieur Y et Madame H sont orientés par un service social pour la mise en place de visites médiatisées. Leur enfant Albert, âgé de 5 ans, vit chez sa mère et n'a pas vu son père depuis un an alors même que, jusqu'à l'ouverture d'une procédure pénale, il vivait avec son père.

D'ordinaire, le service social organise lui-même, dans ses locaux, les visites médiatisées des enfants, mais Monsieur Y est persuadé que le travailleur social référent a pris partie pour son ex-compagne. Les relations entre eux sont de ce fait difficiles.

Il se trouve que le responsable du service pense qu'une médiation familiale serait tout à fait opportune mais le travailleur social estime qu'il est impossible de l'envisager dans l'état actuel des choses. En effet, des procédures judiciaires sont en cours suite à des accusations d'abus sexuels sur Albert de la

part d'un fils de Madame H, et sur la fille de Madame H de la part de Monsieur Y. Tant que ces procédures sont en cours, il ne peut pas y avoir médiation dit cet intervenant social.

C'est pour ces raisons qu'en synthèse, l'équipe du service social décide de ne pas parler de médiation à ce couple et d'externaliser les visites médiatisées de ce père à son fils en faisant appel à Trapèzes pour leur mise en œuvre.

Pour nous, équipe de Trapèzes, les dépôts de plaintes respectives de chacun des parents contre l'autre par le biais de leurs enfants respectifs peuvent être lus comme le symptôme de la conflictualité du couple qui se traduirait en bataille sur la scène judiciaire. C'est une hypothèse qui serait en faveur d'une médiation.

Nous avons procédé pour mettre en place les visites comme nous le faisons avec les services de l'Aide Sociale à l'Enfance pour lesquels nous assurons la plus grande partie des visites médiatisées :

- Signature d'un contrat entre le service référent, le père, la mère et nous-mêmes.
- Quelques visites (3 à 4)
- Un bilan réunissant les signataires pour faire le point de nos observations et refaire, le cas échéant, un planning pour les prochaines visites.

A la signature du contrat, le père était absent en raison du différend qu'il pense avoir avec le travailleur social et du conflit qui l'oppose à son ex-compagne.

Malgré cette absence (Monsieur Y s'en était excusé), nous avons accepté de mettre en place le calendrier des visites médiatisées.

Dès la 1<sup>ère</sup> visite, il nous est apparu que les relations d'Albert avec son père étaient bonnes. La seule difficulté était le temps de passage pour l'enfant de son père à sa mère en fin de visite : l'enfant pleurait beaucoup, parlait mal de sa mère. Monsieur Y se montrait alors très contenant, reprenait son fils en lui demandant de parler correctement de sa mère et le sécurisait en l'encourageant à aller vers elle.

À la 3<sup>ème</sup> visite, après que les parents aient pu échanger quelques mots entre eux, Albert n'a plus pleuré pour aller rejoindre sa mère. Ceci nous a amené à nous questionner sur le sens des visites médiatisées. Pour rappel, ce cadre éducatif a pour objectif de soutenir le parent en difficulté dans la relation avec son enfant pour que, peu à peu, la présence bienveillante du tiers permette un renforcement des compétences parentales et restaure la qualité du lien parent/enfant dans le respect des besoins de ce dernier. Dans cette situation précise, l'objectif était atteint avant notre intervention.

De plus en plus, une médiation familiale entre le père et la mère nous paraissait s'imposer mais Madame H était dans le refus le plus total de se retrouver dans la même pièce que son ex-compagnon.

Le temps du bilan est arrivé. Seul le travailleur social, Monsieur X, est venu. Le père s'est excusé, la mère a oublié...

Nous avons fait part au travailleur social de nos observations et de notre analyse quant à la nécessité d'une médiation.

Monsieur X reste toujours opposé à cette idée bien qu'il admette que les procédures en cours ne donnent rien. Ayant plus de facilité à travailler avec

Madame qu'avec Monsieur qui peut se montrer extrêmement vindicatif quand le cadre lui est posé, il ne peut envisager la proposition de la médiation familiale.

Souhaitant que le cadre de nos visites médiatisées soit respecté pour tenter d'aller plus loin avec ces personnes et en accord avec Mr X, nous avons alors reposé une date de visite médiatisée en début de laquelle nous avons réuni les deux parents dans la même pièce pour leur demander de se mettre d'accord pour proposer une autre date de bilan, exigeant la présence des deux parents et de l'éducateur sans lequel rien ne sera possible,

Nous avons pu constater que les personnes pouvaient se mettre d'accord sur une date sans « s'étriper ». Nous avons renforcé positivement le fait que Albert était plus à l'aise entre ses parents depuis qu'ils s'étaient parlé, et leur avons proposé de réfléchir à nouveau à la possibilité d'une médiation.

Même si, pour l'instant, ils n'ont pas donné leur accord pour un travail de ce type, nous avons pu constater (et eux aussi) qu'ils se parlaient sans animosité et qu'ils étaient capables de convenir ensemble d'une date.

C'est un début et nous espérons que ce travail préalable les amènera à investir une médiation, qui leur permette de dépasser le conflit dont les répercussions, à ce jour, portent préjudice à leur enfant, lequel pris dans ces rapports de violence et de désaccord entre son père et sa mère est l'enjeu du conflit conjugal alors même que leurs liens parentaux à l'enfant sont de bonne qualité.

oOo



# **Interview de Madame Nicole COMBREXELLE, juge des enfants, Présidente du Tribunal pour Enfants de Versailles.**

*Entretien préparé par  
Muriel Geoffray et Stéphane Ditchév  
Médiateurs familiaux*

*Réalisé par  
Muriel Geoffray*

**M**adame Combrexelle, qui a exercé auparavant les fonctions de juge aux affaires familiales, n'ordonne pas de mesure de médiation familiale, mais la conseille souvent.

***Que pensez-vous de l'intérêt de la médiation familiale par rapport à votre fonction de juge pour enfants ?***

Dans la plupart des cas, les difficultés exprimées par les mineurs, que ce soit en assistance éducative ou au pénal (par les infractions commises), sont révélatrices d'une difficulté au sein du couple de parents.

J'ai beaucoup de dossiers d'adolescents qui fuguent, fument du cannabis, ont des comportements déviants... car les parents sont en conflit ou n'ont aucune communication, et que le jeune ne le supporte plus. Dans les situations que j'ai à traiter, je remarque qu'il y a pratiquement toujours un problème entre le père et la mère : le gamin explose suite au conflit de ses parents. Les filles ont des problèmes de comportement, elles s'autodétruisent, et les garçons vont vers la délinquance (schématiquement).

***Que pourrait, selon vous, apporter une démarche de médiation familiale aux familles que vous rencontrez, dans le cadre de l'AE ?***

L'intérêt serait de permettre enfin que le père et la mère puissent se parler sereinement, que les gamins ne vivent plus en conflit perpétuel, et que l'enfant ne soit plus le sujet dispute, voire le prétexte de leur conflit. Ce serait évidemment profitable pour le mineur.

La médiation familiale pourrait permettre aux parents de sortir de leur conflit et le juge pour enfants pourrait enfin gérer le problème de l'enfant.

Le juge des enfants n'est pas un professionnel de la parole de l'individu, il n'est pas psychologue, médiateur, ... il a ses limites. La médiation permettrait d'aller au fond du problème du couple, alors que le juge des enfants ne fait que le révéler, l'aborder.

En assistance éducative, je vois beaucoup de parents qui se séparent puis se remettent ensemble sans réelle réflexion, ou qui restent ensemble pour des raisons financières sans engager de réflexion sur les possibilités de modifier la situation.

Si l'incitation à réfléchir et à remettre en question ses comportements est faite dans le cadre du tribunal, il n'y a pas un des parents qui perd la face.

***Dans quels cas une mesure de médiation familiale vous paraît-elle pertinente ?***

Une mesure de médiation familiale est intéressante quand on voit que le nœud du problème est la relation entre parents et quand on sent qu'il y a un réel potentiel avec la famille.

Je pense aux enfants qui font le yoyo entre leur père et mère, aux filles qui n'arrêtent pas de fuguer ou aux gamins qui appellent au secours par la délinquance parce qu'ils éprouvent de la rage, la rage qui fait péter un câble, ou de la haine par rapport à la situation familiale.

***Parmi vos dossiers en AE, quelle est la proportion pour lesquels le conflit entre les parents et ses conséquences vous paraît être la cause principale de la mise en danger de l'enfant (placement, AEMO) ?***

C'est énorme, au moins la moitié !

Et les autres situations importantes sont les agressions sexuelles intra familiales ou par des proches de la famille.

Je ne fais pas de différence entre les placements et les AEMO.

***Dans les 12 derniers mois, avez-vous conseillé ou ordonné des médiations familiales ?***

***Comment avez-vous pu apprécier les situations après les mesures de médiation ?***

Je n'en ordonne jamais, mais j'en conseille souvent. Notamment dans les dossiers que j'ai en commun avec les JAF, je dis aux familles d'accepter la médiation familiale ordonnée par le JAF.

Il m'est arrivé de prolonger une AEMO, alors que je savais que c'était une médiation familiale qui était pertinente, le temps que les parents fassent une médiation, c'est-à-dire le temps que le service d'AEMO les « envoie » en médiation.

Je n'attends rien d'autre qu'un retour par les familles, autre chose ne serait pas concevable.

***Que percevez-vous comme limites à cette démarche ?***

***Selon vous, quels sont les freins et réticences que les juges des enfants rencontrent à cette démarche de médiation familiale ?***

Les limites pour moi sont du même ordre que pour la thérapie familiale et portent sur la question de l'adhésion.

Notre pouvoir de persuasion s'évapore à la sortie de notre bureau. On le préconise, mais les parents n'y vont pas, et si la mesure était ordonnée, ce ne serait pas mieux.

La médiation familiale n'est pas explicitement nommée dans la loi sur la protection de l'enfance, (elle y est de manière implicite. Et dans les résumés que nous avons, elle n'apparaît pas). Nous devons donc nous référer à un texte général.

Si cela avait été spécifiquement nommé dans la loi, cela aurait une légitimité, les travailleurs sociaux l'auraient intégrée. C'est une difficulté pour nous d'avoir à nous référer à un texte général. C'est gênant vis-à-vis des familles, des travailleurs sociaux qui n'ont pas le réflexe de préconiser une médiation familiale et vis-à-vis des avocats (avec lesquels, il faudra qu'on rame d'avantage).

Les freins (ou réticences) majeurs sont dus au fait que nous avons déjà tellement de possibilités de mesures spécifiques, que nous n'avons pas le réflexe d'aller chercher une mesure généraliste.

Nous avons déjà beaucoup de mesures à notre disposition et, à tort certainement, on pense que le service éducatif va faire le travail. Parfois également, on voudrait limiter les intervenants.

### **Commentaires :**

Les juges des enfants interviennent à deux niveaux, ils ont deux fonctions, l'assistance éducative et le pénal. De l'extérieur, on a tendance à faire une distinction claire entre ces deux fonctions. Or pour les juges des enfants, les difficultés, questionnements, réflexions... sont les mêmes qu'ils interviennent en assistance éducative ou au pénal.

oOo

## Dialogue...

*Martine Murer  
Muriel Picard Bachellerie  
Médiatrices familiales*

**N**ous sommes deux médiatrices familiales de formations différentes qui travaillons ensemble depuis de nombreuses années ; le principe de base posé à la création de notre association est la coopération. Coopération qui n'est possible que dans la confiance, le respect et l'engagement mutuels, sans ignorer ce que cela signifie de prise de risque, nous appliquant ainsi à nous-mêmes ce que nous proposons dans l'espace de médiation familiale. Cet état d'esprit nous l'avons retrouvé dans cette commission de l'A.P.M.F.

Participer à la réflexion de la Commission Médiation Familiale et Protection de l'Enfance rejoignait pleinement certains de nos projets associatifs, et si nous ne sommes pas issues professionnellement du champ du « travail social », celui-ci ne nous est pas pour autant inconnu.

Nos conditions de travail itinérantes nous obligent parfois à échanger nos réflexions à distance et c'est sous cette forme que nous avons souhaité vous les partager.

*Bonjour Muriel,*

*Notre dernière conversation de partage de nos réflexions a bien entendu amené des interrogations et d'avoir participé à plusieurs reprises à des espaces où des professionnels des divers corps de métier (éducateurs spécialisés, assistants sociaux, responsables de structures d'accueil dans le cadre de notre participation au schéma directeur... commission de l'A.P.M.F. sur la Médiation Familiale et la Protection de l'Enfance) pouvaient s'exprimer m'a amenée à penser qu'il me fallait approfondir ma réflexion.*

*Depuis plusieurs années les rencontres avec les parents dans les entretiens de médiation familiale m'interpellent sur les limites de ce que leur propose la médiation familiale.*

*Pendant longtemps, j'ai pensé qu'à partir du moment où les services « ASE » intervenaient auprès de la famille, il n'était pas possible de lui proposer cet espace (qui pour moi est un espace d'expression de possibilités parentales, de potentialité et de reconnaissance des compétences et des limites de chacun et d'abord de celles de chaque parent).*

*Peu à peu j'ai été sollicitée par des parents qui ont vécu « sous la protection des services de l'enfance ».*

*L'un a été orphelin bébé, l'autre retiré de sa famille, encore un autre reçu en foyer d'accueil, ou encore celui là accueilli chez sa grand-mère comme famille d'accueil.*

Dès lors comme disait un de mes intervenants en systémie, on ne peut répondre qu'aux questions que l'on se pose : les réactions de ces parents ont généré pour moi, une multitude de questionnements.

**Les représentations qu'ils avaient de la fonction parentale étaient-elles de l'ordre de l'idyllique ?** J'entends encore cette mère, cette femme dire : « quand il m'a quitté, c'est comme quand ma mère est morte, je me suis retrouvée dans cette douleur sans comprendre. Pourtant j'étais comme je rêvais petite fille de ce que ma mère aurait pu être pour moi ». Et ce père, cet homme de répondre : « et bien justement je ne suis pas cela... je ne peux pas être aussi parfait,... c'est fatigant autant d'attente... c'est lassant car c'est toujours plus... »

Également ce père qui, alors qu'il partageait avec la mère des informations sur leur façon de poser l'autorité parentale dit : « et bien je fais comme on me faisait au foyer ! ...puni pendant deux mois, de toute façon quand ils vont chez toi (dit-il en regardant Madame) ils savent que la punition n'est pas faite... comme cela ils s'en souviennent.

Ainsi, ils avaient idéalisé une représentation parentale et n'avait pas pu se construire une identité parentale réelle, assise sur la confrontation et l'acceptation des rapports parentaux.

**Également pendant ces entretiens apparaissaient le « manque » de reconnaissance des parents** d'origine, leur dévaluation, leur négation.

« Oh de toute façon, mon père, quand ma mère est morte, il m'a abandonné avec mes frères et sœurs... c'est un alcoolique... » ou, « ... il se droguait... ». Peu importe ce qu'était ce parent mais de toute façon il est « illégitime », non « exposable » non « admissible ».

A la question : vous avez eu des contacts avec lui ? : Non ! Les raisons invoquées sont multiples : soit ce n'était pas entendable, soit la structure d'accueil n'envisageait pas cela, soit la famille qui recevait l'enfant refusait la rencontre... etc.

Parfois ces parents, qui enfants avaient vécu dans des structures d'accueil, vivaient également des regards de la société dans le cadre de la séparation : violence, délaissement de leurs enfants...

Alors les termes utilisés par les professionnels du travail social sont sans appel quand ils les entendent sur leurs incapacités parentales et les douleurs fondamentales sont alors destructrices.

Je me souviens de cette mère et du peu de relation qu'elle disait entretenir avec son enfant accueilli dans une institution spécialisée : « les médecins m'ont dit qu'il fallait couper le cordon avec lui et que c'était la meilleure des solutions... c'était compliqué pour moi, et d'ailleurs ils m'ont dit que je pourrais être mieux avec mes autres enfants »...elle regarde le père...qui confirme les propos tenus.

As tu toi aussi eu des expériences de ce type et quelles réflexions cela t'a-t'il amenées ?

Martine MURER

Martine,

*Tu me questionnes sur mes expériences vécues avec les parents au cours des médiations et j'ai envie de te répondre avec un sourire que tout compte fait je ne reçois pas de parents en médiation je reçois des êtres humains, mes semblables, alors c'est vrai, ils sont souvent parents ou se vivent comme tels mais ce dont ils viennent se parler ne se limite pas à la seule facette qui leur semble autorisée : celle de parents, et là je sais que tu t'y retrouveras aussi parce que si nous avons choisi cette place de médiateur c'est qu'elle ne nous cantonne pas à une seule mission de gestionnaire du conflit parental avec mission de protection des enfants. D'ailleurs dans ces histoires singulières que tu évoques dans ton courrier on y perçoit bien l'enfant blessé, l'amoureuse trahie, la mère empêchée... autant de facettes d'une seule personne.*

*Je suis frappée de voir combien ce contexte de protection de l'enfance vient brouiller les pistes et le risque serait de nous faire perdre de vue ce que nous avons élaboré et défendu ardemment, nos principes déontologiques, notre éthique professionnelle de médiateurs familiaux qui sont l'étayage de notre pratique de liberté. L'autonomie, cette capacité à s'administrer librement, que nous revendiquons pour nous, pour notre espace de médiation et pour ceux qui y entrent. Il y a des limites à la médiation, elle n'est pas possible à chaque fois, certains n'en veulent pas et là encore c'est de leur liberté qu'il est question, mais si elle EST, alors je pense qu'elle est la même pour tous et cela quel que soit le contexte dans lequel on la propose.*

*Je n'ai pas choisi cette place de médiatrice pour être l'énième auxiliaire d'une commande extérieure et cela même au nom de l'intérêt supérieur de la protection de l'enfance. Je n'ai aucun pouvoir magique qui me permettrait à moi mieux qu'aux professionnels dont c'est la mission de protéger les enfants, ou de modeler les parents en « bons parents » ; ce que je sais c'est qu'en laissant toute la place dans le bateau à ces deux là qui choisissent de s'y embarquer alors peut être, si ils le veulent bien et si je m'y emploie éthiquement, apparaîtront où sont, et quelles sont leurs compétences, de quelles solidarités ils sont demandeurs, quels choix sont les leurs, quelles failles et quelles forces les construisent et cela d'abord pour eux-mêmes puis pour leurs proches et pour la société enfin. Je crois que c'est cette liberté là qu'il nous faudra sans cesse défendre.*

Muriel Picard Bachelerie

Muriel,

*En réponse à ton message, bien sûr pour moi compte le fait que des personnes viennent pour réussir à être dans une nouvelle conception de rapports humains ; venir en médiation familiale est une expérience génératrice d'une attitude « personnelle » responsable de la mise à distance d'une blessure générant du conflit.*

*Je pense que, si on s'interroge autant sur la spécificité de la médiation familiale en milieu de protection de l'enfance, c'est que le médiateur familial part de la demande d'individus adultes, que nous partons de compétences et de possibles, de temps et de distance.*



*Comme médiateur familial, nous avons aussi toujours à interroger le sens et la valeur des choses et des paroles posées, ce qui permet de « disséquer » ce qui se déroule en espace de médiation familiale.*

*Le médiateur familial n'a pas d'objectif préliminaire, il propose un espace où la, les personnes posent l'objet de leur médiation familiale ; ce qui nous interroge est que la protection de l'enfance objective notre espace et la conduite de la médiation familiale.*

*Mais est-ce que ce ne sont pas des questions que nous nous posons face à tous les professionnels ou toutes les interventions « institutionnelles : la CAF et la prestation de service, les injonctions judiciaires... ?*

*De toute façon, réfléchir c'est déjà poser les bases des possibles positionnements.*

*Pour ma part j'ai déjà reçu des parents qui étaient suivis par les services de la protection de l'enfance, j'ai n'ai eu aucun « a priori » car leur démarche était volontaire, ce qui est le cas de pratiquement toutes les demandes de médiation familiale qui me sont faites. Je suis toujours à dire que le fait de ne rien savoir en préalable à tout entretien permet à l'individu d'avoir un rapport qu'il organise avec l'espace de médiation familiale. La pose de la triangulation de l'espace permet également cela.*

*En fait je crois que l'on s'interroge car on part d'un « présumé » que la protection de l'enfance apporte automatiquement une « stigmatisation » de la vision des ces parents. Mais n'en est-il pas de même pour une injonction à la médiation familiale, le médiateur familial n'a-t-il pas là aussi un « présumé » sur le conflit ?*

*Je crois que nous n'avons pas fini de discuter et de réfléchir, et heureusement, ce qui permet à la médiation familiale d'évoluer tout en gardant en ligne rouge son éthique, sa déontologie et son cadre.*

*Martine MURER*

oOo



## Réflexions individuelles et singulières

# La Médiation et la protection des enfants

*Michèle Savourey<sup>1</sup>*

*Médiatrice familiale  
Psychologue clinicienne*

Extrait d'un article dans *Encyclopédie de la Protection de l'Enfance*  
Éditions WEKA – mai 2007

La pratique de médiation familiale en protection de l'enfance cherche ses potentialités, contours, limites. Des initiatives et des pratiques singulières se sont développées au fil des années. Bon nombre de médiateurs familiaux qualifiés continuent, après leur spécialisation, tout ou partie de leur exercice professionnel antérieur d'éducateur, assistant social, psychologue. Ces acteurs du champ social ont bien compris l'intérêt d'une approche qui favorise concrètement l'implication directe, la responsabilisation des intéressés, mais se demandent comment s'engager dans une nouvelle pratique professionnelle au sein de leur institution, en respectant à la fois le cadre, l'éthique, la déontologie de la médiation, et leurs missions et obligations de protection de l'enfance ? Comment assurer la confidentialité des échanges, la totale impartialité et indépendance de l'intervenant alors qu'on est rémunéré par la Société pour garantir la protection des enfants et tenu de rendre compte de nos actions ?

Lorsqu'il y a possibilité d'engager une médiation en Service indépendant en parallèle à l'intervention d'un Service de protection de l'enfance public ou privé, les champs professionnels respectifs sont bien garantis. Mais les pratiques professionnelles qui se réclameraient à la fois de la protection de l'enfance et de la médiation familiale, par le même intervenant au sein de la même structure, ne garantissent ni l'exercice et la déontologie de la médiation, ni l'application de l'intégralité des missions de protection de l'enfance. Ici le professionnel est investi d'un rôle de garant des décisions à prendre concernant la protection des mineurs. Il a des impératifs à

---

<sup>1</sup> Bibliographie :

**SAVOUREY M.**, en collaboration avec **P. BRISSON**, *Re-crée les liens familiaux*, Chronique Sociale (France) ; Les Presses de l'Université Laval (Québec), juin 2002 ; réédition janvier 2008

**SAVOUREY M.**, *Protéger les Enfants par la médiation familiale*. Forum des Sauvegardes N°19, septembre 2002.

**SAVOUREY M.**, *Lorsque la médiation familiale est ordonnée*, dans dossier Divorce : La place du tiers ; Journal des Psychologues, N°221, octobre 2004.

**SAVOUREY M.**, *La médiation familiale* in *Encyclopédie Protection de l'Enfance* - Édition Weka 2007

**SAVOUREY M.**, *Médiation en Protection de l'Enfance* Journal du Droit des Jeunes ; novembre 2007.

respecter quant à la nature des difficultés à résoudre. Il peut être appelé à témoigner en justice. Il devient un tiers "impliqué" alors que le médiateur se doit d'être un tiers neutre quant à la nature des décisions à prendre. De plus, l'action du Service de protection s'impose à l'intervenant comme aux familles, alors que la médiation doit s'exercer dans un contexte libre et volontaire.

Ainsi la seule alternative possible à la complémentarité d'intervention de deux Services (Protection et Médiation) est que se développent au sein des Services publics et privés de protection de l'enfance des pratiques professionnelles de type "Approche médiation" par les acteurs habituels de la protection de l'enfance formés spécifiquement à l'esprit et aux techniques de médiation, sans qu'il soit question qu'ils agissent en tant que médiateurs.

## **A . La médiation familiale proprement dite**

Toutes les familles ont à traverser des moments difficiles. L'évolution d'une famille n'est pas linéaire, mais ressemble plutôt à une succession de phases, d'étapes juxtaposées les unes aux autres. Ce sont le plus souvent des événements (externes ou internes) qui viennent modifier son cours, l'ébranler plus ou moins fortement, l'amenant à traverser des périodes de turbulence, voire de véritables crises, en alternance avec des périodes plus tranquilles. La famille est un système vivant où la recherche de satisfaction d'intérêts communs et individuels interagissent en permanence occasionnant des "frottements" inévitables entre les membres.

Les périodes de déséquilibre viennent dire que certaines façons de se comporter, d'être les uns avec les autres, ne sont plus adaptées et qu'il faut en changer. Des réajustements dans la communication, les relations, les définitions de rôles, de places, de frontières, de règles, seront alors indispensables pour permettre à chacun d'évoluer selon ses besoins personnels et à l'ensemble familial de garder sa cohésion interne.

Les problèmes familiaux et conjugaux ne sont pas uniquement liés aux transitions "normales" de l'histoire de vie d'une famille comme l'arrivée du premier enfant, l'adolescence puis le "départ" du grand... ou celui à la retraite d'un parent. Bien que ces transitions soient connues, il est difficile pour une famille de pressentir l'événement qui viendra davantage la fragiliser et comment. Dans certaines familles telle ou telle transition passera quasiment inaperçue alors que dans d'autres telle transition "normale" sera un écueil qui générera une crise grave et profonde. Leurs capacités de flexibilité, d'adaptabilité d'un côté, la solidité de leurs "assises" de l'autre, seront mises à l'épreuve pour maintenir ou retrouver leur équilibre. La famille peut aussi avoir à faire face et à traverser des situations ou des événements de vie particulièrement stressants. Ainsi la perte d'un emploi, la mort d'un proche, une maladie grave ou des relations intergénérationnelles très conflictuelles... seront autant d'événements difficiles à gérer, risquant de fragiliser la cohésion d'une famille et vulnérabiliser davantage tel ou tel membre.

Lorsque la crise s'amplifie et perdure, les adultes et les enfants impliqués vont avoir à traverser leurs propres "turbulences" émotionnelles, parvenant parfois difficilement à mettre en mots ce qui les trouble, à reconnaître et nommer leurs malaises, leurs besoins propres. Il faudra souvent beaucoup de temps à chacun pour intégrer les pertes inévitables, accepter "ce qui ne peut être changé", et changer ce qui doit

l'être. Il sera donc d'autant plus difficile d'accueillir et d'intégrer les perceptions, les sentiments et les positions différentes des autres...

Chez les adultes, ces événements de vie viennent souvent toucher profondément leurs rôle, place, identité, la dynamique du couple... Ils viennent bousculer leurs attentes, leurs visions des choses, du monde... De plus, lorsque la détresse personnelle augmente, il devient plus difficile d'être suffisamment attentif aux besoins différenciés des enfants. Par rapport à ce dernier selon les circonstances le parent peut se sentir démuni, impuissant ou coupable, ce qui n'aide pas non plus aux dégagements nécessaires. Lorsque la charge émotive est très forte, la tentation pour l'adulte d'utiliser, sans s'en rendre compte le plus souvent, l'enfant pour arriver à ses fins, ou satisfaire son propre besoin, est augmentée. De son côté l'enfant peut, de lui-même prendre sur lui la détresse ou la souffrance d'un parent au détriment de la satisfaction de ses propres besoins. Les défis seront donc nombreux pour mettre en action les changements et aménagements nécessaires.

Le risque alors pour l'enfant, dans ces transitions difficiles, est que ses malaises, ses soucis, occasionnés par la transition à vivre, ne soient ni entendus, ni suffisamment pris en compte par ses proches. La plupart du temps, il n'y aura là aucune volonté délibérée ou pleine conscience de la part des adultes qui prennent habituellement soin de lui, mais ces derniers sont souvent eux-mêmes si bousculés émotionnellement qu'ils peuvent devenir provisoirement, comme les parents "du divorce", inattentifs, indisponibles, voire insensibles ou parfois même "abusifs" confondant leurs propres besoins et ceux de l'enfant.

Parfois, lors de ces périodes de déséquilibre familial, les confrontations nécessaires, les "pertes" indispensables, les difficultés de vie précédentes peu ou mal résolues, les fragilités personnelles ne permettront pas à la famille de trouver les voies de dégagement et ce sera la crise, le blocage, les conflits...

Dans ces transitions délicates, ces impasses relationnelles, la médiation familiale peut devenir un mode d'intervention rapide et efficace. Elle va permettre :

- De mettre à jour les malaises et les difficultés pour les uns et les autres ; sortir de la confusion.
- De permettre à chacun de parler de son ressenti, ses attentes, ses peurs, ses besoins,... d'exprimer des émotions fortes dans un cadre suffisamment "contenant".
- De faciliter les échanges entre tous dans le respect des différences, "obligeant" chaque personne à écouter et tenir compte de l'autre.
- De rééquilibrer le "pouvoir" entre adultes et enfants, selon leurs places légitimes, en prenant en compte les besoins des uns et des autres.
- D'améliorer le "climat en famille" en recherchant un bien-être suffisant pour chacun, par la satisfaction de ses besoins essentiels.
- De susciter la recherche des moyens concrets pour sortir des impasses.

Bien évidemment la médiation ne peut venir à bout de tous les enjeux des situations particulièrement douloureuses, elle ne remplace pas une approche thérapeutique par exemple. Mais elle permet aux familles de construire ensemble les aménagements et les changements nécessaires pour retrouver un certain équilibre, une dynamique de vie ; et ainsi à l'enfant de poursuivre son développement. Les Services indépendants de médiation familiale sont le plus souvent de véritables lieux de soutien aux familles qui vivent des transitions difficiles, liées aux étapes habituelles de développement ou à un événement spécifique, outre la rupture conjugale.

## **B . L'« approche-médiation »**

De même, le recours à l'esprit et aux techniques de médiation, le plus en amont possible des difficultés, par des intervenants socio-éducatifs, amène une résolution positive des différends familiaux. En encourageant les parents, les proches de l'enfant, à trouver par eux-mêmes des issues à leurs difficultés, cette approche originale évite que des situations familiales se dégradent et prévient l'apparition de problèmes plus graves chez l'enfant.

Lorsqu'un enfant traverse une situation de vie qui le perturbe, il va le manifester différemment selon le contexte bien sûr, mais aussi suivant sa maturité, son caractère, sa vulnérabilité. Certains pourront mettre spontanément des mots sur ce qui les trouble et solliciter ainsi ouvertement une aide appropriée. D'autres traduiront leur malaise par des comportements inhabituels, parfois difficiles à décoder par leurs proches: repli, passivité, mutisme ou hostilité, agressivité... ou encore par des conduites régressives, des passages à l'acte ou des troubles somatiques. D'autres enfin présenteront des conduites à risques plus graves: tendances suicidaires, dépendances aux toxiques, actes de délinquance... Leurs réactions seront souvent comparables selon l'âge, à celles des "enfants du divorce" décrites précédemment. L'impact émotif et psychologique sera d'autant plus fort que cet événement stressant succédera à d'autres événements " traumatiques" antérieurs non résolus. Ces manifestations, ces troubles seront autant de demandes d'aide que les proches de l'enfant devront décoder pour pouvoir répondre à ses besoins réels occultés.

Si l'appel à l'aide n'est pas entendu ou si la réponse est insuffisante ou inappropriée le trouble, le malaise persiste... et c'est le comportement qui alerte son entourage ou les services sociaux. Le risque potentiel est devenu un risque avéré, repérable, objectivable. De même certains parents, démunis ou dépassés face à des situations qu'ils ne peuvent plus contrôler ou gérer, adopteront des attitudes particulièrement néfastes et inacceptables envers l'enfant. Momentanément ou de façon plus continue, ils emploieront des comportements de maltraitance en négligeant gravement leur enfant ou en le malmenant activement.

## **Contexte d'intervention**

Le plus souvent, la situation de l'enfant est devenue si perturbée et perturbante, qu'un Service spécialisé de la Protection de l'enfance intervient dans la famille autoritairement ou non. Parfois, le placement de l'enfant dans une famille d'accueil ou une institution a été nécessaire pour garantir la protection de l'enfant. Ici le

risque "potentiel" est devenu un risque avéré, repéré socialement par un trouble, une conduite déviante, un retard de développement...

Dans ces Services, tous les intervenants sociaux ont alors pour mission essentielle d'assurer la protection des enfants tout en visant à responsabiliser au mieux les parents. Quelquefois, ce sont ces derniers qui ont eux-mêmes sollicité l'intervention d'un Service éducatif à domicile ou le placement temporaire de leur enfant, se sentant dépassés face à une situation qui les inquiète ou qu'ils ne peuvent plus contrôler. Ces équipes élaborent ainsi de véritables projets d'aide aux familles. Leurs actions s'exercent tant auprès des adultes, que des enfants eux-mêmes directement. Dans tous les cas, les professionnels garderont tout au long de leur action, une mission permanente d'évaluation et de contrôle. Ils ont ainsi à rendre compte régulièrement aux autorités compétentes (administratives ou judiciaires) de l'évolution de la situation, du maintien ou non du préjudice à l'enfant.

Ces spécialistes de l'enfance en danger, qu'ils soient éducateurs, assistants sociaux ou psychologues sont par leurs fonctions souvent dans "l'entre-deux" de relations interpersonnelles difficiles. En effet, ce sont ces intervenants psychosociaux qui contribuent aux régulations nécessaires dans les tensions intra-familiales, comme dans les rapports de la famille à l'école, aux services de soins, aux organismes sociaux par exemple...

De notre point de vue et selon notre propre expérience, ces différents acteurs de la protection de l'enfance, formés à la pratique de la médiation familiale peuvent tirer parti efficacement de cette approche. Tout en abordant les situations de façon à restaurer d'emblée le pouvoir des parents, comme la philosophie de la médiation les y incite, ces professionnels ne devront jamais perdre de vue leur mandat de protection (évaluation, contrôle) ; c'est pourquoi ils n'agissent pas comme médiateurs. Afin d'éviter toute confusion, nous employons d'ailleurs le terme "approche médiation" pour qualifier cette pratique spécifique en protection de l'enfance.

### **Champ d'intervention**

Ce type d'intervention est particulièrement adapté à toutes les situations de conflits plus ou moins "ouverts". Il peut s'agir de conflits entre parents séparés certes, entre parents et grands-parents, parents et famille d'accueil, parents et adolescent ou de conflits dans des familles reconstruites... L'enfant dans ces situations, vit dans l'insécurité, la peur, les tensions permanentes avec toutes les conduites symptomatiques habituelles dans ce genre de situation de façon plus ou moins grave pour son développement. Le processus habituel de la médiation avec ses différentes étapes pourra permettre aux protagonistes de confronter leurs points de vue et d'arriver par eux-mêmes à des ententes négociées, dégageant ainsi l'enfant d'un "conflit de loyauté" insoutenable.

Conflits ouverts le plus souvent, mais aussi antagonismes ou oppositions "latentes" entre intérêts personnels divergents. Ainsi lorsqu'un parent (ou des parents), s'occupe insuffisamment de ses enfants, trop préoccupé par d'autres soucis ou indisponible psychologiquement, il n'y a pas forcément "conflit", mais tout semble se passer comme s'il était impossible de satisfaire à la fois les besoins de l'enfant et ceux du (des) parent(s). Dans ces situations, la "négociation sur

intérêts", utilisée par l'intervenant social, permettra d'examiner avec le ou les adultes concernés, les différentes options permettant de satisfaire à la fois leurs propres besoins ainsi que ceux de l'enfant.

Conflits ouverts ou latents, rivalités, antagonismes, oppositions... Familles intactes, familles recomposées, parent seul, familles d'accueil, grands-parents, familles élargies... En fait, toutes les situations familiales problématiques, par impossibilité de faire coexister des réalités psychologiques différentes et les besoins des uns et des autres, peuvent bénéficier de l'approche-médiation. Celle-ci permet même d'avancer pas à pas dans des situations particulièrement critiques et peu malléables habituellement (fonctionnements familiaux rigides).

## **Méthodologie**

L'esprit et les techniques de médiation offrent aux intervenants sociaux, une pratique originale complémentaire à leurs autres habiletés professionnelles ; celles-ci sont déjà bien diversifiées. Ils savent évaluer la dangerosité des situations familiales et en contrôler l'évolution. Ils utilisent beaucoup l'écoute et le soutien individuel (tant auprès des adultes que des jeunes), "l'étayage" parental ; Ces intervenants sociaux savent intervenir entre deux personnes en se faisant adroitement l'interprète, le porte-parole de l'un ou l'autre. Certains conduisent des groupes de parole entre pairs, assurent l'animation de groupes d'enfants à travers des activités précises, mais ils manquent d'outils spécifiques pour travailler dans les conflits persistants, encadrer les confrontations interpersonnelles indispensables, assurer la prise en compte simultanée d'intérêts divergents. Il devient alors difficile de maintenir l'équidistance entre des personnes en conflit, sortir des impasses relationnelles, des positions contradictoires, et de s'efforcer à garantir conjointement la protection d'un jeune ainsi que le pouvoir concret de décision de ses parents.

L'utilisation du processus de médiation en s'adaptant à des contextes d'intervention avec mandat et à des situations souvent complexes, nécessitera d'avancer par touches successives ; les gains obtenus seront parfois petits, mais l'esprit dans lequel se feront les avancées, contribuera à préserver au mieux les places légitimes de chacun. Il offrira concrètement à des parents les moyens de réussir à maintenir ou restaurer leurs compétences parentales et garantira à l'enfant son besoin de continuer d'être protégé par eux.

En assignant une implication si directe aux parents, le cadre de la médiation redéfinit aussi celle du professionnel et les limites de son pouvoir. L'utilisation de cette approche restreint l'intrusion des Services sociaux dans la vie privée des familles au strict nécessaire, en limitant les interventions à des objectifs précis, réalistes, accessibles, mesurables. Elle oblige les professionnels à une plus grande lisibilité dans leurs actions. Elle contribue ainsi à éviter la stigmatisation ou l'instrumentalisation de certaines familles déjà bien vulnérabilisées par la vie et si sensibles au regard des autres. Elle n'offre pas la guérison, mais replace "pas à pas" des éléments importants pour que les familles puissent maintenir leurs rôles et continuer ensemble "d'écrire leur histoire"... sans que celle-ci soit surtout celle des Services sociaux.



### **Les atouts de la médiation en protection de l'enfance**

L'utilisation de l'esprit et des techniques de médiation contribue plus spécifiquement à :

- Permettre concrètement de passer d'un système "d'accusation" à un système de collaboration, et ainsi diminuer le risque de blocage ou d'escalade entre les familles et les Services sociaux.
- Rechercher de façon opérationnelle avec les parents, la façon dont ils peuvent protéger au mieux et par eux-mêmes le développement de leur enfant, augmentant ainsi leurs compétences parentales. Préserver ou restaurer auprès des enfants une légitime autorité de leurs parents.
- Restaurer les liens familiaux, le maintien de la structuration interne des familles et de leur cohésion, en respectant leur diversité. Privilégier ainsi une approche familiale des difficultés, plutôt qu'individuelle.
- Proposer une démarche pédagogique, en ce sens qu'elle permet : une plus grande clarification des problèmes à résoudre et des objectifs à atteindre, une transparence du processus avec ses étapes, une expérimentation de nouvelles façons de se comporter les uns avec les autres et un modèle de résolution de conflit à renouveler s'il y a lieu.
- Proposer aux intervenants sociaux, de nouvelles façons de penser et d'agir, en complément de leurs autres savoir-faire. Favoriser une plus grande lisibilité des actions et limiter au strict nécessaire, l'intrusion des professionnels dans la sphère privée.
- Avancer pas à pas dans des situations complexes ou "rigides".
- Participer à une diminution de la durée d'intervention globale des suivis en "milieu ouvert", par une structuration du temps différente des actions habituelles. Cette intervention peut d'ailleurs être menée avec d'autres types d'action, en parallèle ou successivement, selon les situations.
- Augmenter l'efficacité des placements en famille d'accueil ou en institution et à en éviter certains.
- Prévenir la dégradation et la chronicisation des situations. Permettre ainsi de poursuivre en aide contractuelle certains "suivis", et éviter leur judiciarisation

oOo



# "Approche-médiation" en Service de protection de l'enfance : l'exemple de Cécile

*Michèle Savourey<sup>1</sup>*

*Médiatrice familiale  
Psychologue clinicienne*

**T**héo, 8 ans, et Jules, 5 ans, vivent avec leurs deux parents. À la maison, il y a aussi Cécile l'aînée, 12 ans, qui est la fille d'un précédent mariage de Madame. Cécile a vécu la séparation de ses parents alors qu'elle avait deux ans ; c'est la maman qui a quitté le domicile des grands-parents paternels, où le couple vivait avec Cécile. Cette dernière reste à la charge des grands-parents pendant plusieurs années ; le père s'étant éloigné géographiquement et ne cherchant pas à maintenir des liens réguliers avec sa fille. Quant à la mère, elle se marie un an plus tard. Elle cherchera, ayant un milieu de vie plus stable, à récupérer Cécile. Ce sera une grande "lutte" avec les grands-parents, par l'intermédiaire de procédures judiciaires. Elle finira par obtenir gain de cause, alors que Cécile a 5 ans...

Actuellement sa mère et son beau-père se plaignent beaucoup de Cécile (absence d'hygiène, mensonges, vols domestiques, désinvestissement scolaire...). Pour eux, elle commence à "détéindre" négativement sur les autres enfants et ils sollicitent de l'aide auprès d'une assistante sociale.

Le contexte d'éducation est très autoritaire, culpabilisant ; les exigences parentales sont fortes. Cécile est souvent punie. Néanmoins, elle continue d'aller assez régulièrement chez ses grands-parents paternels. Elle est en difficulté majeure face à une mère qui ne sait pas lui manifester son affection et un beau-père distant. Les attentes face à cette jeune de 12 ans, sont disproportionnées par rapport à son âge et ses capacités. Elle doit en permanence assumer de nombreuses tâches ménagères, "montrer l'exemple" et surveiller ses petits frères. Cécile ne se plaint jamais et donne toujours raison à sa mère. Elle est persuadée que c'est elle qui n'est jamais assez gentille. Par contre, elle se plaint très fréquemment de "maux de ventre" qui l'ont conduite récemment en Service de pédiatrie pour un bilan. Après investigation, cette équipe médicale, inquiète pour Cécile, dirigera la famille, avec son accord et celui des autorités administratives, vers un Service éducatif contractuel.

Cécile a déjà vécu plusieurs transitions familiales douloureuses : la séparation de ses parents, puis "l'abandon" du père, la "rupture" avec ses grands-parents paternels, la reconstruction d'une nouvelle famille... Sa mère et son beau-père ont des attitudes éducatives rigides avec un niveau d'exigence sans rapport avec l'âge et les capacités de Cécile. On peut dire que cette pré-adolescente subit à la fois de la

---

<sup>1</sup> Bibliographie : voir page 55.

négligence affective, des abus psychologiques ou émotifs, et éducatifs. Pour le moment, Cécile semble exprimer son mal-être par de petits troubles du comportement, (en tout cas nommés comme tels par sa mère et son beau père), et un début de somatisation qui l'ont conduite en pédiatrie. Si rien ne change, cette jeune risque de continuer à traduire en maux physiques ce qu'elle ne peut verbaliser en mots ! Cécile présente déjà des difficultés dans la construction de son identité. Elle manque de confiance en elle, d'estime d'elle-même, de cohésion interne...

### **1<sup>ère</sup> étape : Identification de la situation-problème**

Cette famille est donc suivie par un Service de protection de l'enfance (mandat contractuel), suite à un "signalement" de l'équipe de pédiatrie, inquiète du contexte de vie et d'éducation dans lequel évoluait Cécile. La famille a accepté ce type d'aide. La demande du couple était qu'on les aide à "changer" Cécile dont ils avaient beaucoup à se plaindre.

Cette tranche d'intervention est donc centrée sur Cécile, mais hors de sa présence durant les discussions.

### **2<sup>ème</sup> étape : Décodage des besoins**

Une première rencontre avec la mère et le beau-père a permis d'une part, de mettre à jour sous leurs "plaintes" leurs besoins insatisfaits (ainsi que ceux de la mère dans la relation à sa fille) et d'autre part, d'échanger avec eux sur les besoins de Cécile à partir de leurs propres perceptions, et de l'évaluation préalable effectuée en équipe (cf. plus loin).

#### **Besoins du couple**

- Établir un équilibre entre les trois enfants.
- Respect par Cécile, des consignes familiales en matière d'hygiène, tâches ménagères....
- Respect des biens des autres membres de la famille par Cécile (vols).
- Pouvoir faire confiance Cécile (mensonge et influence sur les jeunes).

#### **Besoins spécifiques de la mère :**

- Se sentir et être reconnue comme "bonne mère".
- Être la seule référence officielle d'autorité pour Cécile (cf. rôle des grands-parents paternels).
- Pouvoir être fière de son aînée pour laquelle elle a multiplié les efforts en vue de son retour chez elle (piètres résultats scolaires).
- Être soutenue par Cécile dans les tâches ménagères.

Les besoins psychologiques et éducatifs de Cécile avaient été repérés lors du bilan psychologique et au cours de rencontres préalables du référent éducatif avec cette jeune. A cette étape, ils sont repris pour être entendus par les "parents" et intégrés dans le processus.

#### **Besoins de Cécile :**

- Être considérée en famille, comme "aimable".
- Être aimée par sa mère et en recevoir des preuves concrètes.
- Être valorisée par les efforts qu'elle déploie pour seconder sa mère dans les tâches ménagères.
- Se sentir "suffisante" sur le plan scolaire.

- Conserver un lien d'importance avec ses grands-parents paternels.
- Avoir une place "égalitaire" au sein de la fratrie.
- Être considérée comme une enfant de douze ans : droit à un espace de vie personnel, pouvoir établir des relations avec des pairs de son choix, droit à une part d'insouciance et à l'erreur.

### **3ème étape : Recherche et liste d'options**

Une deuxième rencontre avec les adultes de la famille a permis d'élaborer des options avec les "parents" dans différents domaines afin de contribuer à améliorer la situation :

1. Placement de Cécile en internat éducatif.
2. Placement de Cécile en famille d'accueil.
3. Inscription de Cécile en internat scolaire à la semaine.
4. Clarifier et préciser les tâches ménagères confiées à Cécile, ainsi que les règles d'hygiène minima.
5. Apporter aux parents et à Cécile (voire à tous les enfants) une aide éducative concrète, par deux intervenants différents.
6. Mise en place d'un soutien psychologique pour Cécile
7. Inscription de Cécile à une "Aide aux devoirs"
8. Inscription de Cécile dans une activité de loisir de son choix
9. Pouvoir inviter ses amies à la maison et avoir la permission d'aller chez elles.

### **4ème étape : Discussion et accords retenus**

L'examen des différentes options par le couple et la vérification en regard des différents besoins (adultes et Cécile) mis à jour qui doivent être simultanément satisfaits, a permis aux "parents" de retenir les options suivantes :

1. Clarifier et préciser les tâches ménagères confiées à Cécile, ainsi que les règles d'hygiène minima.
2. Apporter aux parents et à Cécile (voire à tous les enfants) une aide éducative concrète, par deux intervenants différents.
3. Mise en place d'un soutien psychologique pour Cécile.
4. Inscription de Cécile à une "Aide aux devoirs".

### **5ème étape : Résumé d'ententes**

Cette première "tranche " d'intervention ne résoudra pas toutes les difficultés de Cécile, ni ne satisfera tous ses besoins, mais le fait que l'intervenant social ait choisi de travailler dans un esprit de médiation et selon un processus de "négociation raisonnée" (puisque'il n'y avait pas dans la rencontre de personnes en conflit) a permis certaines avancées, tout en s'assurant de la collaboration de la mère et du beau-père. Ces adultes se sont sentis écoutés, compris. Ils ne se sont pas sentis "accusés", avec le risque de développer des mécanismes de défense encore plus rigides, voire un rejet plus manifeste de Cécile. Cette enfant n'a pas non plus été directement "prise à parti" dans l'intervention, puisque c'est le référent psychologique qui a intégré et soutenu ses besoins spécifiques [à noter d'ailleurs, que la démarche aurait pu être conduite de façon similaire par un référent éducatif, utilisant ce type d'approche]. L'entente reste verbale, mais l'intervenant et les "parents" feront le point régulièrement pour vérifier l'effectivité des changements et envisager de nouvelles avancées.

oOo

# Protection de l'enfance et médiation familiale

*Christine Rebière*

*Médiatrice familiale*

**L**a médiation familiale peut-elle étendre son champ d'intervention au domaine de la protection de l'enfance ? Sans prétendre offrir une réponse exhaustive, je souhaite tenter de donner quelques arguments démontrant que l'éthique de la médiation familiale est antinomique avec les orientations actuelles de la protection de l'enfance.

- **Loi Philippe BAS réformant la protection de l'enfance du 5 mars 2007<sup>1</sup>.**
- **Loi SARKOZY sur la prévention de la délinquance.<sup>2</sup>**

Il me paraît important de considérer en même temps ces deux textes rendus public le même jour.

Après 16 rapports sur le sujet, et plusieurs « affaires » médiatisées de pédophilie, la loi Philippe BAS votée le 5 mars 2007, réforme la protection de l'enfance. L'intention annoncée est « d'améliorer la prévention, de rationaliser la procédure de signalement et de développer les modes de prise en charge des enfants tout en diversifiant les types d'intervention. »

La loi SARKOZY concerne l'enfant délinquant ; la loi Philippe BAS concerne l'enfant victime.

*Pour la première, le maire a une place centrale ; pour la seconde le président du Conseil général a un rôle de coordinateur.*

Depuis la loi de décentralisation du 22 juillet 1983, l'état a transféré ses compétences en matière de protection de l'enfance aux Conseils Généraux ; leurs pouvoirs se sont donc accrus dans ce domaine et par exemple, il est effectif maintenant, que la responsabilité des mesures éducatives judiciaires soit dévolue aux Conseils généraux, alors qu'auparavant ils étaient les financeurs, les prescripteurs étant les juges pour enfants.

La loi Philippe BAS met l'accent et réorganise la prévention : elle renforce les points de contact entre les familles et les professionnels pour « anticiper les difficultés » : par exemple, la Protection Maternelle et Infantile va devoir contribuer à des missions de prévention, sous la responsabilité du président du conseil général, non plus exclusivement sous celle d'un médecin et non plus se cantonner à des actions exclusivement d'ordre médical ; ainsi est prévu par la loi, un entretien systématique

---

<sup>1</sup> <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000823100&dateTexte=>

<sup>2</sup> <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000615568&dateTexte=>

psychosocial au cours du 4<sup>ème</sup> mois de grossesse. Il est distinct de l'examen médical obligatoire de grossesse du 4<sup>ème</sup> mois.

Après le tollé provoqué par la proposition de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale d'un dépistage précoce des « troubles de la conduite », le législateur a limité au dépistage précoce « des troubles d'ordre physique, psychologique, sensoriel et de l'apprentissage ». Rappelons pour mémoire que la P.M.I intervient jusqu'aux 6 ans de l'enfant.

Aux XXVIII<sup>èmes</sup> Assises du Carrefour National de l'Action Éducative en Milieu Ouvert, en mars 2008, sur le thème « *Pour une éthique de la Prévention* », un médecin de PMI pose en préambule la question suivante :

« Comment construire des pratiques professionnelles  
sans infliger un 0 de conduite à des enfants de 3 ans ? »

A cette question, cette professionnelle parle d'une prévention qui serait de la « prévenance » définie comme le respect de la personne humaine, de ses droits en matière de vie privée, le fait de prendre la personne sous ses différents aspects, défauts, potentialités, de l'inscrire dans son histoire et dans son contexte, parler avec elle et non parler « sur elle », parler projet avec elle et non de projet que l'on a pour elle.

Cette même professionnelle évoquait l'idée de prédiction et de surveillance contenue dans la loi réformant la Protection de l'enfance. Comment poursuivre une mission d'accompagnement, dans le respect des personnes, sans stigmatiser les enfants, leur famille ?

Cet exemple en est un parmi d'autres.

L'article 15 de la réforme donne une base légale au « secret partagé » entre partenaires liés chacun jusque-là au secret professionnel, qui peut être rapproché du « partage d'informations à caractère secret » instauré par la loi relative à la prévention de la délinquance.

La loi Sarkozy, crée « le Conseil pour les droits et devoirs des familles et l'accompagnement parental ». L'objectif annoncé est un rappel aux parents des droits et devoirs, et en cas de troubles de l'ordre public d'un jeune, le maire peut proposer l'établissement d'un « Contrat de responsabilité parentale ». Le président du Conseil Général est avisé.

Si le travailleur social constate une aggravation de la situation d'une personne où d'une famille nécessitant l'intervention de plusieurs professionnels, il en informe le maire et le président du conseil général. Le maire ainsi saisi peut désigner un coordinateur, qui « peut révéler les informations qu'il détient au maire, informations strictement nécessaires à l'exercice de ses compétences » précise la loi.

Réflexion d'un juriste : « quand on pose la question du secret partagé, on n'interroge pas un droit qui appartient au professionnel, mais un droit de l'usager ».

Comment partager des informations concernant des familles, des jeunes, entre des pouvoirs publics et des professionnels du social ? y aurait-il un langage commun

entre l'éducateur et le premier magistrat de la ville où la commune ? poursuivraient-ils les mêmes buts ? partager l'information pour qui ? pour la famille ?

La crainte est fondée d'une stigmatisation plus importante des jeunes et de leur familles, à laquelle l'éducateur, l'assistante sociale, la puéricultrice sont sollicités à participer, et d'un travail éducatif où social rendu impossible, sinon dans une mission de contrôle.

Ce développement pour poser la question de deux éthiques différentes : celle de la protection de l'enfance dans le contrôle des familles qui rempliraient mal où pas leurs responsabilités éducatives, et celle de la médiation qui prône l'altérité, le libre choix, la responsabilité des parents ; je renvoie également à la *Revue « Écrits et Manuscrits de la médiation familiale » n°10 de l'A.P.M.F. « Textes de la Commission Éthique »* :

- La confidentialité qui « protège les échanges et les personnes »
- L'indépendance du médiateur envers les institutions
- La notion de respect, de loyauté,
- La notion d'engagement

oOo

# Médiation familiale et protection de l'enfance

*Annette MOUTTET*

Médiatrice familiale à Alès

Cette intervention part d'une recherche menée en commun entre des médiateurs familiaux, une association à caractère social ayant un chef de service d'Assistance Éducative en Milieu Ouvert (AEMO formé à la médiation familiale et des travailleurs sociaux et de santé du Conseil Général du Gard.

Le thème était « médiation familiale et protection des enfants ».

Ce projet a concerné le Haut Gard, soit la circonscription de la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale (DDASS) en milieu rural et en milieu urbain. Ce projet de recherche s'est déroulé en 2 phases.

- Phase 1 :

- 1) Informer l'ensemble des travailleurs de la DGDSS de Hauts – Cantons sur la médiation.
- 2) Interroger l'émergence des besoins repérés en médiation familiale par l'ensemble des travailleurs sociaux (PMI, secteur famille enfance) et partager un diagnostic commun par territoire en matière d'évolution des besoins des familles.

- Phase 2 : Mise en place des réunions de travail sur un partenariat éventuel et réfléchir aux passerelles entre médiation familiale et mesures de prévention ou protection de l'enfance pour :

- 1) Permettre une interconnaissance du travail et de la spécificité de chaque fonction.
- 2) Cerner les indications et contre-indications à la médiation familiale par rapport à l'orientation faite par les travailleurs sociaux.
- 3) S'interroger sur les moments adéquats de la médiation familiale, en amont, en aval, parallèlement à des mesures de protection de l'enfance.
- 4) Travailler la place et les passerelles entre médiation familiale et mesures de prévention ou de protection de l'enfance.
- 5) Faire des propositions communes pour des projets partenariaux à l'issue des groupes de travail. Deux groupes de travail de 15 personnes comprenant :
  - 12 personnes de la DGDSS dont 2 responsables de circonscription.
    - Des salariés du secteur PMI.
    - Secteur famille enfance
  - 2 médiateurs familiaux
  - 2 représentants de l'association gérant un service de l'AEMO et un internat, une personne formée à la médiation familiale.



Ces groupes de travail se sont réunis en 3 séances de 3 heures de janvier à mai.

Lors de la première séance, nous avons fait un tableau comparatif des objectifs, missions, cadre, modalités d'interventions respectives de chacun des participants, points communs et différences.

Les constats ont été les suivants :

- 1) Pour les travailleurs sociaux du service famille-enfance, 40% des situations gérées en protection de l'enfance sont des situations où l'enfant est en danger du fait d'un conflit parental aigu. Travailler à partir de l'enfant ne résout rien. Il est nécessaire de travailler sur le conflit parental pour dégager l'enfant de celui-ci et lui redonner sa place d'enfant. Or les travailleurs sociaux ne se sentent pas suffisamment compétents, ni formés, ni à la bonne place pour le faire.
- 2) Il est difficile pour les travailleurs sociaux d'orienter vers la médiation familiale (méconnaissance de la médiation familiale, difficulté à en parler, difficulté à évaluer si la elle correspond à la bonne orientation).
- 3) De plus en plus les juges des enfants du Gard demandent aux travailleurs sociaux, dans le cadre des mesures, d'avoir une fonction de médiateurs (permettre la sécurité du lien de chaque enfant avec ses deux parents...).

Comparaison entre médiation familiale et mesures de protection de l'enfance.

MEDIATION FAMILIALE ET ACTION ÉDUCATIVE EN MILIEU OUVERT :

<b><u>Action éducative en milieu ouvert</u></b>	<b><u>Médiation familiale</u></b>
<b>Objet du service ou agrément</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection de l'enfance</li> <li>Ou</li> <li>• Prévention</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aider les parents à gérer la séparation, à gérer le conflit, à continuer à assumer les responsabilités parentales, à rétablir le dialogue et le lien.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de mesures déterminé à l'agrément</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas de limite lors de l'agrément.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Privé ou public</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Privé ou public.</li> </ul>
<b>Lieu</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Domicile</li> <li>• Bureau de service</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Impérativement</u> : bureau de service.</li> <li>• Neutralité du lieu</li> </ul>
<b>Objectifs</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Autonomie</li> <li>• Insertion sociale, professionnelle</li> <li>• Travail sur la relation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aide à la gestion des conflits</li> <li>• Autonomie</li> <li>• Travail sur le lien et sur la relation</li> </ul>
<b>Mesures</b>	<b>Processus</b>
1) Ordonnance du juge des enfants	1) À la demande des médiés
2) Contrat famille avec le Service Famille Enfance du Conseil Général	2) Sur proposition du juge des affaires familiales
<b>Financement des séances</b>	<b>Participation financière</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gratuit pour les familles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au prorata des revenus de chacun des médiés ou aide juridictionnelle ou sur tarif</li> </ul>
<b>Moyen : Accueil, écoute, information</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Travail sur la relation</li> <li>• Intervention dans le lieu de vie ordinaire de l'enfant, sa famille (domicile, école, loisirs...)</li> <li>• Entretiens, visites à domicile : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ L'enfant seul</li> <li>○ Sa famille seule</li> <li>○ L'enfant et la famille</li> <li>○ La famille élargie</li> </ul> </li> <li>• Aide et conseil</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Travail sur la relation. et sur le lien</li> <li>• Travail à partir du conflit</li> <li>• Entretiens avec les médiés uniquement</li> <li>• Accompagnement à l'instauration d'accord par les médiés</li> </ul>

<b><u>Action éducative en milieu ouvert</u></b>	<b><u>Médiation familiale</u></b>
<b>Logistique</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Le travailleur social peut travailler en couple éducatif ou seul.</li> <li>Il dépend d'une administration ou association qui, via sa direction, lui délègue un nombre de mesures d'action éducatives pour lesquelles il rend compte : <ul style="list-style-type: none"> <li>En réunion d'équipe, de synthèse ou d'analyse de pratiques</li> <li>Auprès des organismes ordonnateurs de la mesure par : <ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de fin de mesure</li> <li>Débats contradictoires en présence des usagers et des ordonnateurs de mesure (systématiques avec le juge des enfants)</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le médiateur peut travailler en co-médiation ou seul.</li> <li>Il dépend d'une association ou administration qui, via sa direction, lui confie un nombre de médiations familiales dans lesquelles il est indépendant et dans le déroulement des séances et dans leur contenu. Il trouve des moyens et des ressources dans : <ul style="list-style-type: none"> <li>Les réunions d'équipe.</li> <li>L'analyse de la pratique.</li> <li>La co-médiation.</li> <li>La supervision</li> <li>La formation continue</li> </ul> </li> <li>Ainsi que dans le code de déontologie et la charte éthique à laquelle, il adhère</li> <li>Il peut également exercer en libéral</li> </ul>
<b>Les professionnels</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Diplôme d'État d'Éducateur Spécialisé ou d'assistante sociale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconnaissance d'un diplôme d'État de Médiateur familial à l'issue d'une formation dont les pré-requis sont : formation des champs sociaux ou juridiques et expérience dans ces domaines ou bien diplôme d'État de médiateur Familial obtenu par Validation des acquis et de l'expérience</li> </ul>
<b>À qui s'adressent ces actes professionnels ?</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>A des parents, à des substituts parentaux d'enfants repérés en difficulté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>A des personnes, des couples, des membres de la famille concernés par une situation de rupture de séparation, voire d'incommunicabilité</li> </ul>
<b>Déontologie</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Respect de la vie privée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Respect de la vie privée</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Réserve professionnelle, confidentialité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réserve professionnelle. Confidentialité</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Respect du droit des usagers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Respect du droit des usagers</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Substitution possible aux parents en cas de danger de l'enfant</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Respect de l'équité</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les parents sont seuls acteurs et décideurs de leur réorganisation parentale</li> </ul>

Commentaire du tableau et du travail commun effectué:

Ce tableau issu d'un travail des acteurs en présence est synthétique et donc forcément incomplet cependant il a le mérite de mettre en relief les ressemblances et spécificités de chacun :

Ce qui paraît spécifique à la médiation familiale, c'est son cadre :

- 1) Le médiateur familial est indépendant, il ne rend compte à aucun tiers même à son employeur (sauf danger pour l'enfant) du contenu et du déroulement du processus de la médiation familiale, alors que le travailleur social doit rendre des comptes du déroulement de la mesure à son institution et aux partenaires qui l'ont missionné.
- 2) En ce qui concerne l'accès :  
La médiation familiale se met en place par une demande émanant des « médiés » eux-mêmes, de façon volontaire et contractualisée entre « médiés » et médiateurs. Ceci n'est pas à priori le cas de la protection de l'enfance.  
La médiation familiale suit un processus avec les « médiés », elle n'est pas contrainte par une procédure, même si une procédure judiciaire est en place à l'extérieur. C'est un espace privé de liberté qui est proposé et que les « médiés » peuvent s'approprier.
- 3) L'espace de médiation familiale est confidentiel.  
Le déroulement des échanges n'est transmis à aucun tiers extérieur.  
La médiation familiale se déroule dans un temps limité –six à huit entretiens–. Le médiateur familial ne fait pas de suivi de la médiation ni d'accompagnement.
- 4) Le médiateur familial ne fait pas d'injonction de changement ni de demande aux parents d'assumer leur responsabilité parentale. Toutefois la médiation familiale vise à mettre en place un processus dont l'objectif est de sortir d'une situation de blocage et donc d'amener une transformation des points de vue, des relations entre personnes.
- 5) Le médiateur familial n'a pas de point de vue personnel sur ce qui est le mieux pour les parents ou pour l'enfant. Son travail va être ciblé sur : le fait de favoriser l'interrelation entre les parents, de les aider à prendre conscience d'eux-mêmes, de « l'entre-deux », de leur évolution en tenant compte des besoins de chacun (y compris des enfants) et en favorisant une communication respectueuse et constructive.

Qu'est ce qui est donc spécifique chez ce tiers, le médiateur familial ?

- Je pourrais faire l'hypothèse que ce qui est spécifique chez le médiateur familial ce sont les outils dont il dispose, techniques de gestion des conflits notamment. Mais il partage de nombreux outils de communication, d'écoute avec d'autres travailleurs sociaux.
- Je pourrais également penser que ce qui distingue le médiateur familial, ce sont ses croyances ; croyance dans les compétences des familles et de la personne humaine, croyance dans l'importance que les « médiés » soient acteurs de leur vie et de leurs décisions...Mais un certain nombre de travailleurs sociaux partagent ces croyances si ce n'est en actes au moins en pensée.

- Je pourrais également envisager le fait que le médiateur familial est un tiers qui ne prend pas parti, qui est indépendant, ne rend pas de compte à d'autres tiers extérieurs de l'espace de médiation, de son contenu, du déroulement de la médiation.
- Tout cela est vrai... Cependant ce qui me semble le plus spécifique, ce n'est pas tant le médiateur familial comme tiers mais l'espace tiers qu'il installe.

### ESPACE TIERS EN MEDIATION FAMILIALE

- Le médiateur familial propose aux « médiés » un espace structuré, contenant, contractuel.

Cet espace ne découle pas d'une mesure, d'une mission confiée par un autre, un tiers extérieur.

Il ne s'agit pas de chercher l'adhésion des « médiés » à une mesure...

La médiation familiale est, à l'intérieur d'un cadre posé, un espace confidentiel, volontaire, où les participants sont non seulement acteurs, mais ont un pouvoir réel et indispensable dans le processus.

- Ils sont libres de choisir, d'arrêter ou de continuer la médiation. C'est une des grandes forces de la médiation familiale : proposer un espace sécurisé mais libre où la personne va pouvoir décider, en tant que personne, si elle va investir ou non cet espace, y confronter son intimité, avec l'aide du tiers médiateur, afin de construire un autre rapport à elle-même, à l'autre parent.
- La médiation n'a pas pour mission première de centrer les parents sur leurs devoirs et leurs compétences parentales, ce qui serait une vision réductrice et instrumentale.
- Cependant la médiation familiale en ouvrant un espace tiers qui permet aux personnes de parler de leurs besoins, désirs, difficultés, compétences, émotions en tant qu'individus mais aussi en tant que parents, a des effets incontestables en matière de mieux-être pour les enfants et donc indirectement en matière de protection de l'enfance.

### Logiques en matière de protection de l'enfance et en matière de médiation familiale :

La protection de l'enfance et la médiation familiale, procède, nous l'avons vu, de deux logiques différentes, qui cependant savent se compléter à certains moments.

La protection de l'enfance est institutionnalisée et le juge des enfants ou le Conseil Général décide des mesures qui leur paraissent le plus adéquat possible. Ils mandatent des tiers afin de mettre en place ces mesures dans le but de protéger l'enfant (AEMO, placement en internat, en famille d'accueil...)

La médiation familiale offre un espace libre dans un cadre fixé où le médiateur familial, indépendamment du contexte extérieur, va aider les parents, au-delà du conflit, à construire (s'ils le souhaitent) un projet parental ou familial. Ceux-ci sauront le faire par eux-mêmes et par la suite ils le feront homologuer par le juge des enfants ou le juge aux affaires familiales.

#### La logique en matière de protection de l'enfance est :

- De protéger l'enfant dans le cadre d'une procédure où le travailleur social est missionné pour un accompagnement éducatif et psychologique, à partir de l'enfant, centré sur l'enfant et son intérêt.

- Le travailleur social est missionné et doit rendre des comptes de la mise en œuvre de la mesure.

La logique en matière de médiation familiale :

- Est d'accueillir la demande des membres de la famille en conflit voulant trouver une issue à leur impasse actuelle.
- De partir de la demande des personnes, (celle-ci pouvant être transcrite dans le cadre de l'ordonnance judiciaire) et de l'interactivité dans la mise en place même du processus de médiation familiale.
- De préserver la confidentialité vis-à-vis de tout tiers extérieur.
- Que le médiateur garde son indépendance vis-à-vis de son employeur quant à la mise en œuvre, le déroulement et le processus de médiation.
- De s'inscrire dans une durée limitée (six à huit entretiens).
- De travailler avec les parents, même si l'intérêt de l'enfant ou leur participation à la médiation familiale est possible. Le médiateur familial va favoriser l'interrelation entre les parents. Il va les aider à prendre conscience d'eux-mêmes et de l'autre dans l'évolution de l'espace de l'entre-deux.

Ces deux logiques sont différentes ...

- Nous le voyons la médiation familiale ne peut être une mesure parmi d'autres... encore moins se substituer à une autre dans le champ de la protection de l'enfance.
- Il y a non seulement rupture, mais surtout le champ et l'espace ne sont pas équivalents. La médiation familiale à notre sens ne peut avoir qu'une place d'espace tiers au regard du champ de la protection de l'enfance. Elle ne peut s'y inclure.

Mais les deux logiques ne s'excluent pas mutuellement et peuvent être complémentaires...

**Lors du travail avec les travailleurs sociaux du Conseil Général nous avons dégagé plusieurs pistes de travail en commun.**

- 1) Proposer la médiation dans le champ de la prévention, en amont de la protection de l'enfance.
- 2) Former les travailleurs sociaux qui travaillent dans les champs de la protection de l'enfance, aux outils et à l'esprit de la médiation familiale. Cela les aiderait à être mieux « outillés » lorsque l'enfant est en danger essentiellement du fait du conflit conjugal.
- 3) Informer les parents d'une possibilité d'un espace tiers neutre (non assujéti à un juge, ou à une institution), d'une possibilité de médiation familiale, sans exclure un travail éducatif auprès des parents en complément si nécessaire. Cette information sera réalisée par un travailleur social.
- 4) L'espace tiers de la médiation familiale pourrait être proposé aux parents en lien avec les maisons d'enfants, lorsque l'objet même du conflit entre les parents est le placement. Cela pourrait être également proposé lorsqu'il y a un conflit entre la famille d'accueil et la famille naturelle, ce qui met en difficulté l'enfant. Les travailleurs sociaux sont souvent perçus en alliance avec la famille d'accueil ou l'institution accueillante. Ils sont rémunérés par le même employeur, le Conseil Général.

- 5) Mettre en place une information téléphonique à destination du public, mais aussi des travailleurs sociaux lorsqu'ils sont en difficulté pour informer ou orienter une famille vers la médiation familiale.
- 6) Mettre en place sur l'ensemble du département et en milieu rural des permanences d'accueil d'information et de médiation, sur rendez vous, ceci dans le souci d'une proximité géographique suffisante quelque soit le lieu de domicile des familles.
- 7) Éditer une plaquette commune qui regroupe les réponses proposées aux couples et aux familles en conflit et explicite la spécificité de chaque proposition:
  - Permanences juridiques
  - Conseil conjugal et familial
  - Thérapies
  - Médiation familiale
- 8) Mettre en place un accueil commun collectif des familles afin de donner une première information sur la médiation familiale, mais aussi le conseil conjugal, les différentes formes d'aides éducatives.
- 9) Informer les jeunes majeurs pris en charge dans le cadre de l'aide aux jeunes majeurs par le Conseil Général, de la possibilité de médiation familiale avec leurs parents s'ils souhaitent sortir de la rupture brutale avec leur famille et rétablir un lien avec l'aide d'un tiers neutre...

Toutes ces propositions que nous souhaitons mettre en place n'incluent pas la médiation familiale dans les mesures de protection de l'enfance mais en synergie ou complément.

- La confidentialité de l'espace de médiation familiale est maintenue, et les parents sont responsables de la présentation des accords trouvés à leur éducateur ou au juge en cas de mesures de protection de l'enfance parallèle ou en amont de la médiation familiale. A eux de les convaincre du bien fondé de leur projet parental et familial. En cas de médiation impossible (contre – indication à la médiation familiale) ou d'interruption sans accord de la médiation familiale, le médiateur pourra, comme il le fait avec le JAF, signifier au juge d'enfant, que le processus a été interrompu ou que des accords n'ont pu être trouvés.

Le médiateur familial ne peut en aucun cas être le garant principal de la protection de l'enfant. Ce n'est pas son rôle. Il est par contre le garant d'un processus qui va aider les parents à se mobiliser dans leur compétence parentale afin de réfléchir à une réorganisation parentale et un projet familial. Peut-être les parents pourront-ils alors à nouveau avoir besoin d'un étayage éducatif pour les aider à mettre en place leur projet ou pas.

La médiation familiale, nous l'avons vu, restera un espace au service des familles uniquement si cet espace reste privé, neutre, indépendant, confidentiel, volontaire : un espace tiers qui n'est pas à part, mais à côté, de façon différente et complémentaire des dispositifs mis en place en matière de la protection de l'enfance.

oOo



# Point de vue de juriste sur la médiation familiale en protection de l'enfance

*Marc Juston*

*Juge aux Affaires Familiales  
Président du TGI de TARASCON (13)*

## **INTRODUCTION :**

L'on ne peut pas parler de protection de l'enfance et de médiation familiale, sans rappeler les lois principales qui guident le Droit de la Famille dans toute procédure dans laquelle il y a un enfant :

La loi du 4 mars 2002 sur l'autorité parentale qui est une loi visionnaire et met sur un plan d'égalité chacun des parents, c'est la coparentalité. Elle garantit le maintien des liens entre les deux parents et leurs enfants après la séparation, et légalise la résidence alternée. Cette loi a centré la définition de l'autorité parentale sur l'intérêt de l'enfant. L'enfant a donc un droit à la parentalité, un droit à la coparentalité, et de plus la loi impose que les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité (article 371.1 al 3 du Code Civil).

La loi du 26 mai 2004 relative au divorce qui tend à apaiser les procédures et à favoriser un règlement amiable et plus responsable des conséquences de la rupture. Le législateur a pris conscience des effets qui se révèlent particulièrement négatifs pour les liens familiaux et les enfants.

Ces deux lois demandent désormais aux praticiens –juges aux affaires familiales – juges des enfants – avocats – notaires– de travailler dans un autre état d'esprit que par le passé, plus consensuel et de moins en moins conflictuel de manière à protéger l'enfant des conflits destructeurs. L'enfant, la protection de l'enfant, l'intérêt supérieur de l'enfant sont à l'évidence le fil rouge de ces deux lois.

La loi du 5 mars 2007 sur la protection de l'enfance, applicable depuis le 7 mars 2007 est destinée à améliorer la prévention et le signalement des violences et maltraitements infligés aux mineurs. La prévention est le maître mot de cette loi. Elle introduit clairement le critère de l'intérêt de l'enfant comme étant le fil conducteur de la matière de la protection de l'enfance.

Cette loi modifie l'article 388.1 du Code Civil sur l'audition de l'enfant. Cet article dispose notamment que désormais « tout mineur capable de discernement doit être informé de son droit à être entendu », cette audition est de droit par le juge si le mineur en fait la demande. Tout enfant est légalement reconnu comme sujet de droit et peut demander au juge à être entendu. Mais il faut bien avoir conscience que

l'audition de l'enfant en Justice présente certains risques et des limites, et le place souvent, qu'on le veuille ou non, en position de décideur, même si le juge aux affaires familiales ne recueille que son avis. De plus, dans certaines situations, l'audition peut fragiliser l'enfant et le mettre en danger.

Certes, la parole de l'enfant aide le juge, peut aider le juge dans sa prise de décision. Mais, est-ce cela le plus important ?

En effet, la vraie question n'est-elle pas de savoir si la parole de l'enfant, si le recueil de la parole de l'enfant en Justice sont « aidantes » pour l'enfant. La vraie question n'est-elle pas de savoir si recueillir la parole de l'enfant lui rend service, soulage l'enfant, le protège, le sert.

## **I - Le cadre juridique de la médiation familiale :**

Dans le cadre de la loi sur l'autorité parentale et de la loi sur le divorce, le législateur, pour atteindre les objectifs principaux (coparentalité et apaisement des séparations) a mis à la disposition des justiciables et des acteurs judiciaires un outil : la médiation familiale.

Dans un premier temps, le législateur s'est préoccupé de faire entrer la Médiation Civile généraliste dans le champ légal et d'attribuer au juge ce nouvel outil.

La Médiation Civile a été instituée par la loi du 8 Février 1995 et le décret du 22 Juillet 1996. La Médiation Civile est insérée dans les articles 131-1 à 131-15 du Nouveau Code de Procédure Civile. Elle nécessite l'accord des deux parties.

Depuis 1995, la Médiation Civile peut ainsi s'appliquer, être ordonnée dans le cadre d'une procédure de séparation, et elle l'était parfois. Sur la base de ces articles d'ailleurs, la Médiation peut s'appliquer aussi dans le cadre des procédures d'assistance éducatives du juge des enfants.

Mais pour la Justice Familiale, le législateur a souhaité donner une place particulière, privilégiée à la médiation familiale.

C'est ainsi que le législateur a intégré la médiation familiale dans le Code Civil, alors que la médiation civile généraliste n'est intégrée que dans le Nouveau Code de Procédure Civile :

- D'une part, dans le cadre de la réforme sur l'autorité parentale (article 373-2-10 du Code Civil),
- D'autre part, dans le cadre de la réforme du divorce (article 255 1° et 2° du Code Civil et article 1071 du Nouveau Code de Procédure Civile (qui précise que la mesure d'injonction à rencontrer un médiateur familial est une mesure d'administration judiciaire non susceptible de recours).

La médiation familiale s'inscrit, ceci est hautement symbolique, au tout premier rang des mesures provisoires que le juge peut prendre lors de l'audience de conciliation.

La place réservée à la médiation familiale, dans le cadre des mesures provisoires que peut prendre le juge aux affaires familiales, lors de l'audience de conciliation est

révélatrice de l'objectif du législateur.

La première question que doit à l'évidence poser le juge aux affaires familiales, après avoir entendu chacune des parties et réuni leurs conseils, est de savoir s'il y a lieu ou non à ordonner une médiation familiale ou à enjoindre les parties à rencontrer un médiateur familial.

L'article 255 1° et 2° du Code Civil dispose :

*Dans le cadre des mesures provisoires,*

Le juge peut notamment :

- 1° Proposer aux époux une mesure de médiation, et après avoir recueilli leur accord, désigner un médiateur familial pour y procéder,
- 2° Enjoindre aux époux de rencontrer un médiateur familial qui les informera sur l'objet et le déroulement de la médiation.

L'article 1108 du NCPC ajoute :

À la notification par Lettre Recommandée des convocations, pour l'audience de tentative de conciliation est également jointe, à titre d'information, une notice exposant notamment les dispositions des articles 252 et 254 du Code Civil relatifs à la conciliation et aux mesures provisoires, ainsi que les dispositions des 1er et 2ème alinéas de l'article 255 relatives à la médiation familiale

Selon les vœux du législateur, la médiation familiale peut permettre désormais d'appréhender la globalité des enjeux de la séparation, affectifs et économiques, qui sont souvent étroitement liés.

De plus, pendant l'instance, les époux peuvent passer des conventions réglant tout ou partie des conséquences du divorce, qui seront soumises à l'homologation du JAF (Article 268 du Code Civil) ; il est ainsi possible de passer des conventions non seulement sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale, mais aussi sur la prestation compensatoire et la liquidation du régime matrimonial.

Les nouveaux textes incitent aux accords à toutes les étapes de la procédure de séparation.

« Un nouveau concept est né. On connaissait la médiation familiale au niveau personnel. A l'évidence, avec la loi de 2004, il y a la recherche d'une médiation patrimoniale », selon le Professeur DELMAS SAINT HILAIRE – *Colloque sur le divorce* – Gazette du Palais, février 2005.

Mais l'idée nouvelle, l'une des innovations introduites par la loi du 4 mars 2002 (Article 373 2-10 3<sup>ème</sup> alinéa du Code Civil) et celle du 26 mai 2004 (Article 255 2° du Code Civil) qui n'existe pas pour la médiation civile, est la possibilité pour le JAF d'enjoindre les parties de rencontrer un médiateur familial qui les informera sur l'objet et le déroulement de cette mesure. Cette information est donnée gratuitement aux parties et l'article 1071 du NCPC précise que la mesure d'injonction à rencontrer un médiateur familial est une mesure d'administration judiciaire non susceptible de recours. Cette information peut donner des résultats intéressants, à partir du moment où elle est effectuée par des médiateurs familiaux compétents et formés.

De plus, la fonction de médiateur familial a été réglementée par le décret du 2 décembre 2003 et l'arrêté du 12 février 2004 relatifs à la création du Diplôme d'État de Médiateur Familial.

Ces textes sur la médiation familiale ont été insérés dans le Code Civil dans le cadre de l'autorité parentale et du divorce. La question se pose de savoir si la médiation familiale peut être utilisée par le juge des enfants, dans le cadre de la protection de l'enfance, dans le cadre de l'Assistance Éducative.

Certains juges des enfants répondent par la négative, soulignant que cela n'est pas prévu expressément dans le cadre des mesures mises à la disposition du juge des enfants.

C'est ainsi d'ailleurs que le document rédigé par les Chargés de Formation de la fonction de juge des enfants à l'École Nationale de la Magistrature concernant les attributions civiles du juge des enfants ne parle pas de l'outil médiation familiale dans le cadre des mesures d'assistance éducative. Ce document est actualisé depuis la loi sur la protection de l'Enfance, et sur 180 pages, la médiation familiale n'est pas citée.

Toutefois, certains juges des enfants soutiennent que la médiation familiale peut être utilisée, doit être utilisée dans le cadre de la protection de l'enfance Judiciaire, et ils y ont recours.

Comme le dit Marie Madeleine BOUSSAROQUE, Vice Président au Tribunal de Grande Instance de Clermont-Ferrand, dans un article publié dans le numéro 53 du *Médiateur Familial* – revue de la FENAMEF :

Le juge des enfants peut, à n'importe quel stade de la procédure après avoir recueilli l'accord des parties, désigner une tierce personne, afin d'entendre les parties et de confronter leurs points de vue pour leur permettre de trouver une solution au conflit qui les oppose, et ce lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou dans le cas où les conditions d'éducation sont gravement compromises.

Le fondement juridique de la médiation familiale dans le cadre de la protection de l'enfance est le suivant :

- Les articles 131 - 1 à 131-15 du NCPC, issus de la loi du 8 Février 1995,
- Et l'article 375 du Code Civil relatif aux mesures d'assistance éducatives (dans le cadre d'une situation de danger pour l'enfant ou de conditions d'éducation gravement compromises),
- Ainsi que la loi sur la protection de l'enfance.

## **II - Le Constat**

Il est vrai que la médiation familiale, si elle commence à être utilisée progressivement, mais à doses homéopathiques dans le cadre du juge aux affaires familiales, demeure un outil méconnu, et peu reconnu dans le cadre de la protection de l'enfance Judiciaire.

### **A - Le constat statistique**

L'on constate qu'il y a très peu de mesures de médiation familiale ordonnées par le juge des enfants (0,3 % de mesures de médiation familiale dans le cadre de l'assistance éducative).

Pour quelles raisons cet outil n'est-il pas utilisé par les juges des enfants ?

La réponse principale réside dans le fait que les juges des enfants ont d'autres outils à leur disposition et préfèrent la plupart du temps utiliser leurs outils traditionnels. De plus, existent la crainte de certains juges des enfants de perdre leur pouvoir décisionnel, et la crainte de ne pas pouvoir induire quelque chose. Il en est de même d'ailleurs pour les travailleurs sociaux qui pour la plupart connaissent mal l'outil médiation familiale et ne comprennent pas ce qu'elle peut apporter d'autre que ce qu'ils essaient de donner eux mêmes. Il y a à l'évidence un grand effort d'information à réaliser.

De plus, il y a la culture de l'écrit dans le Judiciaire. Cette règle se heurte à la confidentialité de la médiation familiale. Le juge n'est pas toujours à l'aise face à cette absence d'écrits que génère la médiation familiale.

Cet état de fait peut être relevé dans le rapport 2007 de l'ASSSEA des Bouches du Rhône pour l'année 2006 :

L'association s'est donnée les moyens de répondre aux mieux aux exigences de mise en œuvre d'une action de médiation tant du point de vue déontologique que matériel.

L'activité se décline autour de la réalisation de deux formes de médiation :

- Les médiations familiales ordonnées,
- Les médiations familiales conventionnelles.

Le développement de cette approche de résolution des conflits se heurte à deux handicaps majeurs :

- Le premier est lié à un manque d'adhésion des usagers à cette forme d'intervention, elle n'est pas culturellement connue, pas culturellement reconnue,
- Le deuxième handicap qui n'est peut-être pas sans lien avec le premier concerne les magistrats qui, alors même que les lois sur l'autorité parentale de 2002 et du divorce de 2004/2005 constituent un nouveau socle favorisant le recours à la médiation, n'ont pas prononcé de manière significative des décisions en ce sens.

L'information demeure ainsi une priorité, c'est ainsi que l'association assure des permanences de médiation sur l'ensemble du département.

De manière sensible, nous notons une augmentation du taux de fréquentation par les familles avides d'information.

Ainsi pouvons-nous en conclure que ces permanences répondent aux besoins d'un public de plus en plus sensibilisé au bon développement de l'enfant, c'est une action citoyenne.

### **B - Le constat relativement à l'enfant :**

Il faut avoir pleinement conscience quand on exerce des fonctions de juge des enfants, de juge aux affaires familiales, de Travailleur social de l'existence de nombreuses situations d'enfants en danger, victime des relations conflictuelles de leurs parents. Ce sont les situations de « Jafferies », qui, à l'évidence, augmentent depuis de nombreuses années sur la scène des juges des enfants, voire constituent la grande majorité des dossiers des juges des enfants. Les enfants signalés en danger, victimes des conflits conjugaux sont de plus en plus nombreux.

### **C - Le constat de l'Observatoire de l'Action Sociale Décentralisée - ODAS :**

La loi a beaucoup évolué dans la volonté d'apaisement des séparations. Mais en réalité, dans nombre de procédures, le divorce, la séparation des couples non mariés, demeurent souvent conflictuels, et les parents restent souvent en conflit, même dans le cadre de procédures par consentement mutuel ou des procédures sur demandes acceptées, et même si les avocats et les juges ont pour l'immense majorité d'entre eux, la volonté d'apaiser les séparations par la négociation et la conciliation.

L'Observatoire de l'Action Sociale Décentralisée (ODAS) a rendu le 19 Décembre 2006 un rapport sur la question de la maltraitance et de l'enfance en danger. Il en ressort que les enfants en risque, c'est à dire ceux qui connaissent des conditions d'existence qui risquent de compromettre leur santé, leur sérénité, leur moralité, leur éducation ou leur entretien, mais qui ne sont pas pour autant maltraités, sont de plus en plus nombreux, avec deux motifs dominants : les difficultés de nature éducative et les difficultés liées à la santé psychologique de ces enfants.

Il est dit notamment :

Les conflits de couples et les séparations constituent une problématique importante, puisqu'ils se situent au second rang des problématiques repérées. Le nombre de ces enfants victimes des conflits de couple et de séparation soulève une autre piste de travail à développer dans les départements, celle de la nécessaire articulation avec les juges aux Affaires Familiales, avec en corollaire la question du développement de la médiation familiale.

A l'évidence, l'enfant est toujours la victime du conflit parental. L'expérience démontre que pour un enfant, même si la séparation de ses parents se passe bien, c'est toujours une souffrance.

Mais quand les parents se séparent dans le conflit, c'est pour l'enfant ajouter de la souffrance à la souffrance, qui le marque toute sa vie, et l'enfant peut être en danger et nécessiter une intervention du juge des enfants.

### **D – L'enfant Victime enjeu – Victime arbitre de la séparation parentale :**

Il est vrai que malgré tous les efforts de nombre d'acteurs judiciaires pour agir dans l'intérêt de l'enfant, dans un trop grand nombre de situations, l'enfant demeure :

- Soit, victime enjeu de la séparation,
- Soit victime arbitre de la séparation.



**L'enfant victime enjeu de la séparation :**

C'est la caricature, les enfants demeurent au cœur du conflit, les parents se livrant à une guerre sans merci, dont l'enfant est l'objet, le butin, les parents se disputant pour s'arracher l'enfant. Les parents veulent gagner l'enfant, parce qu'ils ont perdu leur couple. L'enfant devient un objet de compétition.

Le roman magnifique et dramatique de Jean Denis BREDIN « L'enfant sage » dresse le tableau d'un enfant dans cette situation :

Pris entre un père et une mère séparés qui se détestent, ne se parlent pas, l'enfant sage se suicide :

Son père, sa mère éloignés au point qu'ils semblent ne s'être jamais rencontrés, deux maisons qui s'ignorent, deux lits sans vrai repos, deux gâteaux d'anniversaire pour fêter les 12 ans, deux mondes qui n'ont en commun qu'un passé enfui, interdit. Julien est l'enfant du partage. Il va de son père à sa mère, de sa mère à son père, il ment chaque fois qu'il est nécessaire.

Et Françoise DOLTO dans la Cause des enfants (1985) :

On est très inquiet en tout lieu de découvrir combien il y a de suicides d'enfant après quelques mois d'application des décisions de garde. Le divorce est un arrangement entre parents qui décident de se séparer et ce sont les enfants qui prennent le choc. Quant à la garde des enfants de divorcés, elle fait l'objet de décisions qui sont souvent une violation pure et simple des droits de l'être humain.

Dans d'autres situations, **l'enfant n'est plus à proprement parler l'enjeu, mais l'arbitre.**

Le couple est incapable de décider et s'en rapporte à la parole de l'enfant et tente de faire de lui l'arbitre. L'enfant est instrumentalisé.

L'enfant est tellement acteur qu'il en devient arbitre.

Pour résumer cette situation d'**enfant victime enjeu et victime arbitre**, récemment un exemple d'un enfant auditionné, Aline âgée de 11 ans, en classe de 6<sup>ème</sup>. Ses parents sont dans le conflit depuis qu'elle a 4 ans. Ils sont incapables d'établir un minimum de dialogue entre eux. L'enfant réside chez sa mère et le père demande la résidence prétextant que l'enfant veut vivre avec lui.

Elle a décrit la situation de ses parents de la manière suivante :

C'est une mini guerre mondiale, d'un côté la France, mon père, de l'autre côté l'Allemagne, ma mère, j'ai toujours vu mes parents comme ça. Ma mère me dit que je suis sa raison de vivre, qu'elle se suicidera si je devais vivre chez mon père. Mon père m'écoute, me parle, il s'occupe de moi. J'aimerais vivre avec lui.

Force est de constater que pour beaucoup d'enfants, la séparation parentale les met en danger, leur fait vivre un danger réel.

Beaucoup de juges des enfants font un constat de tristesse et sont unanimes à



reconnaître :

- Les troubles qu'ont de nombreux enfants, tel que le surinvestissement scolaire ou le sous investissement scolaire qui s'accompagnent de graves perturbations de la personnalité
- Les difficultés de concentration de nombre d'enfants
- La peur pour beaucoup d'eux d'être abandonnés
- Les troubles du sommeil, l'agressivité
- La boulimie, la conduite addictive
- Et le syndrome d'aliénation parentale.

De plus, nombre de juges des enfants se rendent compte par exemple que certaines mesures d'assistance éducative en milieu ouvert, qui se prolongent indéfiniment dans une famille finissent par provoquer des effets pervers, tels que notamment la déresponsabilisation des parents et l'utilisation de l'intervention de l'éducateur par un adolescent contre ses parents.

De même, lorsque le juge intervient dans une famille, notamment de culture étrangère, il doit souvent s'interroger sur la pertinence de ses décisions éventuelles (et notamment le placement) au regard du risque parfois réel de démission parentale, si l'adolescente ne sera plus victime de violences en étant placée, le fait que ses parents refusent ensuite tout contact avec elle risque de la mettre dans une situation de détresse morale tout aussi difficile.

Il existe aussi tout le problème du recours parfois abusif au juge des enfants au nom du danger, notamment dans des situations où le juge aux affaires familiales, juge de droit commun de l'autorité parentale, pourrait être saisi. Il est important d'insister sur le fait que le juge des enfants n'est pas le juge « naturel » de l'exercice de l'autorité parentale ; si un mécanisme judiciaire de droit commun permet de régler le problème, le juge aux affaires familiales devra être privilégié par rapport à l'intervention du juge des enfants.

Par exemple si le père estime que l'enfant est en danger auprès de sa mère, et que lui même demande à prendre l'enfant en charge, la démarche naturelle doit être de saisir le juge aux affaires familiales et non le juge des enfants.

## **II – L'intérêt de la médiation familiale pour le juge des enfants :**

Au vu du constat des conséquences dramatiques sur l'enfant d'une séparation parentale conflictuelle, pourquoi ne pas utiliser la médiation familiale dans le cadre de la protection de l'enfance, alors que les textes permettent son utilisation, et ce d'autant plus que le juge des enfants a une position privilégiée pour recueillir le consentement des parties :

- Les parents et les enfants très souvent comparaissent devant lui en personne, avec ou sans avocat
- Le juge des enfants dispose de quelque temps quand il auditionne les parties et de plus il travaille dans la durée. Il exerce un suivi de ses dossiers, cela lui permet à chaque fois qu'il rencontre les parents de leur parler de l'instrument-de l'outil médiation familiale

- Le juge des enfants très souvent intervient tardivement, notamment après la séparation, après l'intervention du juge aux affaires familiales, et ce n'est pas toujours mauvais signe d'intervenir tard, car les parents peuvent être lassés des procédures et prendre conscience de la situation de leurs enfants :
  - o L'enfant est devenu impossible (personne n'en veut),
  - o L'enfant a un comportement agité,
  - o L'enfant a des résultats scolaires catastrophiques etc.

Et au vu de la situation de leurs enfants, les parents sont désireux d'améliorer leur état, parfois les parents n'étaient pas prêts au moment de la séparation. Il est vrai que l'avantage du juge des enfants est de pouvoir revoir les parents et de leur expliquer, leur réexpliquer le sens d'une mesure de médiation familiale. Le fait que le juge des enfants propose à des parents une mesure de médiation familiale leur permet de redevenir « acteurs », c'est pour cette raison que la médiation familiale est complémentaire d'une mesure d'assistance éducative en milieu ouvert.

En outre, les renseignements dont le juge des enfants dispose dans son dossier lui permettent de réfléchir avec les parents sur le point de savoir ce qu'il convient de faire pour que leur enfant aille mieux.

Enfin, le juge des enfants, par rapport au juge aux affaires familiales, est dans une position privilégiée pour faire accepter une mesure de médiation familiale. Il n'a pas en effet à statuer sur la résidence habituelle de l'enfant, domaine de la compétence du juge aux affaires familiales. Le juge des enfants intervient en effet pour protéger l'enfant d'une situation de danger. Cette position du juge des enfants lui donne une très grande possibilité de persuasion auprès des parents. Il peut les convaincre plus facilement de travailler en médiation familiale pour les faire évoluer et les responsabiliser. Il peut beaucoup plus facilement convaincre des parents défaillants pour la mise en œuvre d'un changement durable et réel.

Force est de constater que la médiation familiale peut être une ouverture nouvelle pour le juge des enfants. La médiation familiale représente un autre outil que les mesures traditionnelles. Le juge des enfants a la possibilité d'ordonner, à titre principal, une mesure de médiation familiale. Il peut aussi « combiner » une mesure d'action éducative et une mesure de médiation familiale, en ordonnant par exemple une médiation familiale en complément d'une mesure d'assistance éducative en milieu ouvert ou une mesure de placement ?

### **Que peut attendre le juge des enfants d'une mesure de médiation familiale ?**

Il est nécessaire d'insister sur le fait que si le juge des enfants attend de la médiation familiale une évaluation du danger, une aide à la décision, il est « à côté de la plaque ».

Par contre, si le juge des enfants, comme le juge aux affaires familiales, attend de la médiation familiale :

- Une aide à l'apaisement,
- Un travail des parents pour que les enfants aillent mieux et pour maintenir ou restaurer des liens parentaux,

c'est un outil très utile. En effet, la médiation familiale permet de restaurer la parole,

module la contrainte et restitue la responsabilité aux parents en conflit. Et dans ce cadre là, le juge des enfants est dans l'objectif de la protection de l'enfance.

### **Les Objectifs principaux de la médiation familiale**

#### **1. La médiation familiale est un outil privilégié au service de la coparentalité**

La loi du 4 mars 2002 sur l'autorité parentale place sur un pied d'égalité le père et la mère, et malgré la séparation, les conjoints qui se quittent continuent à être des parents à deux, c'est la coparentalité

Il faut bien avoir conscience que beaucoup de mineurs sont en danger, parce que la coparentalité n'est qu'un mirage pour eux.

#### **2. La médiation familiale est un outil de responsabilisation des parents**

Il est nécessaire que les parents responsables partent de l'intérêt de l'enfant, et non pas de leurs propres intérêts, et bâtissent une vie pour l'enfant, une vie appropriée propre à l'enfant.

La médiation familiale aide les parents à retrouver leur pouvoir, leur devoir de décision dans le domaine de l'autorité parentale qui relève de leur responsabilité première.

La Justice Familiale, la Justice des mineurs font œuvre utile en responsabilisant les parents qui deviennent « acteurs », en les mettant en capacité de décider par eux-mêmes, et en leur permettant de se réapproprier la solution de leur litige, qui aura beaucoup plus de chance de se pérenniser que si elle est décidée par un juge.

La médiation familiale permet aux parents de remplir pleinement leur rôle de parents responsables.

Elle permet de modifier la représentation des familles passant de « familles jugées défaillantes » à des « familles estimées compétentes ».

#### **3. La médiation familiale est un outil de pacification et d'apaisement du divorce et de la séparation des adultes non mariés**

L'apaisement et la pacification sont les maîtres mots de la réforme du divorce du 26 mai 2004, entrée en application le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

La médiation familiale constitue l'outil, le lieu privilégié pour comprendre et apaiser le conflit conjugal, instaurer une compréhension et une confiance mutuelles ; et dès lors trouver des solutions, tant sur le plan affectif que dans le domaine patrimonial, qui auront l'adhésion de chacun.

Force est de constater que, plus tôt la médiation familiale intervient dans le conflit de la séparation des adultes, mieux c'est.

Mais, les parents, englués dans les procédures, peuvent prendre conscience devant le juge des enfants des effets dévastateurs et gravissimes de leur conflit sur leurs enfants. Ils peuvent être sensibles à un discours de proposition d'une médiation familiale visant à enterrer la hache de guerre, les parents étant désireux d'améliorer

l'état de leurs enfants.

Ils peuvent avoir envie, à un moment donné, de faire la démarche de pacifier, d'apaiser.

#### **4. La médiation familiale et la reprise de dialogue entre les parents**

Le préalable pour qu'un enfant soit moins mal dans le cadre d'une séparation parentale conflictuelle est de tenter la reprise du dialogue entre les parents.

Il ne suffit pas que le juge aux affaires familiales, le juge des enfants, les avocats et les notaires disent aux parties de ne pas conflictualiser leur séparation, encore faut-il que les parties soient en état de le faire.

Et la médiation familiale est l'endroit permettant aux parties de renouer le dialogue.

Comme le dit Ghylaine COMBA, Médiatrice Familiale, Formatrice, le médiateur familial doit avoir pour objectif permanent « d'être en équilibre entre les deux parties, et d'être en alliance avec aucune des deux parties ». Elle dit aux parties au début du processus de médiation familiale :

Dans le travail que je vous propose, il est important que vous puissiez vous dire les choses, même si au début vous me les dites à moi, l'important est que l'autre écoute attentivement, ne coupe pas la parole, tente de croire ce que dit l'autre, et soit lui-même authentique et transparent, respecte l'autre dans ce qu'il est et ressent.

Elle poursuit « la seule chose qui m'obligerait à sortir de cette confidentialité, vis à vis de l'extérieur, serait une obligation citoyenne face à un danger avéré ».

La médiation familiale est un outil de parole, de dialogue irremplaçable pour le couple qui se sépare et pour le couple ancré dans le conflit au point de mettre ses enfants en danger.

Force est de constater qu'actuellement existent de plus en plus au sein des couples qui se séparent une incompréhension, une incommunicabilité, une absence de dialogue élémentaire. Il serait peut-être temps d'apprendre aux couples qui se séparent à dialoguer et à mieux se comprendre dans l'intérêt supérieur des enfants.

#### **5. La médiation familiale et l'aléa judiciaire**

La médiation familiale permet de lutter contre l'aléa judiciaire. Il est nécessaire que les justiciables aient pleinement conscience de la réalité de l'aléa dans le judiciaire.

En droit de la famille, tout est aléa.

Toute procédure devant le juge des enfants, devant le juge aux affaires familiales dépend de beaucoup de facteurs humains extérieurs au droit.

Le législateur légifère de manière vague, il met en avant des notions sans réel contenu, notamment par exemples celle de l'intérêt de l'enfant et du concept de danger, critère d'intervention du juge des enfants qui n'est pas défini par la loi.

Force est de constater que le législateur délègue en partie son pouvoir législatif au pouvoir judiciaire, la part d'appréciation du magistrat étant très grande. Ne parlons pas de l'aléa de l'avocat, du notaire et du travailleur social ? Tout est aléa, et la médiation familiale permet à l'évidence de faire face à cet aléa.

La médiation familiale consiste à redonner aux justiciables le pouvoir de décider par eux mêmes. Le Pouvoir du juge, à présent, n'est plus dans la prise de décision à la place des personnes, mais le Pouvoir du juge est de redonner le Pouvoir aux personnes de décider par et pour elles mêmes, le Pouvoir du juge consiste à inciter les personnes, par tous les moyens, à décider par et pour elles mêmes.

## **6. La médiation familiale et les violences conjugales :**

Il est démontré empiriquement et par une étude publiée récemment au QUÉBEC : « *Violences conjugales et Médiation* » que la médiation familiale, pour nombre de dossiers du juge aux affaires familiales et du juge des enfants permet de dépister la violence conjugale, de parler de cette violence –sous certaines conditions il est vrai– et de prévenir cette violence pour l'avenir.

Pour certains types de violences, notamment ponctuelles et non pathologiques, la médiation familiale peut être très utile dans le cadre de violence post séparation et notamment pour protéger l'enfant.

Prenons l'exemple d'une plainte pour violence après divorce :

Madame dépose plainte à l'encontre de son ex mari et père de leurs deux enfants communs. Il y a eu une altercation verbale qui a dérapé jusqu'aux coups lors du passage des enfants d'un milieu parental à l'autre. L'affaire a été signalée au juge des enfants.

À la demande de savoir pour quelles raisons, une plainte a été déposée à l'encontre de son ex mari, Madame répond en disant que c'est pour que la violence ne se reproduise plus et qu'elle arrive à s'entendre avec le père pour les enfants.

Le travail de Médiation va se faire à partir de faits concrets de violences.

Dans ce cas d'espèce, les parties vont trouver un accord portant sur l'élargissement du temps de résidence du père. Ce dernier a pu exprimer sa souffrance de ne voir ses enfants que trop peu. L'accord prévoit un engagement de celui ci à ce que durant ce temps là, les enfants puissent être en contact téléphonique avec leur mère qui a fait état de sa difficulté à rester sans eux.

Comme le dit Catherine GASSEAU, médiatrice familiale, formatrice, directrice de Résonances, l'intérêt de la médiation familiale en cas de violences conjugales réside dans ce que les parents parlent, se parlent dans un double objectif :

- D'une part, pour que la victime puisse retrouver sa dignité, retrouver une parole, qu'elle puisse ne pas simplement parler des faits, les faits étant posés,

- D'autre part pour que la victime exprime comment elle a vécu ces faits, ce qu'elle a ressenti, ce que ça a été pour elle, et qu'elle puisse le parler devant l'auteur des faits et en présence d'un tiers impartial et neutre.

En cela, la médiation familiale peut être un excellent lieu de traitement, de prévention, de parole des violences conjugales.

**« Mettre des mots sur les maux »  
selon la formule de Jocelyne DAHAN, médiatrice familiale, formatrice.**

La médiation familiale permet de mettre en mots ce qui autrement ne peut s'exprimer que par la violence.

### **7. La médiation familiale et la protection de l'enfant**

Mais, l'objectif principal de la médiation familiale, c'est de protéger l'enfant, de s'intéresser à l'enfant, de privilégier l'enfant

La question se pose, pour le juge des enfants comme pour le juge aux affaires familiales et l'avocat, de savoir comment tenter de régler de telles situations conflictuelles qui mettent l'enfant en danger. L'intérêt de l'enfant, la protection de l'enfant doivent être la base de départ qui doit guider en permanence les acteurs judiciaires.

Mais il est vrai que les notions d'intérêt de l'enfant, de protection de l'enfant sont abstraites, très aléatoires. Elles restent très souvent des formules obscures, vagues, des notions vides, des positions de principe.

### **B -LA MEDIATION FAMILIALE AU SERVICE DE L'ENFANT**

Face aux limites du judiciaire, la médiation familiale peut venir au secours, en protection de l'enfant.

Et il est vrai qu'à la lecture des débats au Parlement, tant pour la réforme sur l'autorité parentale que pour la réforme du divorce, pour donner un sens, une réelle portée à la notion d'intérêt de l'enfant, le législateur a été un précurseur et a voulu venir au service de l'enfant en consacrant par les textes la médiation familiale. La médiation familiale vient au service, au secours de l'enfant. La médiation familiale permet de cerner l'intérêt de l'enfant, de protéger l'enfant et de le sortir du rôle d'enjeu et du rôle d'arbitre.

Un des postulats de base de la médiation familiale est que l'équilibre de tout enfant nécessite des relations proches avec ses deux parents et qu'un enfant a besoin de ses deux parents pour grandir et se structurer dans de bonnes conditions, c'est la coparentalité.

Dans le cas de l'enfant enjeu, la médiation familiale permet d'éviter l'enfant otage, car elle restaure le dialogue entre les parties.

La médiation familiale permet d'éviter l'installation d'un syndrome d'aliénation parentale (SAP) qui une fois ancré est très difficile, voire impossible à faire disparaître, alors que les spécialistes de l'enfance ont démontré que la dimension du SAP est très destructrice pour l'équilibre de l'enfant et de l'adulte en devenir.



Dans le cas de l'enfant victime arbitre, la médiation familiale permet à l'enfant de trouver sa place d'enfant, dans le procès, sans en être l'arbitre.

Comme le dit Jean Jacques ROUSSEAU : « Il faut traiter l'enfant en enfant ». Même au XXIème siècle, il faut continuer de traiter l'enfant en enfant.

Le magistrat, confronté au quotidien du Droit de la Famille, aux Droits de l'enfant, à la déresponsabilisation des parents, à l'enfant devenu décideur doit se rappeler en permanence qu'il faut traiter l'enfant en enfant.

Force est de constater que la médiation familiale est un outil privilégié permettant la responsabilisation des parents et la mise en place de la coparentalité. La médiation familiale permet de laisser sa place d'enfant à l'enfant, et de faire travailler les adultes pour qu'ils soient capables de prendre en charge leurs enfants, même en étant séparés.

En règle générale, dans le respect de la loi et des principes fondamentaux, notamment en matière des besoins de l'enfant, l'idée force de la médiation familiale est qu'il n'existe pas de solution prédéfinie pour l'enfant et que chaque famille peut trouver celle qui est la plus adaptée pour elle. Afin d'accompagner les parents, c'est le concept du sur mesure qui l'emporte sur le prêt-à-porter. Si le médiateur familial ne propose pas de solution et à plus forte raison n'impose pas de solution, il participe toutefois à élargir le champ des possibilités, à favoriser l'émergence d'idées à partir desquelles les parents - médiés pourront faire un choix en fonction de leurs intérêts communs et de ceux des enfants. Mais il est certain que le médiateur ne suggère les solutions possibles (jamais une seule) qu'avec parcimonie, dans des moments de blocage important qui peuvent remettre en question la continuation de la médiation familiale.

La question peut aussi se poser de savoir s'il faut faire participer l'enfant à la médiation familiale et si oui de quelle façon ?

La médiation familiale est d'abord un lieu de parentalisation. La médiation familiale part des adultes responsables de leur enfant. Ils en sont les acteurs principaux. Elle vise à protéger l'enfant du conflit conjugal, notamment en le laissant à sa place d'enfant.

Aussi, lorsqu'il est invité en médiation (ce sont le plus souvent les adolescents), l'objectif n'est plus de le mettre au sein du conflit, mais de prendre en compte ce qu'il a à exprimer comme un élément de plus pour l'avancée de ses parents et/ou qu'il voit et entende le résultat de leur travail en médiation.

Certains services de médiation familiale organisent des groupes de paroles pour les enfants auxquels ceux ci peuvent participer parallèlement à la venue de leurs parents en médiation.



## **C - LES RESULTATS DE LA MEDIATION FAMILIALE**

### **Dans le cadre de la protection de l'Enfance**

Selon Marie Madeleine BOUSSAROQUE Vice Président, dans le cadre de la protection de l'enfance, avec la médiation familiale, plus de la moitié des dossiers pour lesquels elle a ordonné des mesures de médiation familiale ont évolué favorablement.

En effet, quand les parents ont accepté une mesure de médiation familiale :

- Ils se respectent
- Ils s'apprécient
- Ils discutent ensemble
- Ils évoluent, même si cela ne change pas la situation relativement aux droits de chacun.

De plus, Marie Madeleine BOUSSAROQUE a constaté que lorsqu'un enfant est placé, la médiation familiale peut éviter, peut permettre d'éviter une attitude abandonnique. Et puis, elle constate qu'avec la médiation familiale, le juge des enfants peut préparer l'avenir des familles et des mineurs.

Force est de constater que la médiation familiale devrait plaire au juge des enfants, car il y a dans cet outil l'idée de l'avenir, or l'objectif principal du juge des enfants est de préparer l'avenir des enfants, des Familles.

### **Dans le cadre de la Juridiction Familiale**

La pratique mise en œuvre par exemple au TGI de Tarascon, en partenariat étroit avec tous les acteurs judiciaires, JAFS, avocats, Médiateurs Familiaux essentiellement de l'Association Résonances, les notaires et les Greffiers, a donné des résultats très significatifs :

- Pacification globale du contentieux des affaires familiales et simplification des procédures,
- Baisse spectaculaire des divorces pour faute (actuellement à peine 1 % des procédures de divorce, la faute étant discutée en médiation familiale),
- Protection des enfants trop souvent victimes de divorces conflictuels, par le rétablissement d'un dialogue parental, avec un corollaire un faible nombre de demandes d'audition d'enfants, en effet pourquoi demander l'audition des enfants à partir du moment où les parents sont capables de se parler avec les enfants,
- Rapidité de traitement des procédures familiales en raison de la simplification des contentieux (délai de convocation devant le JAF entre 2 et 4 semaines et délai moyen de traitement du contentieux familial de 4,7 semaines en 2005) -  
adynamie des procédures d'appel,
- Réduction très sensible du nombre des procédures après séparation et après divorce.

A l'évidence, la médiation familiale, qui est un autre mode de penser les êtres et leurs relations, a apaisé non seulement la tenue des audiences JAF, mais aussi et surtout les procédures judiciaires familiales, les enfants en étant les grands gagnants.

## **D - L'IMPORTANCE de la QUALIFICATION DU MEDiateur FAMILIAL**

Il est certain que pour être convaincu de l'apport non négligeable de la médiation familiale, encore faut-il travailler avec des médiateurs familiaux compétents et qualifiés.

Pour que les justiciables adhèrent à la médiation familiale, il est nécessaire qu'elle soit mise en œuvre par des professionnels qui disposent du diplôme d'Etat de médiateur familial.

Il est essentiel de rappeler qu'un conflit familial est spécifique en ce qu'il concerne à 90 % des ruptures de couple.

Un enfant en danger, un couple parental en conflit, de telles situations ne sauraient s'apparenter aux autres types de contentieux. La dimension humaine est primordiale. On ne saurait traiter de la même manière un dommage ouvrage, un licenciement, et la séparation d'un couple en conflit, dont l'enfant est trop souvent l'enjeu.

Comme le dit Lisa PARKINSON, Médiatrice Familiale accréditée du Royaume-Uni :

« Les personnes qui viennent en médiation sont très vulnérables. Nous avons tous et toutes une grande responsabilité de leur offrir le meilleur service possible, et au moins de ne pas leur faire du mal ».

L'enfant est au centre de la médiation et le médiateur doit être formé à la psychologie de l'enfant.

La spécificité de la médiation familiale tient essentiellement au fait qu'elle a pour objectif principal l'enfant, l'intérêt de l'enfant, l'intérêt supérieur de l'enfant, les autres questions traitées sont dépendantes de l'enfant.

L'enfant est l'élément central de la médiation familiale. Il faut faire face aux dégâts actuels des séparations sur les enfants. La justice familiale doit se concentrer sur l'enfant. Si la médiation familiale donne des résultats dans certaines juridictions, c'est essentiellement dû à la compétence et à la personnalité des médiateurs familiaux. La formation des médiateurs familiaux est réellement un plus pour arriver à une osmose avec tous les acteurs judiciaires, dans le seul intérêt des familles, mais surtout dans l'intérêt des enfants.

Les médiateurs familiaux doivent être outillés et avoir une compétence pour adapter leur intervention. Les médiateurs familiaux, connaissant les limites de la médiation familiale, doivent ne pas hésiter à orienter des dossiers en conséquence. Ils doivent être en état de vérifier si la médiation familiale est le processus qui convient à chaque situation qui leur est soumise.

De son côté, tout en respectant la confidentialité du travail du médiateur familial, le juge des enfants et le juge des affaires familiales, mais aussi l'avocat voire le notaire, doivent travailler en confiance avec le médiateur familial, qui est le mieux placé pour savoir si la situation qui lui est proposée peut amener à un processus de médiation familiale, sachant que la médiation familiale doit demeurer un processus volontaire et que l'application de ce principe n'est pas évidente dans certains contextes où tout est souvent dissimulé, masqué et parfois impénétrable.

Il est nécessaire qu'aucun acteur judiciaire, et le médiateur familial en fait désormais partie, ne soit sectaire l'un vis à vis de l'autre.

Et travailler avec le judiciaire nécessite une bonne connaissance des règles et du fonctionnement du judiciaire.

Le professionnalisme des médiateurs familiaux est une obligation. Mettre en place un partenariat étroit entre tous les acteurs judiciaires est aussi une nécessité.

### **CONCLUSION :**

La médiation familiale permet d'introduire un autre regard sur la protection de l'enfance.

La justice familiale, la Justice des mineurs doivent évoluer, ne peuvent qu'évoluer.

Les acteurs judiciaires doivent impérativement travailler en utilisant d'autres outils. Ils doivent évoluer ils ne peuvent qu'évoluer dans leurs pratiques et dans leur mode de fonctionnement, dans l'intérêt des justiciables, mais surtout dans l'intérêt supérieur des enfants.

Face à chaque situation soumise au juge des enfants et au juge aux affaires familiales, il convient de faire du « sur mesure » et non pas du « prêt-à-porter ». Chaque situation est différente. Il n'y a pas de recette toute faite. Et la médiation familiale ne saurait être appliquée à toutes les situations. Mais, il est opportun d'y penser pour nombre d'entre elles.

Essayer la médiation familiale, c'est l'adopter. Mais il est important de ne pas l'essayer à n'importe quelle condition. L'application de la médiation familiale dans une juridiction ne se « décrète » pas, elle se travaille avec les acteurs judiciaires et les partenaires.

Pour ce faire, sauf cas pathologiques avérés, dans l'immense majorité des situations où l'enfant se trouve en danger, le juge devrait tenter en priorité la médiation familiale, de manière à ce que le médiateur familial, au vu de l'accueil des parties, voie avec elles, si la situation peut amener à un processus de médiation familiale. C'est sur le talent du médiateur familial que repose la pertinence du processus. Et pour que la médiation familiale fonctionne, il est primordial que les conseils des parties travaillent de concert dans la recherche de solutions apaisées et durables.

Il est nécessaire que les juges des enfants, les juges aux affaires familiales et les avocats fassent confiance au médiateur familial, pour vérifier que la médiation familiale est adaptée à chaque situation.

Il faut aider au changement des mentalités et réfléchir à une approche des séparations, et des après séparations, moins guerrières, même si les parties sont en souffrance.

Certes la médiation familiale n'est pas la panacée, la réponse à toutes les situations, mais elle mérite d'être reconnue et mieux connue du monde judiciaire, mais aussi des travailleurs sociaux et des associations de soutien à l'enfance. Elle donne la possibilité aux citoyens, quelles que soient leurs difficultés, d'être acteurs de leur propre vie. Elle est le ferment, le germe, la source d'une culture de paix familiale et sociale, et l'enfant en est le grand gagnant.

oOo

# Médiation familiale et protection de l'enfance

*Claudine Thomère*

*Didier David*

*Médiateurs familiaux<sup>1</sup>*

**S**elon Karl Saulz : « il n'y a pas d'évolutions sans transformations ».

Confrontée aux attentes massives de la protection de l'enfance au regard de la prévention, la médiation familiale serait-elle dans l'obligation d'une transformation ? Un petit historique s'impose.

C'est dans les années 1994, au mépris d'une certaine orthodoxie, que la protection de l'enfance se saisit du concept de médiation familiale. Dans le paysage global de la médiation familiale, ce type d'interventions reste modeste puisque les dernières statistiques de la CAF (2006) montrent que seulement 1,4 % des entretiens d'information concernent directement la protection de l'enfance. Faut-il donc être fou pour proposer une médiation familiale en lieu et place d'une réponse psychosociale habituelle ? Quelles sont les raisons qui peuvent amener la protection de l'enfance à enrichir sa palette classique d'interventions d'une telle proposition ? Aujourd'hui après quinze ans de cheminement en médiation familiale la réforme de la protection de l'enfance de 2007 introduit la prévention et de ce fait préconise la médiation familiale dans le dispositif de prévention.

Mais qui sont ces familles suivies en protection de l'enfance ? Quels sont les profils des familles sollicitant la médiation familiale ?

Les statistiques de la CAF sur la médiation familiale montrent que les employés sont surreprésentés dans les demandes d'entretiens (52 % contre 29 % dans la population française). Ils sont suivis des ouvriers (18 %), des professions intermédiaires (12,4 %), des cadres (10,8), des commerçants et artisans (5,6 %) et des agriculteurs (1,3 %). Les demandeurs de médiation sont en outre plus diplômés que la majorité de la population française, ils sont 24 % à posséder un BAC (contre 16 % dans la population globale), 23 % un BAC + 2 et 9 % un diplôme du supérieur. Seuls 10 % des médiés n'ont aucun diplôme. Ces quelques chiffres montrent à la fois une démocratisation sociale de la médiation permise par le service public des CAF (la CAF regroupe à elle seule 65 % des propositions de médiation) mais aussi le maintien d'une inégalité sociale face au modèle du bon divorce négocié. Force est de constater que ce sont les plus diplômés qui ont recours à une médiation.

Selon l'étude de Catherine Sellenet, psychosociologue (cf son étude sur les enfants placés, dans le livre *Avoir mal et faire mal*<sup>1</sup>), la population de la protection de

---

<sup>1</sup> SELLENET Catherine, DAVID Didier, THOMÈRE Claudine, *la médiation familiale, la régulation des litiges familiaux* ; Édition Belin, Collection Naître Grandir Devenir, septembre 2007

l'enfance diffère en tous points de ce profil. Les personnes que l'on y rencontre sont souvent marquées par la précarité sociale, l'isolement, de faibles niveaux de certification. Ainsi, par exemple, pour les parents de la Sauvegarde 44, nous savons que 25 % des pères sont ouvriers et 7 % employés. Pour tous les autres pères, le chômage est l'horizon. L'univers des mères est encore plus précaire : 13 % sont employées, 6 % ouvrières, toutes les autres sont inactives ou au chômage. Ces couples ont des histoires de vie marquées par la désunion, à un niveau bien supérieur à la moyenne nationale. En ce sens, c'est une population possible pour la médiation familiale, dans la mesure où les séparations sont souvent non élaborées. Les couples sont séparés dans 78 % des cas, une séparation qui s'accompagne d'une recomposition familiale pour 20 % des pères et 30 % des mères. Enfin, de nombreux enfants sont concernés par ces séparations puisqu'une des caractéristiques de ces couples est l'existence de grandes familles : 49 % des ces familles ont de trois à cinq enfants ; 19 % plus de six enfants.

À ces couples en grandes difficultés mais qui n'en demeurent pas moins des parents, il est d'usage de proposer des interventions classiques : des mesures éducatives en milieu ouvert, un placement des enfants en internat ou famille d'accueil, récemment en AED (2007) (Action éducative à domicile), AEF (2003 prestation de placement à domicile)... mais toujours aussi peu de choses autour de la dimension conjugale et de la coparentalité comme on le ferait pour des « familles ordinaires ». L'intervention psychosociale l'emporte avec parfois l'idée que ces familles ne sont pas « équipées » pour entrer dans la dimension langage nécessaire à la médiation familiale. Trop pauvres, trop carencées, elles n'auraient ni l'appétence pour le verbe, ni les moyens de mettre en mots les émotions, ni le contrôle nécessaire pour supporter le face à face de la négociation. C'est contre ces présupposés que lutte l'introduction d'une médiation en protection de l'enfance.

Un exemple illustrera cette position, celui de Monsieur et Madame S. La connaissance de cette famille débute par une enquête sociale enclenchée à la suite d'un signalement sur la ligne SOS. Madame S est décrite comme fragile psychologiquement et n'acceptant aucun suivi spécialisé régulier. Les relations du couple sont très conflictuelles, assorties de violences et d'une grande précarité matérielle. C'est un couple vulnérable, immature et démuné, parents de deux enfants. Le premier type d'intervention proposé est classique, il s'agit d'une mesure d'action éducative en milieu ouvert, reconduite par le juge des enfants pendant sept années pendant lesquelles sont nés deux autres enfants. Malgré les interventions des travailleurs sociaux, ce couple atypique, alternant les séparations et les réconciliations, n'a pu dépasser ses difficultés. Mais la conjugalité a-t-elle réellement été travaillée ? Au moment du placement de deux enfants réalisé en 2007, le couple était de nouveau séparé et s'était partagé les enfants : les deux aînés vivaient chez leur père, les deux plus jeunes chez leur mère sans aucune relation les uns avec les autres. Le père, s'installe avec une autre personne, elle-même sous curatelle et en

---

<sup>1</sup> SELLENET Catherine, Association départementale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (Loire Atlantique), *Avoir mal et faire mal, Approche des violences en famille et en institution*. Éditions Hommes et perspectives, collection Pharos, 2001

grandes difficultés financières. Il tient des propos très disqualifiants à l'égard de la mère, maintenant remariée et enceinte d'un cinquième enfant. Il la juge responsable de la situation actuelle et manipule ses deux enfants en leur donnant l'injonction de dénoncer leur mère pour maltraitance. Dans cette histoire, le conflit d'ordre conjugal prend toute la place et chacun s'évertue à montrer les incompétences de l'autre, racontées et écrites parfois de manière grossière et crue. Toute la fratrie est otage de ce système, les enfants deviennent les messagers du père pour dénoncer l'éducation de la mère, mais en entretiens individuels ils expriment aussi une vive souffrance de ne plus la rencontrer et d'être séparés de leur petit frère et petite sœur, eux-mêmes confisqués par la mère.

À travers ce récit, les manques inscrits dans une intervention psychosociale classique apparaissent. Les univers du père et de la mère sont appréhendés séparément ce qui aggrave le clivage entre les deux parents. La conjugalité de ce couple n'est pas abordée alors que toute leur histoire est faite de ruptures d'intimité et de retrouvailles chaotiques. L'intervention est restée centrée sur la dimension éducative et sur une mise à l'abri des deux aînés, mais ni la séparation, ni le fonctionnement parental n'ont été véritablement travaillés avec les deux partenaires en face à face. La recomposition familiale qui s'élabore des deux côtés n'est de même pas prise en compte alors qu'elle exacerbe le conflit existant. La séparation s'est faite sur du non-dit ou sur des propos violents, abrasant les années communes, la naissance de quatre enfants et les épisodes heureux. Dans ce contexte, la proposition d'une médiation familiale paraît pouvoir déjouer les mécanismes de sabotage élaborés de part et d'autre, mécanismes dont les enfants sont les otages obligés de choisir leur camp. La médiation familiale va proposer un espace de lecture de leur histoire, en tentant de favoriser un apaisement des relations pour chacun et une élaboration des rôles parentaux. Ni le dispositif judiciaire, ni les autres modalités de prise en charge éducative n'ont pu permettre cette approche. À la médiation familiale de la tenter sans préjuger du succès ou non de la démarche. Cette médiation se fait dans un contexte de forte contrainte institutionnelle qui n'échappe pas aux médiateurs. Ils ont la lourde charge d'être à la fois dedans et dehors : dans l'institution comme éducateur pour la protection de l'enfance ; en dehors pour accomplir leur mission de médiateur. Dehors, dedans, ou plutôt dans un « entre-deux » qui reste à chaque fois à définir.

### **L'entre-deux de la médiation, un lieu singulier**

La médiation familiale rejoint, selon nous, d'autres espaces créés en rupture des modes traditionnels d'interventions. Nous pensons aux lieux-passerelles, Maison verte, points de rencontre, mis en place à l'initiative de professionnels soucieux de renouveler leurs pratiques. Ces lieux d'accueil cultivent souvent un certain degré d'autonomie vis-à-vis de l'institution. Cette autonomie relative s'exprimant par exemple par le mode d'implantation. Le service de médiation situé hors des murs de l'institution, est du point de vue des usagers signalé comme un point fort de l'accueil, évitant toute stigmatisation.

Les lieux d'accueil précités ont souvent eu pour objectifs de dénouer des conflits, d'aider à décoder les comportements de l'enfant, de donner sens aux cris. « Ils sont des lieux de révélation de besoins non pris en charge ailleurs, de réponse aux



besoins des parents » (Bernard Eme, 1990). La médiation familiale répond elle aussi à de nouveaux besoins de nos contemporains et intègre les mêmes principes que ces lieux, à savoir : l'anonymat, l'impartialité, la confidentialité, l'instauration d'une logique de confiance. En analysant les similitudes et les différences entre ces différents lieux, Bernard Eme note que quatre lignes de force se dégagent selon les lieux. Pour les uns, il s'agit de soutenir le lien familial dans un espace convivial de rencontre ; pour les autres il s'agit de rompre l'isolement et de s'attacher au maintien du lien social ; pour les troisièmes, l'objectif premier est d'instaurer un lieu de réflexion sur les rôles parentaux ; enfin l'idée de prévention guide les derniers avec le souci de déceler précocement des pathologies dans la relation parent-enfant. La médiation familiale emprunte à toutes ces finalités en tentant : de protéger les liens familiaux de la discorde ; en soutenant une réflexion sur les rôles parentaux et permettre une réflexion sur la protection de l'enfant soumis au désamour des parents voire à leur lutte en son nom.

### **La double casquette de médiateur-travailleur social**

La médiation familiale repose sur le principe de liberté et sur une certaine logique de responsabilisation autonome déliée de tout contrat ou procédure. À l'inverse, les parents suivis par la protection de l'enfance sont tenus de participer bon gré, mal gré, à la mesure qui les touche. Nous voyons dès lors comment les médiateurs travaillant dans le contexte de la protection de l'enfance peuvent être tiraillés entre ces logiques différentes, qui pour une part s'imposent à eux. La question décisive est celle-ci : comment dans l'espace d'une même institution gérer la double position de travailleur social et de médiateur ? C'est sans doute en repartant des motivations de ces professionnels que nous avons l'ébauche d'une réponse. L'insatisfaction face aux pratiques usuelles est souvent notée comme le facteur déclenchant l'orientation en médiation familiale. Ainsi cette assistante sociale qui note « je suis assistante sociale et conseillère conjugale dans un premier temps, mais j'ai découvert que de nombreux enfants ne voyaient plus leur parent. J'ai participé comme accueillante à un point rencontre puis je me suis orientée vers la fonction de médiateur familial », ou cet autre : « je suis éducateur, formé à l'analyse systémique. Ma motivation est née après ma participation à un point rencontre, j'ai eu envie d'accompagner les parents sans être coincé et limité pour aborder leur conjugalité »... Nombreux sont ceux qui signalent une expérience dans un lieu rencontre, une expérience qui s'avère déterminante dans le regard porté sur les parents mais aussi dans l'approche d'un nouveau positionnement professionnel. Les termes de « liberté, d'autonomie des personnes, de reconnaissance de leurs compétences, d'évolution personnelle, de lassitude vis-à-vis de l'existant » émaillent tous les entretiens. L'envie de donner un second souffle à une carrière déjà longue, de changement des pratiques s'exprime fortement. Bon nombre des médiateurs intervenaient en tant que travailleurs sociaux exclusivement auprès de l'enfant, avant de prendre en compte la dimension familiale. À un moment de leur parcours, ils ont craint les phénomènes de substitution, ont constaté les effets pervers des disparitions progressives des parents, et ont réagi en s'orientant vers des formations de thérapeute familial, conseiller conjugal, puis de médiateur. Le bénévolat a souvent été la porte d'entrée dans l'exercice de la profession avant une institutionnalisation réelle. Les premiers médiateurs ont été des pionniers, voulant exercer différemment l'art de l'intervention. Ils ont selon nous travaillé sur les limites de leurs pratiques professionnelles initiales puisque nous trouvons des médiateurs issus du champ social, éducatif, psychologique, juridique. Nul doute que le parcours premier colore le type de médiation proposée. Mais tous



se veulent en position d'intermédiaire, « un Hermès. Intermédiaire neutre, nommant la réalité, il est celui qui sert de lien entre des personnes qui éprouvent des difficultés à communiquer » (Bernard Eme). Ces professionnels ont donc souvent, au sein de l'institution, une double fonction, celle d'éducateur, celle de médiateur. S'ils peuvent en jouer, ce n'est possible que dans le respect d'une règle élémentaire : la différenciation des cadres et des postures. Là où le professionnel est éducateur dans une situation, il ne pourra être médiateur ni en amont, ni en aval auprès de cette famille, et vice versa.

Le respect des principes : de la démarche libre et volontaire des médiés, de l'autonomie du cadre technique du professionnel dans l'institution et auprès des professionnels du social, de l'implication financière de chaque parent, de l'obligation à la discrétion professionnelle des entretiens, nous paraissent être les préalables incontournables à une pratique de médiation familiale en protection de l'enfance. Il y a dans un premier temps nécessité de négocier au préalable ces modalités avec le juge pour enfants et les équipes pluridisciplinaires pour garantir le cadre éthique et l'efficacité d'une telle démarche.

### **Une innovation souvent encombrante ?**

Exercer la profession de médiateur au sein d'une institution de protection de l'enfance n'est pas de tout repos. La question de la légitimité d'une telle posture, de sa validation par l'institution, de son articulation aux autres modes d'intervention est un processus long, parsemé souvent d'embûches, d'hésitations et de rivalités internes. Ceci ne doit pas nous surprendre si nous reprenons les travaux de Dominique Fablet sur les innovations en suppléance familiale (2005). L'auteur note : « Innover revient à faire autrement, à expérimenter d'autres schémas d'action que ceux habituellement en usage, à combiner différemment un ensemble de moyens afin d'aboutir à la proposition d'autres formes de réponse se distinguant de celles normalement admises à un moment donné. Aussi, innover apparaîtra-t-il toujours comme une forme de déviance puisque, la plupart du temps, du moins dans le champ de l'éducation, ce sont des professionnels lassés des pratiques routinières et conformistes qui se lancent dans l'aventure de l'innovation ». La patience est la règle pour ceux qui s'engagent dans la mise en œuvre d'un projet. Norbert Alter, spécialiste de l'innovation ordinaire (2000) montre qu'il en est ainsi pour toute innovation fut-elle institutionnelle. Le temps long de la maturation est nécessaire pour qu'adviennent de nouvelles pratiques. Il nous faudra pas moins de cinq étapes pour penser médiation familiale et protection de l'enfance : celle de la problématisation (penser la médiation mais aussi penser la protection de l'enfance dans son contexte de prévention...) ; celle de l'intéressement des autres au dispositif mis en œuvre ; le temps des alliances en intra et en externe (partenariat autour de la réflexion avec les politiques, des décideurs...) ; la désignation de porte-parole (cet article en est aussi une image). Dans la dernière phase, « la controverse matérialise la dissidence des acteurs », cette dissidence pouvant être là aussi en intra mais aussi dans le corps global des médiateurs qui, nous l'avons vu, ne partagent pas toujours les mêmes idées. Le mouvement est donc lent, il peut à tout moment s'essouffler car l'action suppose la constance de l'effort, une crise du sujet innovant, la lassitude, des doutes et parfois un certain isolement vis-à-vis de ceux qui ne participent pas à l'aventure. Comme le note Norbert Alter, « vivre dans la distance créée par l'innovation transforme également le rapport aux collègues proches. Chacun devient plus étranger à l'autre. » Les expériences de travail ne sont plus partagées, les

préoccupations ne sont pas tout à fait les mêmes, d'où un sentiment parfois d'étrangeté. Le livre que nous avons écrit dernièrement a aussi pour mission d'affiner la perception de la médiation familiale aux différents acteurs du psycho-social et d'introduire la transversalité des savoirs.

### **La médiation familiale institutionnelle a-t-elle un avenir ?**

Au-delà de cet ancrage local, nous ne méconnaissons pas les résistances que peut générer l'idée d'une médiation familiale inscrite au cœur de la protection de l'enfance. Le Juge Rosenczveig s'en était fait le porte-parole en 1990, dans une conférence intitulée « *le Juge, l'Avocat et la Médiation* ». Le Juge Rosenczveig note dès le début de son intervention que la médiation « remet doublement en cause ce dernier ». En effet, selon Rosenczveig,

Le juge des enfants est depuis des décennies vécu comme le premier et principal défenseur des enfants ? Ne lui revient-il pas de veiller à l'intérêt de l'enfant ? -La deuxième remise en cause infligée au juge des enfants tient à l'interpeller sur le terrain de ce qui fait l'essence (apparente) de sa fonction : le rétablissement du dialogue entre les parties, comme s'il ne répondait pas à cette attente.

Pour Rosenczveig, la médiation vient donc contester les juges sur ce qui « fait l'essence de leur justification sociale. À coup sûr c'est leur production qui est mise en cause, mais encore la représentation que l'on se fait de leur rôle et aussi, plus profondément, un projet pour l'action sociale et la justice qui transparaît. ». Le Juge Rosenczveig non seulement conteste l'utilité d'inventer de nouvelles interventions mais revendique pour le juge un véritable rôle de médiateur et ce en trois domaines :

- Au sein de la famille - que l'enfant soit en danger ou qualifié de délinquant - le juge (et ses collaborateurs) a pour souci de rétablir une parole, un échange, un respect réciproque de l'autre. C'est cette fonction qui généralement retient l'attention.
- Le juge des enfants joue un rôle de médiateur entre la société et la famille défavorisée dont il a à connaître sachant que celle-ci prend souvent l'initiative de le saisir. Ainsi quand le juge interpelle le Préfet sur les conditions de vie faite à une famille (logement ; revenus), il s'efforce de rétablir un lien et des droits. Plus largement quand il prononce une décision de non-lieu (intervenir quoique la famille ne fonctionne pas comme toutes les familles), il vient affirmer le droit à être différent sans pour autant être rejeté par la société et qualifié de cas social ou judiciaire. Ce rôle est souvent négligé ; il est pourtant essentiel dans une démocratie comme la nôtre.
- Enfin, dans ces dernières années, le Tribunal pour enfants en développant des démarches originales de conciliation et d'indemnisation des victimes tend à jouer un rôle de médiateur entre les jeunes et la société qu'ils ont agressé par leur comportement.
- Cette triple démarche de médiation me semble caractériser le Tribunal pour enfants. Certes il s'agit d'un médiateur particulier : non seulement il dispose du pouvoir de décider, mais en outre il a les moyens de punir l'une ou l'autre des parties : il peut sanctionner l'enfant (en prononçant des peines ou en recourant au "placement") et ses parents (par le placement ou le fait d'ordonner une action éducative).

Nous ne pouvons suivre l'argumentation proposée par Rosenczveig car « la médiation est un processus de négociation, facilité par un tiers n'exerçant pas de

pouvoir de décision, ayant pour finalité de permettre aux parties concernées de réaliser un projet, de résoudre une situation conflictuelle ou de rétablir/établir une relation » (A. Stimec<sup>1</sup>, 2004). Le juge des enfants détient un pouvoir coercitif qui ne répond pas aux exigences de la définition de la médiation. Il y a selon nous confusion entre deux termes : la conciliation et la médiation. Les médiateurs ne font donc pas de l'ombre au juge des enfants, ils ne sont tout simplement pas dans le même registre, dans la mesure où ils ne peuvent imposer la décision qui leur semble la meilleure. L'abus de l'usage du terme médiation conduit à des incohérences évidentes et à des conflits entre les statuts et les métiers, qui pourraient être évités si chacun respectait la richesse sémantique des termes mis à notre disposition. Si la médiation et la conciliation peuvent avoir des rapports de cousinage, ils ne sont pas pour autant jumeaux. Dès lors la conclusion de la conférence du Juge Rosenczveig est pessimiste pour l'avenir de la médiation :

Ces remarques m'amènent à douter qu'il y ait une place dans la protection de l'enfance stricto sensu pour une médiation institutionnalisée, au moins dès lors que la situation de l'enfant revêtira une telle acuité qu'un juge pour enfants en sera en charge. En revanche en amont, la médiation familiale peut trouver une place dans l'ensemble du dispositif de protection médico-social offert aux familles. Une chose m'apparaît certaine : la médiation familiale institutionnalisée rencontrera dans le champ de la protection de l'enfance des difficultés spécifiques dont il serait irresponsable de faire l'économie de l'abord.

Ces propos datent de dix sept ans, et les articulations entre justice et médiation familiale nous semblent aujourd'hui mieux posées.

Nous ne sommes pas en désaccord avec le fait de situer la médiation familiale en amont des dispositifs de protection, là où elle a toute son utilité, mais nous pensons qu'elle peut aussi faire partie du panel des propositions en protection de l'enfance, à la condition de respecter sa posture et notamment la règle du volontariat et de la confidentialité. Elle est une mesure proposée aux familles, à charge pour elles d'en accepter les règles. La médiation familiale ne vient pas en concurrence ni en substitution des autres interventions possibles, elle est une intervention dans un contexte précis et décidée par les personnes. Si le travail social prend trop souvent appui sur les manques, les défaillances des parents en oubliant parfois leurs compétences, le regard du médiateur est tout autre : sans dossier ni information, sinon la parole des usagers eux-mêmes, il privilégie leur place de conjoints et aussi de parents en soutenant et/ou accompagnant leurs questions, leurs comportements, les éveillant aux doutes et en suscitant leurs propres solutions. Sans être naïf, il peut montrer « l'étoile du nord » mais laisse la liberté aux usagers de s'en saisir ou pas... ne les stigmatise pas.

C'est ainsi que peuvent se dessiner les préalables nécessaires à cette pratique : il est indispensable en effet, que les institutions (éducatives, judiciaires et administratives) identifient le cadre déontologique et éthique du médiateur familial, qu'elles en acceptent les règles incontournables de confidentialité et l'indépendance technique de cette posture. L'institution devra s'engager et être signataire auprès des organismes de référence, de la pratique nationale d'état, de médiation familiale (A.P.M.F. et FENAMEF).

<sup>1</sup> STIMEC Arnaud, *La médiation en entreprise, Etablir un autre dialogue*, Dunod, 2004

Les institutions fonctionnent sur le principe du secret partagé, du « rendu compte ». Elles sont habituées aux écrits (rapports, notes de situation) qui reflètent une évaluation de la situation du jeune et un partage oral des situations (études de cas, synthèses). Ce principe de rendu compte est inapproprié en médiation familiale, comme pour toute médiation familiale, le médiateur ne transmettra pas les accords et n'en dévoilera, en aucun cas, le contenu. Ces accords passés en médiation familiale appartiennent aux parents, qui pourront, s'ils le désirent, les transmettre à l'équipe éducative. Pour garder son impartialité, le médiateur n'a pas non plus à connaître l'histoire des personnes autrement que par le récit de vie des personnes elles-mêmes et leur ressenti. Il ne consultera donc pas les dossiers. Ceux-ci appartiennent au contexte éducatif.

Dans ce contexte, le médiateur n'est pas un « juge » qui réformerait les jugements prononcés par le juge des enfants. Ce n'est que dans le cadre d'une autorité accordée par celui-ci, que ce lieu de médiation peut donner naissance à la parole, à l'émotion et à la négociation, entre les personnes elles-mêmes, dans l'intimité de leur histoire conjugale et de leur fonctionnement de parents, pour qu'ils en tirent des bénéfices...en se réappropriant leur rôle.

Par ailleurs, il nous semble fondamental que, pour respecter son éthique de médiateur, celui-ci s'interdise de participer aux différentes instances de compte-rendu des situations des jeunes pris en charge (exemple : les synthèses, études de cas... dipec etc.) pour lesquelles il n'est pas missionné.

Dans les situations d'accueils provisoires, demandées à l'initiative des parents, le responsable de circonscription de l'Aide Sociale à l'Enfance peut inciter à une orientation vers la médiation familiale. Son rôle se limite à l'information des parents, à qui il explique le fonctionnement et les intérêts de la médiation familiale. Aux parents ensuite de décider de s'engager. Les « médiés », comme tout processus engagé avec un projet d'entente final, ont toute la liberté de faire homologuer leurs accords auprès du juge des enfants. Par la suite, ils pourront transmettre ces accords à l'institution puisque ceux-ci ont valeur de droit et peuvent leur permettre de s'inscrire davantage dans un travail d'implication avec l'institution. Nous pensons que grâce à ce travail de médiation, ils peuvent davantage devenir sujet et acteur de leur histoire conjugale et familiale et ainsi s'ouvrir à la réflexion sur leur action éducative auprès des professionnels.

Si la médiation œuvre à un renforcement et à une réhabilitation de leur rôle parental, qu'en sera-t-il de la confrontation possible des accords parentaux au regard du projet éducatif individuel du jeune porté par l'institution ? Comment les travailleurs sociaux se saisiront-ils de la volonté des parents ? De leur réinvestissement de leur autorité parentale ? De leur philosophie de vie ? De leurs valeurs ?

Une articulation entre tous les acteurs, dans le respect de la déontologie de chacun, est à penser et à trouver. Il nous faut rappeler toutefois que certaines pathologies et/ou problématiques individuelles ou familiales restent une contre indication à une démarche de médiation familiale.

Dans ces perspectives on peut entendre parfois qu'il nous faudrait, selon « certains », partager nos « outils professionnels » ? Qu'advendrait-il du cadre ? Bon nombre de formations autour de la « sensibilisation aux outils de la médiation familiale » sont

proposées. Au delà de l'opportunité financière pour les investigateurs, elles sont proposées comme solution à l'évolution des pratiques du social ! Le social serait-il en panne de créativité ?... Manquerait-il d'outil dans ses pratiques ?...

En tant que professionnels du social nous nous en étonnons. Ce mouvement viserait à renforcer l'idée que la médiation familiale ne se limite qu'à un panel d'outil ? Nous refusons ce raccourci qui réduit la médiation familiale, à une réponse comportementaliste, alors qu'elle entraîne un processus intra-psychique. Nous ne sommes pas au bout du voyage, mais veillons quelque soit le contexte à ne pas corrompre un métier qui vient tout juste d'être reconnu. Ouvrons nos pratiques, faisons preuve d'adaptation et de créativité, mais soyons ferme sur notre cadre d'exercice. Ce n'est qu'au prix de ces exigences que la médiation familiale peut, peut-être, être un recours efficace pour les personnes suivies par la protection de l'enfance.

oOo

## Tribune libre

### Point de vue engagé

*Agnès Jego*

*Médiatrice Familiale APCE*

**V**enant du champ de la protection de l'enfance, je suis particulièrement attentive à la place donnée à l'enfant dans notre société et aux difficultés rencontrées par les parents à tenir leur rôle et fonction.

Aujourd'hui, je m'insurge contre la pratique professionnelle de certains médiateurs familiaux consistant à amener l'enfant à être présent en séance de médiation.

En effet, l'enfant mineur n'a, de mon point de vue, pas à être au même niveau que ses parents, détenteurs de l'autorité parentale.

Si la parole de l'enfant est prise en compte, c'est à travers ce qu'en rapportent ses parents. L'enfant est présent à travers la représentation que ses parents font de lui, à partir de ce qu'il est, de ses besoins, de ce qu'il montre...

A l'heure actuelle, on peut observer que l'enfant de plus en plus jeune, s'immisce dans le choix des adultes, donne son avis, prend position... Qu'il y a de moins en moins de domaines réservés aux parents, les places des uns et des autres sont de moins en moins marquées.

Dans ce contexte sociétal, la médiation familiale offre un espace unique aux parents pour leur permettre de se repositionner en adultes, de marquer leurs différences générationnelles, de prendre leurs décisions et dans un second temps d'informer leur enfant du projet qu'ils ont pour lui...

La médiation familiale est à contre-courant des autres espaces à disposition de la famille au sein desquels l'enfant est présent, au centre, ses parents gravitant autour de lui, à son écoute et à celle du professionnel qu'il les aiguille dans les réponses attendues par l'enfant, les parents se repositionnant en fonction de ce qu'il dit.

**En entendant l'enfant**, les médiateurs familiaux se privent d'une reconnaissance d'une pratique au service des parents et de leur lien conjugal

- Les médiateurs familiaux se privent d'un travail symbolique qui rend cet espace opérant.
- Les médiateurs familiaux se privent d'une possibilité de protéger l'enfant en lui épargnant des échanges conflictuels de ses parents...
- Les médiateurs familiaux se privent d'un confort qui est de ne pas voir l'enfant souffrir.

Enfin, en voulant répondre à toutes les demandes, tentations, sollicitations, on dénature une pratique, un espace, un lieu dont la société a aujourd'hui tant besoin !!!

oOo



# Annexes

## Abréviations

AED	Aide éducative à Domicile
AEMO	Assistance Éducative en Milieu Ouvert
AP	Assistance Publique
ASE	Aide Sociale à l'Enfance
ASSSEA	Association du Service Social de sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des jeunes Adultes
CAF	Caisse des Allocations familiale
CASF	Code de l'Action Sociale et des Familles
CNCMF	Conseil National Consultatif de la médiation familiale
DDASS	Direction départementale des Affaires Sociales et Sanitaires
DEMF	Diplôme d'État de Médiateur Familial
DGAS	Direction Générale de l'Action Sociale
EFM	Espace Famille Médiation
FENAMEF	Fédération nationale des services de médiation familiale
IOE	Investigation d'Orientation Éducative
JAF	Juge des Affaires Familiales
JE	Juge des Enfants
MECS	Maison d'Enfants à Caractère Social
MF	Médiation familiale
MFPE	Médiation Familiale en Protection de l'Enfance
NCPC	Nouveau Code de Procédure Civile
ODAS	Observatoire National de l'Action Sociale Décentralisée
ONED	Observatoire National de l'Enfance en Danger
OPP	Ordonnance de Placement Provisoire
PMI	Protection Maternelle et Infantile
SAPMN	Service d'Adaptation Progressive en Milieu Naturel
TGI	Tribunal de Grande Instance
TS	Travailleur Social
UDAF	Union Départementale des Associations Familiales
UNASEA	Union Nationale des Associations de Sauvegarde de l'Enfance

oOo